

 **FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX

**7^e
ÉDITION**



CE MONDE QUI NOUS ÉCHAPPE

COMMENT GAGNER LA PAIX
FACE AUX NOUVELLES VIOLENCES ?



L'ESSENTIEL

26 & 27 SEPTEMBRE 2024



RÉGION
NORMANDIE



Éditeur : Région Normandie

Rédaction, conception graphique et mise en page éditoriale :
H2COM (David Garchey & Baptiste Manzinali)

Photographie : Eric Biernacki, Pierre Galliot, Faissal Zaoui
(Région Normandie), Julien Helie

Imprimeur : La Maison du Document

Tirage : 420 exemplaires (90 pour la version anglaise)

Date de publication : janvier 2025



© Julien Helle

Avis aux lecteurs et lectrices

Le présent ouvrage compile les synthèses des séquences de la septième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Les propos tenus dans le cadre de cet événement n'engagent pas son positionnement. Les synthèses ne sont pas des articles scientifiques. Elles présentent les différents points de vue et les éléments essentiels relevés pour chaque séquence.

Ce monde qui nous échappe : « Comment gagner la paix face aux nouvelles violences ? »

La 7^e édition du Forum Normandie pour la Paix s'est tenue cette année dans un contexte mondial marqué par des défis sans précédent.

Cet événement, devenu un rendez-vous incontournable pour les acteurs de la paix et de la sécurité internationale, a réuni des experts, des décideurs politiques, des représentants de la société civile et des jeunes engagés.

Ensemble, ils ont abordé des thématiques cruciales telles que la résolution des conflits, le changement climatique et les droits humains.

Plateforme unique pour échanger des idées novatrices et promouvoir des solutions durables en faveur d'un monde plus pacifique et équitable, cette année le Forum a proposé des conférences, des débats, des ateliers dédiés aux jeunes, des animations, des projections et des expositions.

Nous souhaitons que cet ouvrage puisse rendre accessible à toutes et tous les discussions de cette 7^e édition.

Synthèses des conférences et débats, interviews et résumés des moments clés du Forum sont ici compilés pour vous transporter au cœur de cet événement porté par la Région Normandie.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix en quelques chiffres :



Le Forum a réuni des milliers de participants dont près de 3000 jeunes, venus pour assister aux conférences, débats, dont 10 dédiés à la jeunesse, expositions et autres temps forts qui ont marqué cette édition.



Ce sont également plus de 130 panélistes originaires de 30 pays, qui ont participé en présentiel ou par visioconférence, au Forum mondial Normandie pour la Paix.



Enfin, le Forum est soutenu par 26 partenaires sur la programmation, ainsi que par des entrepreneurs engagés qui partagent les objectifs du Forum.

Bonne lecture et à l'année prochaine !

La Région Normandie

Retrouvez les captations des sessions du Forum et l'actualité de Normandie pour la Paix tout au long de l'année sur le site normandiepourlapaix.fr

NORMANDIE POUR LA PAIX

en
un clin
d'œil



L'initiative Normandie pour la Paix est née de la volonté de la Région de poursuivre le considérable travail de mémoire accompli depuis 1945 en Normandie afin de devenir un laboratoire pour une paix durable.

Normandie pour la Paix se décline en 4 axes principaux qui recouvrent plusieurs thématiques chacun et sont présents tout le long de l'année dans les actions de Normandie pour la Paix et les projets construits avec ses partenaires.

UN ENSEMBLE D'INITIATIVES TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

PROJETS PÉDAGOGIQUES, COLLOQUES, SÉMINAIRES, ÉCHANGES UNIVERSITAIRES, CRÉATIONS ARTISTIQUES... : NORMANDIE POUR LA PAIX DONNE LIEU TOUT AU LONG DE L'ANNÉE À DE NOMBREUSES ACTIONS ORGANISÉES PAR LA RÉGION NORMANDIE ET SES PARTENAIRES.

> 4 GRANDS AXES THÉMATIQUES <



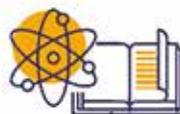
NORMANDIE POUR LA PAIX
CAMPUS



NORMANDIE POUR LA PAIX
RESSOURCES



NORMANDIE POUR LA PAIX
DIALOGUES



NORMANDIE POUR LA PAIX
CULTURE ET SCIENCES

> DES THÈMES PORTÉS PAR <



LE FORUM



LES ÉVÉNEMENTS



LE RÉSEAU

Lors du Forum mondial et tout au long de l'année, des initiatives, des projets labellisés et des rendez-vous mettent en lumière les valeurs de paix et de liberté chères à la Normandie.

Les journées de préfiguration pour la Paix
23 & 24 mars 2017

Lancement de l'appel à initiatives Normandie pour la Paix

Lancement de la Chaire d'excellence Normandie pour la Paix

Première publication de l'indice Normandie du Parlement européen

2^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 4 & 5 juin 2019

75^e anniversaire du débarquement de Normandie

4^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 30 sept & 1^{er} oct 2021

Fin du programme européen Walk The Global Walk, lancement de l'initiative régionale EcHo

6^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix Les 28 et 29 septembre 2023

Sur le thème « Résistances ! La paix des peuples », la 6^e édition du Forum a réuni 8000 participants dont 3 000 jeunes pour 3 conférences plénières, 15 débats, 7 ateliers jeunesse et 3 projections pour les jeunes.

2^e séminaire sur la Russie suivi d'une séquence de restitution avec le Collège des Bernardins.

En 2023, le Collège des Bernardins a poursuivi le travail engagé en 2022 avec un nouveau huis clos qui s'est tenu le mercredi 27 septembre. Les conclusions ont été présentées le lendemain lors du débat « Qui pour résister à Vladimir Poutine ? ».

Temps fort « Entre guerre et paix » organisé en partenariat avec le think tank Strategic Foresight Group.

En présence de deux Prix Nobel de la Paix ont été abordés les risques existentiels auxquels l'humanité est confrontée et les solutions possibles pour construire une paix durable. Cette séquence a eu pour temps fort la sortie du livre *Entre guerre et paix - Histoire et politique des conflits dans le monde* de Sun-deep Waslekar, fondateur du Strategic Foresight Group.

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

Lancement du Prix Liberté

1^{er} Forum mondial Normandie pour la Paix
les 7 & 8 juin 2018

Développement des évènements à l'année

Lancement de l'initiative des Parlementaires pour la Paix

3^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix
les 1^{er} & 2 octobre 2020

Normandie P4

Premier séminaire sur la Russie avec le Collège des Bernardins

5^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix
les 23 & 24 septembre 2022

7^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix
les 26 et 27 septembre 2024

Avec pour thème « Ce monde qui nous échappe - comment gagner la paix face aux nouvelles violences ? », cette édition a attiré près de 11000 participants, dont 3000 lycéens.

Cette 7^e édition a été marquée par la poursuite du travail des Bernardins sur la question du conflit russo-ukrainien avec un séminaire à huis clos, un temps fort consacré aux défenseurs de la liberté et le lancement d'un plan d'action international Normandie pour la Paix pour une paix mondiale, juste et durable.

Les interventions de plus de 130 participants venus du monde entier avec 31 pays représentés ont enrichi les discussions sur les nouvelles formes de violence et les moyens de promouvoir la paix et la liberté dans le monde.

Parmi eux figuraient Chirine Ardakani, avocate de Narges Mohammadi, Prix Nobel de la Paix 2023, Olivier Vandecasteele, humanitaire belge ancien otage en Iran, qui a partagé son expérience et ses perspectives sur les défis humanitaires actuels et Ndume Olatushani, ancien condamné à mort aux États-Unis, qui a également pris la parole pour raconter son parcours et son combat pour la justice après avoir passé vingt ans dans le couloir de la mort.

P.8 CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

MESSAGE D'OUVERTURE Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« *Une seule puissance ne peut plus imposer la paix dans une partie du monde* » Page 10

1. COMPRENDRE LA VIOLENCE DE LA BASCULE DU MONDE Page 16

2. PROTÉGER LES DÉFENSEURS DE LA LIBERTÉ Page 22

3. REPRENDRE LA MAÎTRISE DU MONDE Page 28

PLAN D'ACTION INTERNATIONAL « NORMANDIE POUR LA PAIX » Page 32

P.34

LES DÉBATS : ALLER PLUS LOIN

LE SPORT PEUT-IL SERVIR LA PAIX ? Page 36

LE MOYEN-ORIENT DANS LA TOURMENTE Page 39

QUEL MONDE APRÈS LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES ? Page 42

QUEL CAP POUR LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE ? Page 45

AMÉRIQUE LATINE : LES ÉTATS FACE AUX VIOLENCES Page 48

L'ÉMERGENCE D'UN SUD GLOBAL CONDUIT-ELLE À REPENSER LA PAIX ? Page 51

EUROPE DE L'EST : COMMENT VIVRE EN PAIX AUX PORTES DE LA GUERRE ? Page 54

ASIE : LES ALLIANCES RÉGIONALES AU DÉFI DES TENSIONS INTERNATIONALES Page 57

L'OTAN, AVEC OU SANS L'AMÉRIQUE ? Page 60

COMMERCE MONDIAL : VECTEUR DE PAIX, OTAGE DES GUERRES RÉGIONALES ? Page 63

QUI MAÎTRISE VRAIMENT L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ? Page 66

LE QATAR : LES GRANDES AMBITIONS D'UN PETIT ÉTAT	Page 69
QUELS CHEMINS PREND L'AFRIQUE ?	Page 72
OÙ EN EST LA MENACE TERRORISTE ?	Page 75
COMMENT SAUVER LA DÉMOCRATIE ?	Page 78



P.81

SÉQUENCES JEUNESSE

IDENTIFIER ET LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION	Page 83
QUELLE PLACE POUR LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX ?	Page 85
PROJECTIONS DAD'S LULLABY L'ILLUSION DE L'ABONDANCE	Page 87
DÉCRYPTER LE MONDE AVEC PASCAL BONIFACE ET MR GEOPOLITIX	Page 88
RÉCONCILIER ET COMMÉMORER : LA JEUNESSE FACE AU DEVOIR DE MÉMOIRE	Page 90
LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE FACE À L'INTERDÉPENDANCE DES DROITS : DÉFI GLOBAL	Page 92
LES SOCIÉTÉS FACE AUX NOUVELLES VIOLENCES	Page 94
RECONNAÎTRE SES RESPONSABILITÉS POUR CONSTRUIRE LA PAIX	Page 96
LE GÉNOCIDE, PROCÈS SIMULÉ DEVANT LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE	Page 98

UN VILLAGE POUR LA PAIX	Page 100
--------------------------------------	----------



LES CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

MESSAGE D'OUVERTURE

Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« Une seule puissance ne peut plus imposer la paix dans une partie du monde »

Page 10

1. COMPRENDRE LA VIOLENCE DE LA BASCULE DU MONDE

Page 16

2. PROTÉGER LES DÉFENSEURS DE LA LIBERTÉ

Page 22

3. REPRENDRE LA MAÎTRISE DU MONDE

Page 28

Hervé Morin, président de la Région Normandie :

« Une seule puissance ne peut plus imposer la paix dans une partie du monde »



© Pierre Galliot

« Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,

merci pour votre présence. C'est pour nous un immense moment d'émotion que l'ouverture chaque année de ce forum. Comme me le disait ma voisine Nicole Gnesotto il y a deux minutes, il n'y a pas d'évènement comme ça dans le monde, parce qu'il réunit de l'émotion, il réunit de la générosité, il rassemble à la fois des sachants et puis la jeunesse de Normandie et d'ailleurs, jusqu'à Auberwilliers et Saint-Pierre-et-Miquelon. Sachez que, pour nous, c'est une immense fierté de vous savoir aussi nombreux et enthousiastes avec cette capacité à partager des enjeux qui sont absolument majeurs. Merci mille fois et mer-

ci, bien sûr, à François-Xavier Priollaud, notre vice-président, le maire de Louviers, sans qui rien ne serait possible, donc, François-Xavier, tu es un homme formidable, exceptionnel, tu es le miracle de la Région Normandie ! François-Xavier, merci mille fois !

Merci à Frédérique Bedos qui assume avec autant de talent et qui, depuis le premier jour, est avec nous, Frédérique, merci mille fois. Je ne te vois qu'une seule fois par an et chaque année, je me dis : quand même, vous formez le plus beau couple de la vie ! Voilà. Merci aux membres du Conseil scientifique. Je veux vraiment remercier Nicole Gnesotto et Bertrand Badie pour leur éclairage, leur lumière, leur intelligence, leur impertinence et leur capacité, chaque année, à construire ce Forum Normandie pour la Paix, donc, merci à tous les deux et merci au Conseil scientifique qui est autour de nous pour bâtir Nor-

mandie pour la Paix. Merci, merci, merci mille fois à tous les deux.

Merci aussi, Mesdames, Messieurs, aux agents de la Région, à la centaine d'agents volontaires qui font en sorte que ce débat, ce Forum puisse se tenir dans les meilleures conditions. Je voudrais remercier tout particulièrement la Direction Europe et international et toute l'équipe de Julie Miclot. Merci mille fois, merci à tous vos collaborateurs. Il y a une chose qui me fait plaisir chaque année, c'est quand ceux qui ont l'habitude de participer à des forums de ce genre nous disent que c'est mieux organisé qu'au Quai d'Orsay ! Julie, si un jour vous voulez une nouvelle carrière, le ministère vous attend !

Je voudrais que vous réserviez des applaudissements très nourris aux jeunes des deux lycées qui vont faire le service, qui vont faire en sorte que l'ensemble de cette journée puisse se produire dans les meilleures conditions. Je voudrais remercier les lycéens de Georges Baptiste à Canteleu et du lycée Rabelais, parce que ce sont ceux qui vont faire en sorte que ces deux journées puissent se passer dans les meilleures conditions, donc, à ces lycéens de ces deux établissements, merci mille fois. Vous pouvez les applaudir.

Mesdames, Messieurs, j'aurai en mémoire, j'imagine comme vous, les cérémonies du 80^e anniversaire et ses vétérans qui, jusqu'à leur dernier souffle, resteront les ultimes passeurs de la mémoire du 6 Juin. Ce jour à jamais le plus long, ce jour pour lequel, je l'espère, nous ferons en sorte, génération après génération, qu'il n'ait jamais de crépuscule, qu'aucune pénombre ne vienne jamais oublier la bravoure des soldats alliés tombés en Normandie et en Europe. Qu'aucune pénombre ne vienne jeter aux oubliettes de l'histoire l'effort conjugué de nos démocraties pour réaliser cette immense prouesse logistique et militaire que fut le Débarquement.

Je vous rappelle les mots du Général de Gaulle : « Honneur aux Nations unies qui ont mêlé leur sang à notre sang, leur peine à nos peines, leur espérance à nos espérances, et qui aujourd'hui triomphent avec nous. » C'est ce qu'il disait en 1945. Depuis sept ans, maintenant, le Forum mondial Normandie pour la Paix s'efforce de servir cet objectif de paix et de liberté. Un objectif en effet bien difficile à atteindre et qui semble même s'éloigner chaque jour plus encore, de Gaza à Kharkiv, du Yémen à la Birmanie, de la plaine de la Bekaa au Mali. Ces tragédies humaines, ces visages d'enfants effrayés, ces linceuls couverts de sang, ces parents pleurant leurs enfants, ces colonnes fuyant leurs villes, ces fosses communes remplies de corps mutilés par les balles, les bombes et parfois les machettes.

« Les systèmes de paix que nous expérimentons depuis 1945 nous semblent bien impuissants »

Hervé Morin

Cette édition 2024 a pour thème ce monde qui nous échappe. Oui, il semble nous échapper. Il nous échappe et nous ne savons plus comment œuvrer pour sauvegarder la paix face à la folie qui règne ou qui semble gagner les hommes. Nous observons les systèmes de paix que nous expérimentons depuis 1945 qui nous semblent aujourd'hui bien impuissants. Nos institutions internationales, dont la faiblesse fait écho à une organisation et à une gouvernance qui sont aujourd'hui obsolètes. Il est aussi, aujourd'hui, très clair qu'une seule puissance, aussi impériale soit-elle, ne peut plus imposer la paix dans une partie du monde. Ni les États-Unis, ni le fragile trio Chine-Russie-Iran, où

vous voyez bien que le combat de ces trois-là, c'est d'abord le combat non pas simplement contre les États-Unis, mais c'est le combat en vérité de pays totalitaires contre la démocratie et les libertés.

Et, comme l'écrivait récemment Condoleezza Rice : l'avenir sera façonné par l'alliance des États démocratiques et libéraux ou il sera dicté par les puissances révisionnistes, nostalgiques d'une époque de conquêtes territoriales et de pratiques totalitaires.

**« Il faut des peuples
qui contrôlent et décident
aux côtés de leurs dirigeants »**

Hervé Morin

Ce monde où de nouvelles technologies révolutionnaires comme l'intelligence artificielle bouleversent notre économie mais aussi nos questions de sécurité et de défense, et je suis heureux que cette année y soit consacrée une demi-journée pour évoquer ce sujet, un monde également où les violences et les guerres sont tellement protéiformes qu'elles peuvent prendre des tournures totalement inimaginables et incroyables. Je discutais avec d'anciens généraux pour préparer ce discours hier et qui me disaient l'attaque avec les bi-pèdes de l'armée israélienne, puis avec les talkies-walkies est quelque chose de totalement inimaginable, personne ne pouvait penser que ce serait « aussi bien réussi », si on peut parler de réussir en parlant de guerre, avec des moyens qui sont absolument nouveaux dans les conflits modernes.

Alors, comme système de paix opérable, il reste ce que l'on connaît bien depuis 1945, la paix par contrat, c'est-à-dire la paix par la multitude de conventions, de traités, de contrats politiques et économiques, comme nous le connaissons, nous, en Europe, avec les États-membres de l'Union européenne. Mais pour cela, et je le dis notamment aux jeunes, il faut des démocraties parlementaires et il faut des peuples qui, au bout du compte, contrôlent et décident aux côtés de leurs dirigeants. C'est d'ailleurs ce qu'affirmait il y a quelques années une grande figure de l'IFRI quand j'étais à Sciences Po, ça nous rajeunit, pour qui ce système d'interactions positives pouvait fonctionner mais simplement à deux conditions. La première, c'est que la démocratie résiste aux populismes et à la montée du nationalisme, ce nationalisme de bête à cornes, comme l'écrivait Nietzsche.

Et la seconde, c'est que la nationalité des gouvernants l'emporte sur les passions les plus dévastatrices. Le combat en faveur de la paix est loin d'être gagné. Entre les premières éditions de ce Forum et aujourd'hui, la guerre a ressurgi là où on pensait qu'elle n'était pas possible, c'est-à-dire à l'Est de l'Europe, elle menace régulièrement le Levant, après que des sommets d'horreur aient été atteints entre le Hamas et Israël. La violence barbare de l'un a déclenché la foudre militaire de l'autre, semant pour des décennies la haine et l'envie de cette revanche, dont on voit bien que, au bout du compte, on peut considérer que ce mouvement est sans fin, sans capacité de trouver les mots que sont les mots « réconciliation », les mots « pardon », les mots « fraternité », autant de mots qui sont malheureusement oubliés dans un Proche-Orient toujours plus compliqué.

Ce monde nous échappe, mais il n'est pas question pour nous de construire la paix, comme Sisyphe, nous devons demeurer envers et contre tous



© Pierre Gailhot

les artisans de la paix. Je le dis aux jeunes : protestez, témoignez, proposez, tout sauf la résignation et le silence, tout sauf l'indifférence. Ce n'est pas l'affaire des autres, ce n'est pas seulement l'affaire des diplomates, ce n'est pas seulement l'affaire des militaires, ce n'est pas seulement l'affaire des dirigeants politiques. Non, cette affaire, c'est la nôtre, c'est la vôtre, de peuples conscients, instruits, éduqués, historicisés. Je vous laisse ces mots d'Elie Wiesel : J'ai juré de ne jamais me taire quand des êtres humains endurent la souffrance et l'humiliation. Où que ce soit, nous devons toujours prendre parti. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté. Oui, nous devons continuer à nous engager. Ici est un lieu d'engagement pour la paix et la sécurité du monde. Alors, force est de constater, Mesdames, Messieurs, que cette guerre traditionnelle classique opposant deux pays possiblement armés et des grandes puissances n'est pas devenue une pure théorie.

Ce qu'on ne doit jamais oublier, dans l'affaire entre la Russie et l'Ukraine, c'est qu'on a l'une des deux puissances qui est une puissance nucléaire, pas simplement avec des armes stratégiques et tactiques, mais aussi avec des armes nucléaires du champ de bataille. Et donc, cela crée des conditions de crise sur lesquelles il faut être extrêmement attentif et, donc, il faut à la fois la fermeté, mais aussi la responsabilité quand on évoque cette question. Il faut donc, Mesdames, Messieurs, que, sur cette question ukrainienne, nous n'oublions pas, nous, Européens, ce qui doit être notre responsabilité. Notre responsabilité, ce n'est pas celle d'envoyer des soldats sur les champs de bataille de l'Ukraine. Notre responsabilité, c'est d'abord ce que demande M. Volodymyr Zelensky, c'est-à-dire des armes et des munitions, pas l'engagement de troupes au sol. Et donc, quand le président de la République a évoqué ces questions, il a irrité beaucoup de monde, mais, au moins, à travers ses propos, il a for-



cé chacune et chacun d'entre nous à sortir de l'insouciance et d'avoir un examen de conscience qui est : pourrions-nous envoyer mourir nos soldats pour l'Ukraine ? Pourrions-nous mourir pour Vilnius, Varsovie, Helsinki, comme des milliers de soldats sont morts sur les plages de Normandie en 1944 ?

Les relations internationales, Mesdames, Messieurs, ne sont pas étrangères aux citoyens d'une démocratie. Être artisan de la paix, en Russie, c'est d'abord et avant tout bâtir aussi une proposition et une solution européennes.

C'est par cela que je voudrais finir. On a évoqué la question des sanctions, en pensant que les sanctions permettraient au bout du compte de faire revenir la Russie à la raison : chute des importations, effondrement du rouble, inflation, récession. En réalité, les Russes

ont trouvé le moyen de vendre leur gaz et leur pétrole à d'autres pays et de maintenir leur modèle économique et social. En même temps, nous sommes face à une guerre d'usure où les livraisons d'armes, les sanctions finiront, on peut l'espérer, par faire revenir Vladimir Poutine à la raison et à la table des négociations dans des conditions acceptables pour les Ukrainiens. Le résultat, dans tout cela, des élections américaines sera un élément extrêmement important. On a tous en tête les déclarations de Donald Trump disant qu'en 48 heures, il aurait réglé cette affaire. Mais nous, Européens, sommes face à des responsabilités que nous avons tant de mal à assumer. J'avais le souvenir, quand j'étais ministre de la Défense en 2008, au moment de la présidence française de l'Union européenne, de toutes les propositions que nous avons effectuées pour bâtir des solutions européennes en matière de défense.

J'avais face à moi des murs de pays qui considéraient que, au bout du compte, la question était toujours la même, c'est s'arrimer à l'Alliance Atlantique et à une solution qui reposait d'abord et avant tout sur les Américains. On peut se dire que, avec l'Ukraine, on a franchi un pas en avant parce qu'on a eu une réponse commune, solidaire et unie, ce qui était extrêmement rare, et ce qui est extrêmement rare sur les questions de défense et de sécurité ; c'est probablement la première fois qu'on a pu avoir des Européens qui tenaient la même position. Mais si on veut bien regarder les choses, concrètement, est-ce qu'il y a aujourd'hui une vision commune des questions de sécurité et de défense en Europe ? Non.

« Les États-Unis s'éloignent progressivement de l'Europe et regardent de plus en plus vers l'Asie »

Hervé Morin

Est-ce que nous sommes près de bâtir un modèle d'autonomie stratégique, c'est-à-dire voir, décider, bâtir une solution politique, diplomatique et éventuellement militaire ? Non. Est-ce que nous sommes en capacité de pouvoir nous priver de moyens américains ou de l'Alliance Atlantique ? Non. En réalité, nous n'avons pas avancé d'un pouce depuis vingt ans sur ces questions. Nous n'avons tellement pas avancé que nous n'avons toujours pas d'État major de planification et de conduite des opérations et que nous devons systématiquement faire référence à l'Alliance Atlantique dès que nous voulons bâtir une proposition en matière de sécurité et de construction d'une opération militaire. Et nous ne sommes toujours pas

capables de bâtir quelque chose qui nous permette de construire le socle en matière de défense, d'équipement militaire qui nous permettrait d'aller progressivement vers l'autonomie stratégique, preuve s'il en est, si l'on faisait les comptes aujourd'hui, je pense, Nicole et Bertrand, que nous avons plus d'avions F35 volant dans le ciel européen que nous n'avions d'avions issus de l'armement européen, qu'ils soient Dassault ou qu'ils soient Airbus.

Bref, au bout du compte, nous avons aujourd'hui des textes, nous avons des solutions, nous avons les battle groups, nous avons les corps et les unités militaires communes, par exemple, avec les Allemands, mais il n'y a aucune volonté réelle de bâtir une solution qui soit une solution européenne avec une européanisation de l'Alliance Atlantique à laquelle pourtant nous invitent les Américains et à laquelle nous devrions être sensibles : savoir, décider, agir, bâtir une autonomie stratégique, ce devrait être l'ambition des Européens dans un monde où on voit bien que les États-Unis s'éloignent progressivement de l'Europe et regardent de plus en plus vers l'Asie.

Alors, Mesdames, Messieurs, en conclusion, dans cette période aussi difficile, aussi noire, je voudrais vous dire que le message d'avenir et d'espoir, ça doit être le nôtre, et ce message d'avenir et d'espoir, c'est de dire d'abord et avant tout à toutes celles et à tous ceux qui en doutent : il n'y a pas de paix, il n'y a pas de sécurité s'il n'y a pas des droits de l'Homme et s'il n'y a pas de démocratie ; elle peut être probablement la plus imparfaite qui soit, mais sans démocratie, sans liberté des peuples, vous n'avez jamais de paix et de sécurité. C'est ça, la leçon qu'on doit retenir chaque jour, chaque jour, même quand on en doute, même quand on va voter, d'avoir en tête que la démocratie est la clé de la paix et de la sécurité. Je vous remercie et bon Forum !



COMPRENDRE LA VIOLENCE DE LA BASCULE DU MONDE

Conférence n°1 | Jeudi 26 septembre, 10h-12h, Salle plénière



Bertrand Badie, Éric Danon, Hervé Moritz, Adekeye Adebajo, Joseph Maïla, Frédérique Bedos, François-Xavier Priollaud

Une guerre en Ukraine qui ne faiblit pas, un Proche-Orient à feu et à sang, le Sahel qui s'embrase, les États-Unis et la Chine qui rejouent les conflits idéologiques historiques, l'intelligence artificielle qui fascine autant qu'elle effraie et les populismes qui montent partout dans le monde... Le programme de l'édition 2024 du Forum mondial Normandie pour la Paix est - encore - tristement chargé. Pour prêcher la bonne parole devant un parterre de 1500 lycéens, Bertrand Badie, codirecteur du conseil scientifique du Forum, s'est fait violence, sans mauvais jeu de mot, malgré une extinction de voix, pour s'adresser à la foule de la salle plénière lors d'une première conférence. Car comment se passer de l'éclairage sur le monde de ce professeur émérite à Sciences Po et spécialiste des relations internationales ?

Le monde d'aujourd'hui est un monde qui bouge et qui appréhende les temps de

« La véritable Histoire a commencé avec les guerres de décolonisation »

Bertrand Badie

paix et de guerres différemment que par le passé, lorsque « la guerre servait l'État, et l'État servait la guerre », précise-t-il en ouverture. Sauf que ce temps est révolu : « Il s'est passé quelque chose de très important, à savoir l'appropriation sociale des relations internationales », avec pour conséquences, d'une part, de nouvelles « opportunités », mais, surtout, l'apparition d'une diversité de nouvelles violences face auxquelles aucun État n'était préparé. « La véritable histoire a

commencé avec les guerres de décolonisation et l'apparition d'acteurs qui ne sont pas des acteurs étatiques par définition. Et quand vous n'êtes pas un acteur étatique, vous ne pouvez plus faire la différence entre le civil et le militaire. » D'aucuns appellent cela la résistance, d'autres le terrorisme, une chose est sûre : une violence qui n'obéit plus ni aux lois de la guerre ni au droit international émergé.

La diplomatie de l'indifférence

La faute à la mondialisation, affirme Bertrand Badie, qui a fait rentrer dans l'arène du monde huit milliards d'individus agissant de manière autonome. « Maintenant, tout individu est doté d'un imaginaire mondialisé. » Ils sont des acteurs mafieux qui pactisent avec les acteurs politiques et rebelles, des milices privées



ANIMATEURS

François-Xavier Priollaud, Vice-Président de la Région Normandie

Frédérique Bedos, Présidente fondatrice de l'ONG d'information Le Projet Imagine

INTERVENANTS

Bertrand Badie, Professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris

Valérie Masson-Delmotte, Directrice de recherche CEA au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement à l'Université Paris Saclay, ancienne co-présidente du groupe de travail 1 du GIEC

Jean-Marie Théodat, Maître de conférences, Université Panthéon-Sorbonne

Agnès Callamard, Secrétaire générale d'Amnesty International

Thomas Melonio, Chef économiste et directeur exécutif à l'innovation, la stratégie et la recherche de l'AFD

Éric Danon, Diplomate, ancien Ambassadeur de France en Israël

Hervé Moritz, Président du Mouvement Européen – France

Adekeye Adebajo, Professeur à l'Université de Pretoria

Joseph Maïla, Professeur de géopolitique et de médiation internationale à l'ESSEC Business School

qui échappent aux armées. Ce sont des violences sociales liées à l'urbanisation non maîtrisée qui produit des inégalités et qui pousse à la délinquance comme avec le gang des Kulunas à Kinshasa (République Démocratique du Congo). Ce sont des prédatons écologiques et des violences systémiques. Voilà ce que sont les nouveaux visages de la violence listés par Bernard Badie, concluant sa démonstration en fustigeant « la diplomatie de l'indifférence ». « Vous savez ce que fait un État impuissant ? Il s'en tire en montrant son indifférence. Et ça, c'est le nouveau visage de la diplomatie. »

Valérie Masson-Delmotte ne peut qu'aller dans le sens de Bernard Badie à propos des prédatons écologiques. Copré-



© Pierre Galliot

Valérie Masson-Delmotte

« La désinformation nourrit l'inaction climatique »

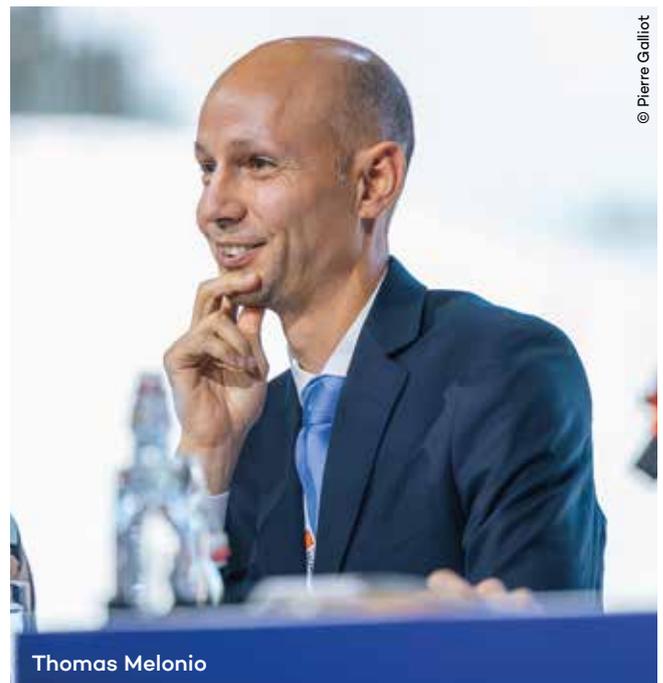
Valérie Masson-Delmotte

sidente d'un groupe de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), elle s'évertue depuis de nombreuses années à alerter sur les dangers du dérèglement climatique dont l'un des effets collatéraux est l'exacerbation des conflits armés, sociaux et sociétaux. « L'action climatique, c'est un enjeu également de justice, précise-t-elle. Retarder une action résolue pour le climat, c'est obliger les plus jeunes à agir de manière plus intense, parfois plus brutale », voyant là un bouleversement du rapport que chaque individu a au monde. « Vous parliez de la mondialisation. Nos actions qui affectent le climat planétaire, et le climat planétaire qui affecte les conditions de vie dans chaque région, c'en est vraiment une illustration existentielle. »

Des soins palliatifs inefficaces contre le climat

L'un des dangers pointé par Valérie Masson-Delmotte est celui de la manipulation du climat, qui se rapporte à des « soins palliatifs » car n'agissant pas sur les causes pour préférer masquer les symptômes du dérèglement. « La désinformation, la montée des populismes nourrissent l'inaction climatique et sont vecteurs de conflits », ajoute-t-elle. Idem pour l'accaparement de terres agricoles pour stocker du carbone ou la production de biomasse pour l'énergie, source de déplacements de conflits dans d'autres régions du monde. Concernant la France, le retard sur les stratégies environnementales « est un véritable enjeu de délibération démocratique sur la base de ces éléments scientifiques factuels » estime-t-elle.

Au sein de l'Agence française pour le développement (AFD), dont Thomas Melonio est le chef économiste, le fonds Minka doté de 125 millions d'euros a été créé pour soutenir les projets qui contribuent à la prévention des risques de crises et des conflits violents. Concrè-



© Pierre Galliot

Thomas Melonio



© Pierre Galliot

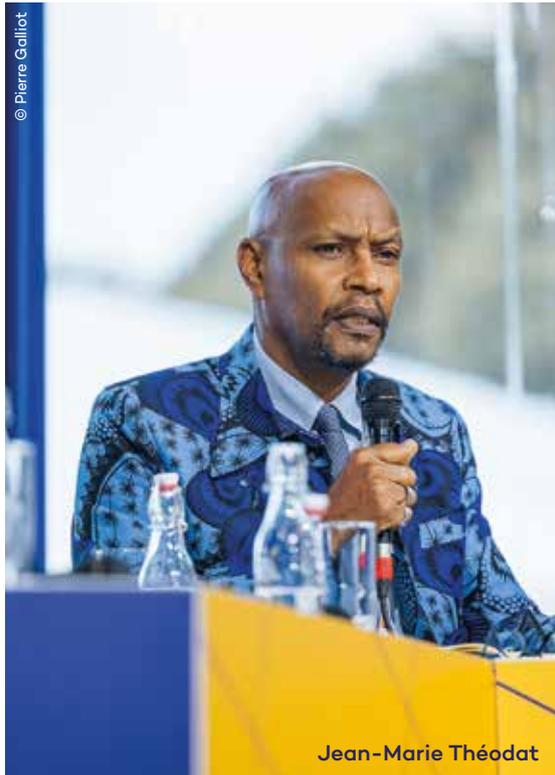
tement, l'agence intervient dans des zones de conflits très aigus comme le Proche-Orient, le Sahel ou la Centrafrique, entre agriculteurs et éleveurs ou sur des problématiques d'accessibilité à l'eau. Des dons permettent donc de créer des infrastructures qui donnent un accès équitable à tous, et, à terme, d'éviter un embrasement sur le terrain. Mais l'AFD, agence publique d'État, est aussi contrainte de s'aligner sur la diplomatie française et lorsque la situation le demande, comme dernièrement au Sahel dans un contexte de forte tension avec le Mali, elle n'a d'autre choix que de se retirer. « Dans certains cas, on peut maintenir des actions en faveur du secteur privé et de la société civile ».

Cette instabilité du monde qui rend très sensible toute intervention étatique extérieure, s'accompagne d'une convergence des violences, comme le constate Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International. Elle est la conséquence, selon elle, d'un « deux poids deux mesures » diplomatique : « Les intérêts qui prédominent sont des intérêts géostratégiques, économiques et de sécurité nationale. Résultat, même

« Le Hamas est détruit militairement, à 80 % sans doute »

Éric Danon

quand nos amis commettent les crimes les plus atroces, on continue de leur apporter un soutien. » Une réalité constatée depuis longtemps, mais qui, alors que les violences montent en puissance, outrepassent les règles du droit international, qui ne sont plus adaptées à notre époque. « On le voit avec la Russie en Ukraine qui a justifié son agression, comme l'a fait Israël. C'est un discours que l'on retrouve un peu partout, y compris quand les États-Unis apportent leur soutien à Israël au niveau du Conseil de



Jean-Marie Théodat

« Une espèce d'imaginaire de la haine s'est accumulé au cours du temps »

Joseph Maïla

sécurité ». Ces violences, déplore-t-elle, s'accompagnent aussi d'un racisme qui s'exprime dans la valeur que l'on donne à la vie d'un enfant palestinien, différente de celle d'un enfant israélien.

Indifférence ou impuissance ?

S'il y a bien un endroit dans le monde où toutes ces violences convergent, c'est bien en Haïti. Jean-Marie Théodat, professeur à la Sorbonne et à l'Université d'Haïti, défend cette idée. « J'arrive à temps pour vous dire que tout ce qui

a été dit ici, je pourrais le remettre à la sauce haïtienne, et ça colle parfaitement. » Victime d'un désastre environnemental, avec 3% de forêt sur l'ensemble de son territoire, contre 90% au moment de l'arrivée de Christophe Colomb en 1492. Victime de violences systémiques touchant à la dignité humaine, indifférence du monde face au sort des Haïtiens pour reprendre les propos de Bertrand Badie sur la diplomatie de l'indifférence, telle est la réalité de cette île de 27 750 km², une taille proche de la Normandie mais 4 fois plus peuplée avec 12 millions d'habitants.

Une indifférence qui découlerait d'une impuissance face aux nouvelles violences ? C'est en tout cas le thème de la deuxième table ronde de la conférence qui s'ouvre sur les mots d'Éric Danon, estimant que le conflit israélo-palestinien était loin d'être terminé : « Le Hamas est détruit militairement, à 80% sans doute. Il a perdu la guerre militaire, ou il va la perdre, mais il a totalement gagné la guerre médiatique. Le diplomate en profite pour revenir sur la notion de résistance et de terrorisme, appréciation qui



Éric Danon

dépend selon lui seulement de l'Histoire. « Un résistant, c'est un terroriste qui a gagné. Et un terroriste, c'est un résistant qui a échoué ». Joseph Maïla, enseignant à l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales (ESSEC), parle lui, à propos du Proche-Orient, « d'un tombeau du droit international » où une « espèce d'imaginaire de la haine s'est accumulé au cours du temps », et

« Les bases militaires étrangères en Afrique doivent être démantelées »

Adekeye Adebajo

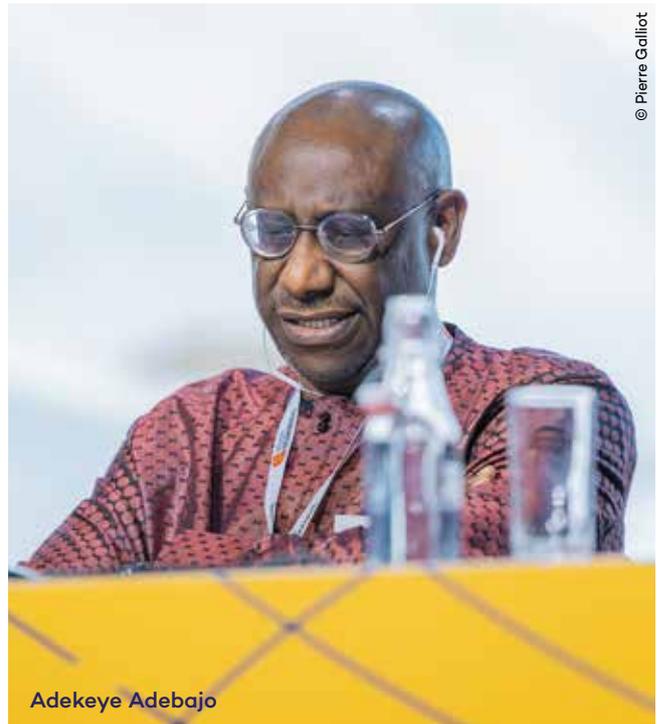
où il ne faut pas ignorer la responsabilité des acteurs dans le conflit, et les deux dynamiques divergentes entre Israël et la Palestine. Au fond, et c'est là le nœud du problème : comment concilier deux perceptions de l'Histoire différentes ?

Cela dit, s'il y en a bien une qui fait l'unanimité aujourd'hui, c'est celle du racisme et des profits que l'Occident et le capitalisme en ont tiré « pendant 400 ans », comme le rappelle l'universitaire et ancien directeur du Centre de révolution des conflits du

Cap, Adekeye Adebajo. Selon lui, le discrédit de la France dans la zone du Sahel est à mettre au crédit de son soutien historique envers des autocrates et des dictateurs en Afrique pour asseoir sa domination coloniale. « Je pense



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



© Pierre Galliot

que toutes les bases militaires étrangères en Afrique doivent être démantelées afin que l'Afrique puisse trouver la paix » a-t-il affirmé, rappelant que « 40 % des agents de la paix de l'ONU sont africains ».

Des Européens dans l'attente

Hervé Moritz, président du Mouvement européen en France souhaite cependant mettre un bémol sur l'impuissance d'action de l'Europe qui est, selon lui, « cultivée », alors que toutes les enquêtes d'opinion montrent que les Européens ont des attentes de l'Union européenne sur ces nouvelles violences liées au retour de la guerre à ses portes, mais aussi face au dérèglement climatique et aux inégalités sociales.

Pour conclure, quand Bertrand Badie parle des guerres d'hier faites de rivalité et de puissance, celles d'aujourd'hui sont alimentées par la domination et la révolte qui en découle. En résulte un sentiment d'humiliation qui mène, inexorablement, vers la rage.

PROTÉGER LES DÉFENSEURS DE LA LIBERTÉ

Conférence n°2 | Jeudi 26 septembre, 14h-15h30, Salle plénière



Ce sont des femmes et des hommes aux destins hors du commun qui ont tous décidé de ne pas courber l'échine malgré les menaces, les enlèvements, la prison et les assassinats. Leurs témoignages, bouleversants, démontrent que les grands idéaux méritent d'être combattus avec force pour éviter que le monde ne bascule dans le chaos, « où la loi du plus fort s'imposerait à tous, car ceux qui sont aux manœuvres n'ont ni pitié ni scrupule » a amorcé Frédérique Bedos avant que les prestigieux invi-

tés ne rejoignent la scène. Parmi eux, le Belge Olivier Vandecasteele, qui a payé le prix fort son rôle de travailleur humanitaire.

Après un travail de terrain au Mali, en Afghanistan et au Niger auprès d'Organisations non-gouvernementales (ONG) dont Médecins du Monde, il est arrêté le 24 février 2022 à Téhéran en Iran, et incarcéré comme otage d'État pendant 15 longs mois, isolé de tout et sans aucun repère. Sa condamnation à 40 ans de

ANIMATEURS

Frédérique Bedos, Présidente fondatrice de l'ONG d'information Le Projet Imagine

François-Xavier Priollaud, Vice-Président de la Région Normandie

INTERVENANTS

Olivier Vandecasteele, Humanitaire et fondateur de l'ONG Protect Humanitarians

Édouard Perrin, Rédacteur en chef de Forbidden Stories

Berta Zúñiga Cáceres, Militante pour les droits de l'Homme et de l'environnement, Coordinatrice générale du Conseil civique des organisations indigènes populaires (COPINH)

Chirinne Ardakani, Présidente de Iran Justice, Avocate de Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023 actuellement emprisonnée en Iran

Ndume Olatushani, Activiste, Ancien condamné à mort américain ayant passé 20 ans dans le couloir de la mort avant sa libération en 2012



Olivier Vandecasteele

« Placer la question de l'humain et du vivant au cœur de tout »

Olivier Vandecasteele

prison et 74 coups de fouets à la suite d'un procès ubuesque est finalement annulée grâce à des négociations entre les gouvernements belges et iraniens. Une épreuve qui le marquera à tout jamais, lui qui a, dès l'enfance, ressenti le besoin de lutter contre toutes les formes d'injustice. « En Belgique, on a plusieurs communautés linguistiques qui ont du mal parfois à s'entendre, et mes parents avaient fait le choix de me mettre en internat dans la communauté linguistique opposée. Dès mes premières années d'école, on m'a confronté à la question de la différence, aussi au fait que, quand on était dans la minorité, on devait faire ce pas d'aller vers l'autre, de construire

des ponts. Et je pense que ça a été un des éléments clés de mon engagement » a-t-il expliqué. Sur cet engagement, Olivier Vandecasteele a aussi rappelé son essence, à savoir « placer la question de l'humain et du vivant au cœur de tout. »

Mais que reste-t-il de cet idéal quand il est percuté par des forces gouvernementales tortionnaires et impartiales, et que l'on est victime de la « torture blanche », d'après l'appellation de la militante iranienne Narges Mohammadi à propos des méthodes pratiquées dans les geôles de son pays ? La réponse est simple : l'espoir et l'entraide. « Après avoir été un intervenant humanitaire qui souhaitait apporter de l'aide et de l'assistance, j'étais moi-même en besoin d'aide et d'assistance et, donc, j'ai eu besoin des autres. Il y a eu un vrai et beau mouvement avec des ONG qui ont pris position, dont Amnesty International et les Nations unies, et qui ont dénoncé cette arrestation arbitraire. J'en ai été très peu au courant parce que je n'avais pas d'accès à l'information extérieure, mais ça a été vertigineux de découvrir tout ça à mon retour. »



Édouard Perrin

© Julien Helle



© Julien Heille

« Si vous voulez réduire au silence un journaliste, 100 autres vont prendre le relais »

Édouard Perrin

Son histoire est loin d'être isolée. Les chiffres sont accablants à propos des humanitaires sur le terrain. Chaque année, 400 d'entre eux sont tués, blessés ou kidnappés. Une tendance qui s'accroît : en 2023, ils sont 595 à avoir été victimes d'attaques et de violences, dont 280 tués, 224 blessés et 91 kidnappés, « soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré » précise François-Xavier Priollaud. Pour endiguer ce fléau, Olivier Vandecasteele a créé l'ONG Protect Humanitarians pour mettre en lumière également les violences subies par les humanitaires locaux, des Maliens, des Afghanes, qui représentent en réali-

té 95 % des victimes. « Actuellement, par exemple, il y a plus d'une vingtaine de travailleurs humanitaires détenus au Yémen, dans un silence relativement assourdissant. Nous mettons en place des expertises légales et en santé mentale pour diffuser une réponse collective, et non plus que chaque ONG règle, de manière isolée, ses propres problématiques. »



Berta Zúñiga Cáceres

© Julien Heille

Cette menace coïncide avec le besoin croissant des populations les plus démunies. En 2024, ils sont près de 300 millions dans le monde à attendre une aide humanitaire d'urgence. Et pour mettre en lumière cette cruelle réalité, qui d'autre que les journalistes de terrain ? Parmi eux, Edouard Perrin, connu notamment pour son travail dans l'émission Cash Investigation diffusée sur France 2, s'est engagé, après les attentats de 2015 contre Charlie Hebdo, via l'association Forbidden Stories. L'idée est simple : une plateforme sécurisée qui protège les informations clés de journalistes menacés pour que leurs enquêtes continuent d'être menées au cas où ces derniers sont incarcérés, menacés, ou assassinés. Le premier projet défendu par Forbidden Stories est celui de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia qui, en 2017, enquête sur des affaires de corruption mêlant de grandes entreprises internationales et le Premier ministre de son pays, Joseph Muscat.

En octobre 2017, la journaliste est assassinée par une voiture piégée. Immédiatement, Forbidden Stories se saisit de son travail et poursuit l'enquête. « C'est ce qu'on appelle l'effet Streisand, explique Edouard Perrin. En voulant cacher une affaire, cela décuple sa notoriété. Si vous voulez réduire au silence un journaliste, 100 autres vont prendre le relais. » Pour y parvenir, l'association a mis en place le Safebox Network il y a 7 ans, un coffre-fort numérique sécurisé où les journalistes peuvent mettre à l'abri des documents sensibles pour les partager avec une communauté de 150 journalistes, en y ajoutant une feuille d'instructions précises au cas où quelque chose devait leur arriver. En témoigne le documentaire *Pegasus, un espion dans votre poche*, diffusé sur Arte et produit par Forbidden Stories, en



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube



« Nous avons vu un léger progrès au Honduras, mais l'impunité existe encore »

Berta Zúñiga

lice pour remporter un Emmy Awards au moment-même où se tient le Forum Normandie pour la Paix, et qui traite d'une surveillance illégale généralisée via un logiciel espion israélien visant des journalistes, avocats, défenseurs des droits humains et chefs d'État.

Des défenseurs des droits humains sont menacés et assassinés, tout comme les défenseurs de la cause environnementale. Berta Caceres est de ceux-là. Née au Honduras, elle a voué sa vie au militantisme écologique dans son pays et à la défense des droits des populations autochtones. Son dernier combat, une

opposition à la construction d'un barrage sur le fleuve Gualcarque, lui a coûté la vie en 2016, un an après avoir reçu le prix Goldman pour l'environnement. Sa fille, Berta Zúñiga, a depuis repris le flambeau. Invitée sur la scène de la salle plénière, elle a rendu un vibrant hommage au travail de sa mère tout comme celui de sa grand-mère, toutes les trois originaires du peuple Lenca dont les territoires sont menacés par des sociétés qui tentent d'obtenir, depuis le coup d'État du Honduras en 2009, des concessions de rivières pour y construire des barrages. En six ans, 109 Honduriens ont été tués pour leur prise de position contre ces barrages hydro-électriques. Mais Berta Zúñiga garde espoir : « Nous avons vu un léger progrès au Honduras, même si l'impunité existe encore, nous avons réussi à faire condamner 8 hommes en 1^{ère} instance pour leurs crimes » précise-t-elle, même si la Cour n'a pas encore prononcé leur condamnation et, qu'à terme, ces derniers pourraient rester libre.

« La théocratie iranienne commet les plus graves crimes au nom de Dieu »

Chirinne Ardakani

Cette justice à 2 vitesses qui fait défaut dans certains États, Chirinne Ardakani la connaît bien. Avocate de la militante iranienne Narges Mohammadi, emprisonnée pour avoir créé le mouvement Femme, Vie, Liberté, et récipiendaire du prix Nobel de la paix 2023 alors qu'elle est encore dans sa cellule, Chirinne Ar-



Chirinne Ardakani

© Julien Heile

dakani a fait le déplacement en son nom. « C'est toujours difficile pour une avocate d'avoir à s'exprimer au nom de sa cliente qui ne peut pas être parmi nous parce qu'elle est retenue captive, innocente, dans les geôles de la République islamique. Une réflexion m'est venue autour de cette table : « imaginez un système politique qui cumule tous les fléaux autour de cette table. » Ce système, c'est celui que combat Narges Mohammadi, c'est la théocratie iranienne, un système qui commet les plus graves crimes contre des humains et ce au nom de Dieu » a-t-elle déclaré. Évoquant ses débuts dans le militantisme au lycée, sa passion pour l'alpinisme qu'il lui sera interdit de pratiquer en mixité jusqu'à son engagement contre les lois patriarcales et religieuses, la peine de mort... depuis 26 ans, le parcours de Narges Mohammadi est une alternance entre liberté et détention dans les geôles iraniennes, comme elle le raconte dans son livre *Torture blanche* (Albin Michel) publié en mars 2024. « Il lui reste une peine à pur-



Ndume Olatushani

ger de 12 ans. Cette justice l'a condamnée à un certain nombre de charges : collusion contre l'État, propagande contre la République islamique, diffusion de fausses informations » précise l'avocate, qui rappelle que son sort est loin d'être unique. « Elle partage en effet le quartier des femmes de la prison d'Evin,

« L'art m'a sauvé la vie de manière littérale et au sens figuré »

Ndume Olatushani

une des plus hautement sécurisées du pays, une prison politique. Et à ses côtés, vous avez des intellectuelles censurées qui ont écrit des pamphlets féministes, vous avez des militantes écologistes qui se sont mobilisées contre des projets de barrages notamment, vous avez un certain nombre de syndicalistes qui se sont battues aussi aux côtés des travailleurs,

puisque'il n'y a pas de liberté d'association syndicale non plus en Iran. »

Si 112 pays ont à ce jour aboli la peine de mort, selon Amnesty International, 16 pays ont prononcé des condamnations en 2023 selon un dernier rapport. Et parmi les pays qui la pratiquent encore, les États-Unis ont exécuté 19 personnes en 2024. Ndume Olatushani, venu conclure cette table ronde, a passé 28 ans dans les prisons nord-américaines, dont 20 ans dans le couloir de la mort, dans une cellule où il ne pouvait même pas tendre les bras... Jugé dans la ville de Memphis, au Tennessee, composée à 50 % d'afro-américains, par un jury exclusivement blanc, Ndume Olatushani s'est vu proposer d'avoir recours au plaidoyer Alford, un moyen de renoncer à son acquittement officiel en échange de sa liberté. « L'art m'a sauvé la vie de manière littérale et au sens figuré. C'est à travers lui que j'ai réussi à m'évader » a-t-il déclaré. Ndume Olatushani, aujourd'hui libre, milite activement pour l'abolition de la peine de mort dans son pays, et porte un message d'espoir et de paix pour ceux qui, d'une manière ou d'une autre, défendent la liberté. Une liberté qui, au regard des témoignages de cette table ronde, n'a toujours pas de prix.

REPRENDRE LA MAÎTRISE DU MONDE

Conférence n°3 | Vendredi 27 septembre, 10h-12h, Salle plénière



Nicole Gnesotto, Guy Sorman, Donia Kaouach, Thierry De Monbrial, Jean-Luc Stalon, Frédérique Bedos, François-Xavier Priollaud

Des températures qui bondissent de 50 degrés en moins de 24 heures en Suède, la guerre en Ukraine qui s'enlise, le Moyen-Orient qui s'embrase, l'accaparement par 1% de la population mondiale des deux tiers de la richesse produite en 2023... et avec ça, un sentiment que les choses iront de plus en plus mal, que les conflits mondiaux ne font que s'aggraver et que les changements climatiques sont inarrêtables. Malgré tout, Nicole Gnesotto n'est pas du genre fataliste. « C'est aussi pour cette raison qu'on a voulu cette deuxième plénière du Forum

plus tournée vers l'action, plus volontariste, pour essayer de reprendre un peu la maîtrise de notre futur » a-t-elle introduit en préambule d'une première table ronde autour de la question du partage.

Cette inquiétude, très tournée vers l'Occident, pourrait ne pas être partagée par l'ensemble de l'humanité. Pour les pays émergents, la mondialisation serait même une aubaine. « Les Nations Unies comptent que dans les 20 premières années de la mondialisation, 800 millions de personnes sont sorties de la pauvre-

ANIMATION

François-Xavier Priollaud, Vice-Président de la Région Normandie

Frédérique Bedos, Présidente fondatrice de l'ONG d'information Le Projet Imagine

INTERVENANTS

Nicole Gnesotto, Vice-Présidente de l'Institut Jacques Delors

Thierry de Montbrial, Président fondateur de l'Institut Français des Relations Internationales

Donia Kaouach, Directrice générale Leaders pour la Paix

Guy Sorman, Président de la Maison française de l'Université de New-York

Jean-Luc Stalon, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en République Centrafricaine

Sundeep Waslekar, Président du Strategic Foresight Group
Mevlüt Cavusoglu, Chef de la

délégation de la Turquie auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, ancien ministre des Affaires étrangères de Turquie

Azza Karam, Présidente de Lead Integrity, ancienne secrétaire générale de Religions for peace

Asle Toje, Vice-Président Comité Nobel Norvégien

Suzuka Nakamura, Fondatrice de Know Nukes Tokyo

Xavier du Crest, Président d'Handicap International France

« Nous sommes obnubilés par notre vision occidentale du monde »

Nicole Gnesotto

té » rappelle Nicole Gnesotto, ajoutant que « nous avons trop tendance à être obnubilés par notre vision occidentale du monde en oubliant que nous rétrécissons de plus en plus, nous ne sommes même pas 10 % de la population mondiale et nous continuons malgré tout à diriger le monde. » Plus que la fin du monde, Nicole Gnesotto préfère « la fin d'un monde », une grande transition qui pourrait durer une vingtaine d'années et où tout un système né de l'après Seconde Guerre mondiale se fracture, petit à petit. Un système jusqu'ici fondé sur l'économie libérale de marché, la démocratie politique et la supériorité stratégique des États-Unis.

Dès lors, le retour du protectionnisme s'impose, notamment aux États-Unis, et soulève cette question : « Est-ce que c'est nous d'abord, ou tous ensemble ? ». Sur ce point, Nicole Gnesotto souligne que l'Europe semble hésiter entre œuvrer pour restaurer sa puissance ou en faveur d'une stratégie de l'adaptation. À l'image des propos tenus par le Président Emmanuel Macron lors de la dernière Assemblée Générale des Nations unies, appelant à bâtir un nouvel ordre international, moins « incomplet et injuste », et à se montrer imaginatif pour penser la paix de demain. Sur ce point, Thierry de Montbrial, président de l'Institut Français des Relations Internationales, fait référence au congrès de Vienne de 1815 où a émergé la notion de sécurité collective, rappelant que si la Guerre Froide n'a jamais dégénéré, c'est grâce à la maîtrise des armements, un système de négociation « très innovant » aujourd'hui détruit. Ainsi, quelles perspectives pour mettre fin au conflit russo-ukrainien ? « Il faut, dans une né-

gociation, comprendre quels sont les intérêts fondamentaux des autres. C'est ça, la question » a-t-il précisé, rappelant la complexité des événements et le partage des responsabilités selon les principes de la pensée de Kissinger.

Guy Sorman, écrivain et président de la Maison Française de l'Université de New York, est lui frappé par « l'ignorance de l'autre » qui règne dans le monde actuel. Car, au fond, sait-on vraiment ce que veulent les Russes ou les Chinois ? « Je crois que beaucoup de conflits naissent de malentendus et sont entretenus par le règne de l'émotion et de l'ignorance », soulignant ce paradoxe contemporain d'un manque d'information alors qu'il n'a jamais été aussi facile de s'informer. D'où un réel besoin urgent de s'éduquer à la paix. C'est d'ailleurs tout le sens du combat de Donia Kaouach, cofondatrice avec Jean-Pierre Raffarin de l'Organisation non gouvernementale (ONG) Leaders pour la Paix dont l'objectif est la diffusion d'une culture de la paix notamment dans les pays émergents, par le biais d'une école itinérante. Mais la tâche est impossible sans la présence d'un cadre normatif et institutionnel. Elle explique : « Derrière la décision de



© Julien Helle



guerre, il y a d'abord une décision politique, c'est donc également l'intelligence des décideurs, qu'il faut créer parfois là où ils n'existent pas, notamment dans les pays post-coloniaux où il y a eu des dictatures ».

Mais ces aides au développement qui proviennent majoritairement de l'Occident déclinent. Ce constat, fait par Jean-Luc Stalon, représentant résident du programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) en République Centrafricaine, doit pousser l'Afrique à créer son propre espace fiscal pour générer ses propres ressources et financer son développement. « Il faut savoir que, aujourd'hui, en Afrique, la fiscalité par rapport au PIB, elle est d'environ 15% en moyenne. Dans les pays avancés, on est à 45-50%. Donc, il y a encore de la marge. » Dans son livre *La croissance élitiste*, Jean-Luc Stalon s'est également penché sur les inégalités pour tenter, non pas de les décrire comme c'est souvent le cas, mais d'en comprendre les mécanismes. « J'ai donc mis en place le concept de croissance élitiste qu'il ne faut pas comprendre comme étant la croissance des élites, c'est plutôt comment les élites capturent les dividendes de la croissance économique. » Défendant l'idée que pour mesurer cette croissance élitiste il fallait aller plus loin qu'en se basant uniquement sur l'indice de développement humain, Jean-Luc Stalon a imaginé l'indice de la crois-

sance élitiste en incluant « l'écosystème de gouvernance » ainsi que la question de l'environnement.

« En Afrique, la fiscalité par rapport au PIB est d'environ 15%. Dans les pays avancés, on est à 45-50%. »

Jean-Luc Stalon

Trouver les moyens d'améliorer les conditions de vie des plus démunis, c'est aussi le credo d'Handicap International. Association créée en 1982, elle vient en aide aux personnes handicapées partout dans le monde. Xavier du Crest, son président, est intervenu en préambule d'une deuxième table ronde autour des défis à relever pour éviter le chaos. Et ils sont nombreux. À commencer par l'action de terrain, l'un des piliers fondateurs de l'association. Sur ce point-là, Xavier du Crest est intransigeant : « Si vous saviez le nombre de conférences et de colloques auxquels j'ai participé avec des concepts extraordinaires et de l'engagement de chacun. Et puis quoi ? Ces hommes, ces femmes et ces enfants que j'ai vus en Éthiopie, au Togo, au Burkina-Faso, au Mali, même en Colombie, au Venezuela, au Laos, au Cambodge, au Vietnam, qu'est-ce qu'on fait pour eux ? Il faut agir. » Et rien de plus concret que de le faire dès maintenant, en demandant aux 2000 participants dans la salle de signer via leurs smartphones en tapant #ceasefirenow dans leur barre de recherche afin de soutenir l'appel au cessez-le-feu dans les territoires palestiniens occupés et en Israël.

Si l'action est nécessaire, regarder le monde en face l'est tout autant. Asle Toje, universitaire spécialiste des questions de politique étrangère et vice-président du Comité Nobel norvégien, pense que c'est la clé pour reconnaître

et prendre conscience des défis posés à l'humanité : « Nous devons travailler pour le désarmement, pour la compréhension entre les peuples et la fraternité et nous devons continuer de nous réunir dans des congrès de la paix et comme ici. » Mais la question de la rationalité face aux réalités du monde se pose aussi dans le domaine de la religion, où le message de paix pourtant universel se mue en fondamentalisme. Azza Karam, ancienne secrétaire générale de Religions for Peace, rappelle que 84 % de la population mondiale adhère à une religion, alors que les leaders institutionnels s'attachent à une idée de la laïcité peut-être aujourd'hui devenue archaïque. « La laïcité qui ignore la religion en disant qu'elle est sans intérêt, c'est lourdement problématique » estime-t-elle. D'autant plus qu'au-delà des dogmes, 60 % des soins basiques à travers le monde sont fournis par des institutions religieuses. Mais Azza Karam est aussi lucide sur les divergences géopolitiques qui poussent certains religieux à refuser de s'unir pour le bien de l'humanité. « La pandémie de Covid-19 a été une illustration parfaite de l'échec des partenariats religieux à travers le monde. J'ai découvert à ma grande déception que les ONG religieuses étaient tout aussi territoriales que les ONG laïques qui faisaient du travail humanitaire. »

Or, ces questions de diplomatie doivent dépasser le fait religieux et culturel si l'on veut éviter le chaos. Mevlüt Cavusoglu, ancien ministre des Affaires étrangères de Turquie, a œuvré pour trouver un accord en juillet 2022 entre la Russie

et l'Ukraine sur les exportations de céréales ukrainiennes depuis la mer Noire. Et alors qu'un accord avait été trouvé, d'un enjeu capital, cela s'est malheureusement soldé par un échec, suite à la décision de la Russie de quitter la table des négociations après de



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

nombreuses tractations incluant l'Organisation des Nations Unies (ONU). Mais l'échec ne doit pas être un renoncement. Au Japon, le militantisme contre l'utilisation de bombes atomiques perd du terrain, non relayé par les plus jeunes générations qui n'ont pas connu la destruction de Nagasaki en 1945 par les États-Unis. À seulement 24 ans, Suzuka Nakamura, militante de l'abolition de l'arme nucléaire, garde espoir. En créant sa propre organisation, Know Nukes Tokyo, elle a réussi à mobiliser ses troupes pour contribuer à la signature d'un traité de non-prolifération des armes nucléaires en 2017, récompensé par le prix Nobel de la Paix en 2017. Un exemple de pugnacité pour les plus jeunes présents dans la salle. « Même si vous sentez que vous n'avez pas assez de connaissances ou d'expérience pour travailler sur la question de la paix, je voudrais néanmoins vous encourager, car il reste tant de choses à faire en faveur de la paix » a-t-elle déclaré.

Pour conclure, Sundeep Waslekar est revenu sur les cinq priorités du plan d'action international Normandie pour la Paix. La première, un processus chronométré pour mettre fin aux armes nucléaires. La deuxième, la signature d'une convention mondiale pour empêcher une mauvaise utilisation de l'intelligence artificielle. La troisième priorité est un accord international pour réduire les dépenses militaires. Ensuite, le quatrième point s'articule autour de la création d'un mécanisme « robuste pour la résolution et la prévention des conflits aux Nations Unies, pour créer une sécurité collective de toutes les nations, et pas simplement une poignée de nations. ». Et pour finir, un contrat social global sur le modèle du contrat social français de 1762 rédigé par Jean-Jacques Rousseau.

Une fois ces cinq points présentés, François-Xavier Priollaud a invité les participants à se lever pour signer via un QR code ce plan d'action, qu'il espère être « le début d'un processus ».

PLAN D'ACTION INTERNATIONAL « NORMANDIE POUR LA PAIX » POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PAIX MONDIALE, JUSTE ET DURABLE

Inspirés par le Manifeste Normandie pour la Paix initié par des lauréats du Prix Nobel de la Paix et des personnalités du monde académique et rendu public à Caen, en Normandie, le 4 juin 2019 ;

Convaincus de l'urgence d'une prise de conscience collective, à l'échelle de la planète, des menaces existentielles qui pèsent sur l'humanité tout entière ;

Rappelant la résolution 1722 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1961 appelant au désarmement général et complet, y compris le démantèlement des infrastructures militaires des Etats, sur la base d'une déclaration commune des gouvernements de l'URSS et des Etats-Unis ;

Considérant la nécessité de proposer au plus vite un agenda crédible de sécurité collective ;

Fidèles à l'héritage d'Aristide Briand, homme d'État français, Prix Nobel de la Paix dont les cendres reposent en Normandie pour l'éternité et qui fut à l'initiative aux côtés du secrétaire d'Etat américain Franck Kellog, d'un pacte international de renonciation à la guerre ;

Animés par la volonté inébranlable de bâtir une paix mondiale juste et durable ; Nous appelons les peuples du monde entier et leurs dirigeants à s'engager, comme nous, à agir en faveur d'une paix mondiale, juste et durable dans le cadre d'un plan d'action international « Normandie pour la Paix » autour des cinq priorités suivantes :

1 La mise en place d'un processus de désarmement nucléaire, assorti d'un calendrier précis, fondé sur l'engagement du non-recours en premier, d'accords initiés par les cinq États membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et approuvés par toutes les puissances nucléaires, autour de mesures de réduction des risques nucléaires.

2 L'adoption d'une convention internationale prohibant le recours aux systèmes d'intelligence artificielle et à toute autre technologie émergente dans le cadre de l'utilisation d'armes nucléaires, chimiques et biologiques.

3 La conclusion d'un accord international, incluant les grandes puissances militaires, sur la réduction progressive des dépenses d'armement et leur redéploiement pour financer les politiques publiques liées aux défis communs auxquels la civilisation humaine est confrontée.

4 La définition de nouveaux mécanismes appropriés de sécurité collective, prenant acte de l'inefficacité des dispositions du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies en matière de prévention et de résolution des conflits.

5 L'élaboration d'un contrat social mondial permettant d'apporter des réponses à la hauteur des crises existentielles qui pèsent sur l'humanité, et qui soit fondé sur le respect des droits de l'homme et du droit international.



*Signez
le texte
en ligne*



LES DÉBATS

DÉBAT #1

LE SPORT PEUT-IL SERVIR
LA PAIX ?

Page 36

DÉBAT #2

LE MOYEN-ORIENT DANS
LA TOURMENTE

Page 39

DÉBAT #3

QUEL MONDE APRÈS
LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES ?

Page 42

DÉBAT #4

QUEL CAP POUR LA SÉCURITÉ
DE L'EUROPE ?

Page 45

DÉBAT #5

AMÉRIQUE LATINE : LES ÉTATS
FACE AUX VIOLENCES

Page 48

DÉBAT #6

L'ÉMERGENCE D'UN SUD GLOBAL
CONDUIT-ELLE À REPENSER
LA PAIX ?

Page 51

DÉBAT #7

EUROPE DE L'EST : COMMENT
VIVRE EN PAIX AUX PORTES
DE LA GUERRE ?

Page 54



© Julien Hélie

DÉBAT #8

ASIE : LES ALLIANCES RÉGIONALES AU DÉFI DES TENSIONS INTERNATIONALES

Page 57

DÉBAT #9

L'OTAN, AVEC OU SANS L'AMÉRIQUE ?

Page 60

DÉBAT #10

COMMERCE MONDIAL : VECTEUR DE PAIX, OTAGE DES GUERRES RÉGIONALES ?

Page 63

DÉBAT #11

QUI MAÎTRISE VRAIMENT L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Page 66

DÉBAT #12

LE QATAR : LES GRANDES AMBITIONS D'UN PETIT ÉTAT

Page 69

DÉBAT #13

QUELS CHEMINS PREND L'AFRIQUE ?

Page 72

DÉBAT #14

OÙ EN EST LA MENACE TERRORISTE ?

Page 75

DÉBAT #15

COMMENT SAUVER LA DÉMOCRATIE ?

Page 78

LE SPORT PEUT-IL SERVIR LA PAIX ?

Jeu*di* 26 septembre, 16h30-18h, Salle plénière



Liliam Thuram, Sophie Lorant, Pascal Boniface, Samuel Ducroquet, Bernard Amsalem

© Faïssal Zaoui

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 l'ont prouvé : quand il est au service du sport, le patriotisme est une célébration pacifique. Des Nations qui défilent ensemble, des drapeaux qui flottent les uns à côté des autres et des sportifs qui se congratulent dans l'effort. Cette réalité du sport vecteur de paix est officiellement reconnue dans le programme de développement des Nations Unies comme un « partenaire important » depuis 2015. Plus récemment, le 22 septembre dernier, « le sport et la culture

ont été déclarés officiellement comme partenaires contributeurs au développement durable, ajoute Sophie Lorant, directrice des relations internationales du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, venue témoigner sur la scène de la salle plénière. Dans le mouvement olympique, on dit que le sport contribue à 11 des 17 objectifs de développement durable. Parmi ces objectifs, le 11^e a une importance particulière, précisant que le sport contribue à l'avènement de sociétés plus justes, pacifiques et plus ouvertes. Tout à l'image du slogan de Paris 2024, et dont la cérémonie donnait déjà le ton : ouverture sur la diversité en dehors des stades, y compris dans l'organisation des Jeux, avec le Village où ont cohabité l'ensemble des délégations malgré les conflits qui sévissent dans le monde. « Des Nations et des athlètes qui se détestent parce qu'ils ont hérité d'une histoire, au moment de déjeuner, ils partagent le même repas que les autres et le même environnement » précise encore Sophie Lorant. Pour autant, faut-il mélanger le sport et la politique ? Pour Bernard Amsalem, ancien président de la Fédération française d'athlétisme, pas de doute : « le sport, c'est de la politique au sens stratégique et sociétal

ANIMATION

Pascal Boniface, Fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques

INTERVENANTS

Sophie Lorant, Directrice des relations internationales du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

Bernard Amsalem, Ancien Président de la Fédération Française d'Athlétisme, Administrateur du Comité national olympique et sportif français

Samuel Ducroquet, Ambassadeur pour le sport au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Liliam Thuram, Président de la fondation Éducation contre le racisme, pour l'égalité, ancien footballeur international



Lilian Thuram, Sophie Lorant, Pascal Boniface

du terme. » D'où un besoin, estime-t-il, de politiques sportives plus ambitieuses qui irradient non pas seulement le haut niveau, mais aussi l'amateurisme, là où se joue l'éducation. « Dans notre pays, on ne fait pas assez de sport. Une demi-heure, ce n'est pas suffisant » ajoute-t-il, citant une recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'un minimum d'une heure par jour.

Samuel Ducroquet, ambassadeur pour le sport au ministère des Affaires étrangères, est moins idéaliste, estimant qu'en premier lieu, l'intérêt d'organiser un tel événement est le rayonnement à l'échelle internationale. « Mais il ne s'agit pas de rayonner juste pour impressionner, plutôt de faire passer des valeurs importantes aux yeux de la France », à savoir : préserver l'environnement, la solidarité, l'inclusion. En cela, le travail de fond ne s'arrête pas à l'événement en lui-même mais continue bien après au niveau diplomatique, pour que le sport soit perçu « comme un outil de coopération et de rapprochement » ajoute-t-il.

Qui d'autre que l'ancien international français Lilian Thuram, champion du monde en 1998 avec la France, pour témoigner des émotions que le sport suscite et de l'esprit de communion qu'il génère ? Des émotions partagées ensemble ne seraient-elles pas le premier pas vers le vivre ensemble ? « Tout le travail que j'essaie de faire, c'est de dire aux

sportifs de haut niveau de ne pas avoir peur de prendre la parole. Parce qu'un sportif qui prend la parole peut éduquer un nombre considérable de jeunes pour changer les imaginaires, aller vers plus de respect et dépasser les origines religieuses. » Des propos que Bernard Amsalem partage, rappelant que dans certaines compétitions, des Coréens du Nord ont sauté dans les bras de Coréens du Sud. Ce qui pourrait n'être qu'un détail amusant peut s'avérer avoir de réelles répercussions sur la perception d'une population envers une autre. « Ça, on ne le voit que dans le sport », conclut-il sur ce point.

« Le sport, c'est de la politique au sens stratégique et sociétal »

Bernard Amsalem

La prise en compte de l'intérêt politique du sport par les institutions est très récente. Pascal Boniface rappelle la légère condescendance des cercles dirigeants vis-à-vis du sport qui a régné pendant longtemps, où l'on opposait systématiquement le muscle au cerveau. « Au début des années 80, Jacques Delors, ministre des Finances, avait dit que le 1^{er} journal qu'il lisait le matin, c'était l'Équipe, et ça avait fait scandale ! »



s’amuse-t-il à rappeler. Samuel Ducroquet le reconnaît, au sein du ministère des Affaires étrangères, il y a eu « une sorte de coming-out sportif ». Le ministère, entièrement tourné vers l’action extérieure de l’État, a une vraie valeur ajoutée, estime-t-il, « c’est d’agréger des puissances et des dynamismes » avec une force de frappe sans limite à l’international.

« Pour gagner, vous avez besoin de l’autre »

Lilian Thuram

Cette ouverture à l’international, Lilian Thuram l’a pratiqué au sein des équipes de football dans lesquelles il a joué, en France, en Italie et en Espagne, partageant souvent le même maillot que des joueurs étrangers qu’il affrontait par la suite lors des compétitions internationales. « Lorsque vous vous entraînez avec l’autre, vous vous rendez compte que, effectivement, si vous aviez des préjugés, ils tombent parce que vous finissez par connaître l’autre. Et surtout, ce qui est très intéressant aussi, c’est que, pour gagner, vous allez comprendre très rapidement que vous avez besoin de l’autre et qu’il



Retrouvez
l’intégralité
de ce débat
sur YouTube

vous rend meilleur. » Ce dernier évoque à ce titre une anecdote amusante : après avoir gagné la Coupe du Monde 1998 en France, Lilian Thuram et ses coéquipiers perdent en finale contre l’Italie en 2006. Dans les vestiaires, il croise Fabio Cannavaro, son coéquipier en club à Parme qui lui dit : « Tu l’as gagnée en 1998, tu peux être content pour moi, est-ce que je suis ton copain ou pas ? ». « Ça a tout changé, raconte Lilian Thuram. Si nous parlons de paix, c’est qu’on doit se voir comme des frères et sœurs ».

Samuel Ducroquet évoque alors un souvenir douloureux des Jeux Olympiques de Paris 2024, l’assassinat de la coureuse de fond ougandaise Rebecca Cheptegei par son compagnon au Kenya, un mois après la fin des épreuves. Une tragédie mise en lumière par la communauté sportive qui a révélé le travail d’associations de lutte contre les violences domestiques, dont Tirop’s Angels. Cet engagement des sportifs envers des causes justes, c’est tout le combat de Lilian Thuram. Lorsqu’il était encore joueur, peu d’entre eux se risquaient à prendre la parole. Les fédérations ne les incitaient pas à le faire, pour des raisons d’image et de sponsors. Mais les choses sont en train de changer : « Il y a beaucoup plus de sportifs qui prennent la parole aujourd’hui et c’est très bien. Je pense que les fédérations doivent éduquer les athlètes à le faire, mais très jeunes, parce qu’historiquement, on interdit aux athlètes de prendre la parole en leur disant qu’il ne faut pas mélanger le sport et la politique. Alors que le sport est politique. Bien évidemment, il va y avoir des personnes qui vont essayer de délégitimer votre parole. Peut-être qu’il y a des sponsors qui ne voudront pas travailler avec vous parce que vous prenez des positions. L’histoire a démontré que, lorsque des athlètes, hommes et femmes, prennent la parole, le monde devient plus juste. Prenez la parole parce qu’il faut changer la société. Il faut la rendre meilleure » a-t-il conclu devant un parterre de lycéens à l’écoute, les rappelant aussi à leur devoir de citoyens.

LE MOYEN-ORIENT DANS LA TOURMENTE

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, salle Or



Frédéric Charillon, Fatiha Dazi-Héni et Joseph Maïla

L'édition 2023 de Normandie pour la Paix s'est tenue, comme chaque année, fin septembre. À ce moment-là, de nombreux commentateurs remarquaient que cette région du monde n'avait pas connu autant de calme depuis une trentaine d'années, avec l'idée que les accords d'Abraham (deux traités de paix entre Israël et les Émirats Arabes Unis signés en septembre 2020) se prolongeraient en-

core longtemps. C'était à quelques jours de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël du 7 octobre 2023, début d'une escalade sans précédent des conflits faisant des dizaines de milliers de morts, principalement des civils.

Un an plus tard, c'est un moment d'incertitude, comme le rappelle Frédéric Charillon, alors qu'une question est sur toutes les lèvres : le Moyen-Orient serait-il au bord d'une guerre générale ? « Non, répond franchement Éric Danon. Qu'elle s'étende au Liban, à l'est de la Syrie et continue à Gaza, oui, mais qu'elle monte jusqu'en Iran et au-delà de l'Égypte, non. » Pour ce diplomate, ancien ambassadeur de France en Israël, la raison est simple : tous les acteurs de la région, autant l'Iran que le Hezbollah, Israël et les pays arabes de la Méditerranée, ont intérêt à ce qu'il n'y ait pas d'embrasement. Mais, un refus d'une guerre généralisée ne signifie pas que ces derniers veuillent faire en sorte que le conflit cesse, bien au contraire. Les leaders politiques de ces pays seraient même plutôt favorables à ce qu'il continue à bas bruit. D'abord, parce que la cause palestinienne est indispensable

ANIMATION

Frédéric Charillon, Professeur des universités et Co-directeur du programme Géopolitique Défense et Leadership à l'Essec Business School

INTERVENANTS

Éric Danon, Diplomate, ancien Ambassadeur de France en Israël

Fatiha Dazi-Héni, Chercheuse à l'IRSEM

Marie Durrieu, Doctorante associée à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire, enseignante en relations internationales à Sciences Po Paris

Joseph Maïla, Professeur de géopolitique et de médiation internationale, ESSEC Business School



Joseph Maïla

pour leur politique intérieure afin d'éviter la remise en cause de leur autorité par leurs peuples. « Hassan II disait que la cause palestinienne était l'aphrodisiaque des nations arabes », rappelle Éric Danon. Car outre leurs autorités, le rejet d'Israël serait la seule raison de l'entente des pays de la Ligue arabe. « C'est terrible et cynique, car cela prolonge la guerre indéfiniment. » Maintenir un état

« Le Liban a perdu toute souveraineté sur le Hezbollah »

Joseph Maïla

de conflit permanent, même à bas bruit, est aussi un moyen d'empêcher Israël de devenir une super puissance, accablé par l'image détestable que le pays renvoie au monde et surtout aux investisseurs. En temps de paix, Israël aurait un boulevard sur le plan économique, ce que n'acceptent pas les pays arabes.

Et du côté de la péninsule arabique, la situation est encore plus complexe, avec des diplomaties qui montent en puissance comme l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, et le Qatar qui veut s'imposer comme un moteur dans les négociations. « Les accords d'Abraham signés les 15 et 20 septembre 2020 ont largement montré que la question palestinienne avait été décrochée car ces accords ne traitent pas d'un futur État palestinien », explique Fatima Dazi-Héni, docteur en sciences politiques de l'IEP de Paris. L'Arabie Saoudite, engagée dans des négociations trilatérales avec les États-Unis et Israël, veut faire miroiter une normalisation avec ces derniers. Sur ce point, son prince héritier Mohammed ben Salmane serait en désaccord avec son peuple, très favorable à la cause palestinienne. De plus, c'est dans ce pays que se trouvent les deux lieux saints de l'Islam (La Mecque et Médine). « Même s'il souhaite faire de son pays une puissance high tech, il ne peut pas faire tout ce qu'il veut » ajoute Fatima Dazi-Héni. En août dernier, devant des congressistes américains, le prince aurait même confié « je risque ma vie en normalisant avec Israël. »

Une péninsule arabique où perdure un équilibre fragile entre volonté de normalisation des autorités avec Israël et une population propalestinienne maintenue sous silence ; mais côté libanais, la montée en puissance du Hezbollah, groupe paramilitaire chiite, pourrait faire tout basculer. C'est en tout cas l'avis de Joseph Maïla, professeur de géopolitique à l'ESSEC Business School, plus pessimiste sur la question. « Le Liban a perdu toute souveraineté sur le Hezbollah, à tel point qu'il est presque l'État dans lequel se trouve le Liban » explique-t-il. Car la mainmise est totale : aéroports, ports, trafic de drogue, et une armée de 20 000 à 40 000 hommes formée en Syrie qui pourrait embraser la région et enclencher des réactions imprévisibles si un de leurs missiles atteignait un point névralgique israélien. Même si Israël a

« Il faut donner à cette jeunesse palestinienne des bouts d'espoir pour stopper cet engrenage »

Marie Durrieu

frappé fort dernièrement, en faisant exploser 5000 bipeurs dans les mains d'agents du Hezbollah, décimant seize de leurs militaires les plus importants en quelques secondes.

Pour Joseph Maïla, c'est peut-être en Cisjordanie que se joue l'avenir d'un État palestinien, un territoire que Marie Durrieu connaît bien. Enseignante à Sciences Po Paris, son dernier déplacement sur le terrain remonte à septembre 2023, quelques jours avant l'attaque du 7 octobre perpétrée par le Hamas et alors qu'elle avait déjà ressenti une violence latente et une situation qui s'était dégradée depuis ses dernières constatations. L'absence d'espoir politique des palestiniens installés en Cisjordanie, la corruption et la disparition des négociations avec un gouvernement israélien ultra-orthodoxe et nationaliste ont fait naître parmi ces populations « l'idée qu'il n'y avait plus rien à perdre, raconte-t-elle. Tout le monde parlait uniquement de la fin de l'occupation israélienne et de la résistance par tous les moyens, sept jours avant l'attaque. Il faut donner à cette jeunesse palestinienne en Cisjordanie des bouts d'espoir pour stopper cet engrenage. » Côté israélien, Marie Durrieu note, d'après son expérience personnelle de terrain, une invisibilisation du problème palestinien au profit de la menace iranienne et des relations avec les pays du Golfe. « Je pense que c'est le fruit d'une stratégie mise en place par le gouvernement Netanyahu », a-t-elle expliqué, détaillant par la suite la manière dont le conflit se joue mètre carré par mètre carré avec la multiplication de colonies israéliennes comme à Hebron, en Cisjordanie. Autre

constatation marquante : l'étendue de la barrière de séparation qui devait initialement suivre la ligne verte dessinée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), finalement construite plus à l'est sur plus de 700 kilomètres au lieu des 315 kilomètres prévus. « L'essence du conflit est territorial, conclut-elle. Un territoire très réduit où tout est imbriqué et démontre qu'ils sont voués à vivre ensemble tant les séparations religieuses ou administratives sont artificielles. La ville de Jérusalem en est l'exemple parfait où l'on passe d'une rue à l'autre de lieux saints musulmans aux lieux saints juifs. Une fois en paix, ils ne pourront pas repartir de leurs côtés mais apprendre à vivre ensemble. »



Alors que l'on pensait que la situation palestinienne s'éloignait des agendas politiques internationaux avant l'attaque du 7 octobre 2023, elle a finalement explosé. Et même si des pays qui entourent Israël ne souhaitent pas un embrasement, l'histoire a souvent prouvé qu'il pouvait se produire contre la volonté de tous. « Le Moyen-Orient ne sera jamais calme tant que la question palestinienne ne sera pas réglée, a conclu Éric Dannon. Pour que la paix soit possible, encore faut-il des leaders capables d'en créer les conditions. Ne sont pas De Gaulle et Eisenhower qui veut ».



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

QUEL MONDE APRÈS LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES ?

Jeudi 26 septembre, 16h30 -18h, Salle Nacre



Gilles Paris, Xavier Chemisseur, Isabelle Lebon et Martin Quencez

En 2024, pas moins d'un quart de l'humanité s'est rendu aux urnes, de quoi bouleverser l'ordre du monde, dans le pire comme dans le meilleur. En première ligne, le scrutin américain du 5 novembre pour désigner celui ou celle qui siègera à la Maison Blanche pour quatre ans, mais aussi pour élire les membres de la Chambre des représentants, renouvelée en totalité, un tiers du Sénat ainsi qu'un certain nombre de gouverneurs. Des élections décisives donc, qui vont définir la ligne politique de la première puissance mondiale sur des conflits majeurs comme la guerre en Ukraine ou à Gaza, ou sur des enjeux ayant des répercussions sur l'ensemble du globe tel que le numérique et les échanges commerciaux.

L'indice Normandie, qui mesure le niveau de menace à la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde, classe les États-Unis 90^e sur 138 au rang des pays les plus à risque de conflits. « Un chiffre assez élevé » comme le soulève Gilles Paris. Deux explications à cela : d'abord, l'implication des États-Unis dans de nombreuses régions du monde, la profonde division du pays entre le camp républicain porté par un revenant, Donald Trump et le camp dé-

mocrate rangé derrière une candidate de dernière minute, Kamala Harris. Face à ce niveau de menace, cette dernière s'inscrit-elle dans la continuité de son prédécesseur Joe Biden ou dans la rupture ? « Dans la continuité », répond Xavier Chemisseur, rédacteur en chef de France 24, même s'il remarque que « l'idée de la solution à deux états en Israël peut être considérée comme un changement réel, car jusqu'ici la diplomatie américaine refusait de l'évoquer. » Selon lui, Kamala Harris exprimerait désormais des idées partagées par le camp démocrate mais qui n'étaient pas mises sur le devant de la scène jusqu'à maintenant.

Martin Quencez, directeur du German Marshall Fund of the United States, est aussi de cet avis. Toutefois, la politique de statu quo des États-Unis menée par Joe Biden a ses limites. Il faudra désormais, selon lui, faire bouger davantage les choses. « Les démocrates n'ont pas de vision sur une victoire de l'Ukraine ni pour résoudre le conflit israélo-palestinien » explique-t-il, là où le camp républicain, sur la question des échanges commerciaux avec la Chine, est plus affirmé : « On voit une

position républicaine qui dit « nous avons une compétition avec la Chine, nous allons la gagner », et les démocrates disent « on va la gérer ». Vaincre ou contenir serait ainsi, selon lui, les deux axes majeurs qui opposent démocrates et républicains. Mais au-delà des effets d'annonce, comment Donald Trump souhaite-t-il affaiblir

« Si la France imposait des droits de douane sur un produit étranger, cela ne changerait rien aux prix du marché mondial »

Isabelle Lebon

les exportations chinoises, sachant que les États-Unis enregistrent un déficit de 400 milliards de dollars avec la Chine. « C'est colossal, ajoute Isabelle Lebon, universitaire et économiste. Il souhaite imposer des droits de douane massifs, y compris sur ses alliés. » Selon elle, Donald Trump pourrait par exemple décider de taxer les produits importés des pays alliés à hauteur de 10% de leur valeur, contre 60 % pour les produits provenant de Chine, en espérant ainsi la soumettre économiquement. « Pour lui, si c'est rentable d'avoir une situation plus conflictuelle avec ce pays, il l'aura. »



Isabelle Lebon

© Julien Hélie

ANIMATION

Gilles Paris, Journaliste au Monde, écrivain

INTERVENANTS

Xavier Chemisseur, Rédacteur en chef de France 24

Isabelle Lebon, Professeur en sciences économiques à l'Université de Caen

Martin Quencez, Directeur Général Risques géopolitiques et Stratégie, German Marshall Fund des États-Unis (GMF)

Isabelle Lebon estime par ailleurs que les États-Unis sont le seul pays, avec la Chine, à pouvoir se permettre d'infliger des droits de douane partout, payés par les consommateurs américains. Ailleurs, « cela ne peut pas marcher. Si la France imposait des droits de douane sur un produit étranger, cela ne changerait rien aux prix du marché mondial. Il faut un pays de la taille des États-Unis pour que cela puisse créer une distorsion des prix. Concernant la Chine, qui va avoir des stocks massifs à écouler, elle sera obligée de se retourner vers d'autres marchés dont l'Europe qui finira aussi par se protéger elle-même face à l'afflux d'un surplus de marchandise. Et là, on sera obligé de remettre en cause trente ans de règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). »

Sur ces enjeux géopolitiques avec la Chine, l'Europe était déjà en désaccord avec Joe Biden qui a, de plus, « envoyé aux européens des signaux qu'ils voulaient entendre notamment sur la sécurité assurée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), jusqu'à les endormir et les agacer ». Mais l'Europe est loin de se réjouir d'une possible élection de Trump, qui, sur ce point, n'avait pas hésité à remettre l'existence de l'OTAN en question lors de son premier mandat, avec pour effet collatéral la résurrection de l'idée d'une défense européenne.

Xavier Chemisseur explique qu'il y a une « stratégie invisible de ventes d'armement des américains, qui vendent des chars et des armes aux pays européens quand ceux-là envoient les leurs à l'Ukraine. La diplomatie, française notamment, a vu

« Les États-Unis ne peuvent plus forcer des acteurs à agir selon des intérêts globaux contre leur gré »

Martin Quencez

cela d'un très mauvais œil de se poser en concurrence d'une armée et d'un armement européen ». Le seul gouvernement très favorable à Donald Trump en Europe serait celui de Viktor Orbán en Hongrie, très aligné avec ce dernier. L'Europe serait-elle prête à réagir fermement face à cela, comme elle l'a fait en votant massivement pour l'armement de l'Ukraine malgré l'opposition de Viktor Orbán ? « Il y a un espoir que la peur de Donald Trump fasse s'unir l'Europe, mais lui aura tendance à préférer des 'deals' unilatéraux avec chaque pays individuellement plutôt qu'avec l'Europe. Diviser pour mieux régner. Il obtient beaucoup plus comme ça. Ça sera très difficile de nous mettre d'accord entre nous » explique Martin Quencez, qui imagine un scénario probable où Donald Trump, une fois à la Maison Blanche, passerait un accord avec la Russie et reconnaîtrait la souveraineté du pays sur les territoires conquis en Ukraine. Un accord qui serait inacceptable pour l'Ukraine et tous les européens opposés à cette annexion. « Si Donald Trump les menace par la suite que s'ils ne signent pas, il ne se rendra pas au prochain sommet de l'OTAN et fera une déclaration en disant que les soldats américains n'ont pas à mourir pour sauver la Suède ou le Danemark, les européens vont vite comprendre qu'il va falloir choisir entre les garanties



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

de la sécurité américaine et la souveraineté de l'Ukraine. »

Si d'un côté, le camp démocrate a affiché ses faiblesses dans le statu quo sur la gestion des conflits actuels, le camp républicain, phagocyté par l'imprévisibilité de Donald Trump, devrait agir selon les priorités et l'instinct de son candidat. Alors, que peut-il émerger de tout cela, en cas de victoire de l'un ou de l'autre camp ? Pour Martin Quencez, le désordre précède toujours le nouvel ordre. « Il y a une ère qui prend fin, celle où les États-Unis pouvaient forcer des acteurs à agir selon des intérêts globaux contre leur gré. Cette période de transition, fragile, va prendre de nombreuses années » conclut-il, au détriment des Européens. Deux options possibles : la première, celle d'un nouvel axe opposant



Martin Quencez

© Julien Hélie

les États-Unis et la Chine, avec des alliés qui gravitent dans chaque camp. Ou alors, aucun pôle de puissance ne se dégagera, « avec beaucoup de pays qui jouent leurs partitions et sont devenus puissants, comme l'Inde, le Brésil ou l'Indonésie, et qui pourront agir comme ils le souhaitent. » Finalement, et si c'était eux, ces nouvelles puissances étatiques, les grands gagnants de cette transition ?

QUEL CAP POUR LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE ?

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, Salle Azur



Katrin Aus Dem Siepen, Bruno Tertrais, Nicole Gnesotto et Sylvie Matelly

L'idée d'une défense européenne n'est pas nouvelle. Elle remonte au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et n'a jamais quitté les débats, sans néanmoins qu'un accord ne soit trouvé. L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a bouleversé la donne. Depuis, une question est sur toutes les lèvres : peut-on réellement, alors que cela s'avère plus nécessaire que jamais, construire une défense européenne ?

À ce titre, l'annonce de la nouvelle Commission européenne mi-septembre avec, pour la première fois, un commissaire à la défense et à l'espace, le lituanien Andrius Kubilius, est inédite, preuve qu'il y a une réelle volonté de faire progresser cette idée. Comme le

ANIMATION

Sylvie Matelly, Directrice de l'Institut Jacques Delors

INTERVENANTS

Katrin Aus Dem Siepen, Directrice du service politique de l'Ambassade d'Allemagne en France

Nicole Gnesotto, Vice-Présidente de l'Institut Jacques Delors

Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique

« L'OTAN s'est révélée être la seule institution capable de défendre l'Europe »

Bruno Tertrais

rappelle Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique, jusqu'à présent, la défense de l'Europe a toujours été le rôle de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), même si le Traité de Lisbonne lui donne la possibilité de se défendre elle-même, alors que la sécurité collective est le domaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Mais quelles leçons doit-on tirer de la réaction de l'Europe après deux ans et demi de conflits en Ukraine ? « D'abord l'OTAN s'est révélée être la seule institution capable de défendre l'Europe aujourd'hui, je dis bien aujourd'hui, explique-t-il. Ensuite, il faut se féliciter de la réaction de l'Union européenne (UE) très rapide après le 24 février 2022, sur les sanctions et la capacité à aider l'Ukraine. » L'augmentation des budgets de défense, très inégale selon les pays, s'explique selon lui par un



« La Russie a sapé et violé les traités de désarmement »

Bruno Tertrais

ressenti du choc de cette invasion très différent, que l'on soit polonais, estonien ou français. « La géographie et l'Histoire, ça compte ». Car, faut-il que la France se prépare à une guerre de haute intensité, alors que la question des stocks, des munitions et des missiles est redevenue un sujet ? « Je ne crois pas, poursuit-il, tout en saluant la fin de la naïveté sur les intentions de Poutine. De plus, il salue la capacité de l'Europe à trouver « des chemins de traverse pour éviter qu'un seul pays, la Hongrie, ne fasse obstacle à l'aide à l'Ukraine. »

Mais cette guerre a-t-elle entraîné de réelles avancées en matière de dé-

fense européenne ? Oui, répond Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors. « Il y a 10 ans, lorsque je travaillais à l'UE sur les questions de sécurité, c'était un sujet exclusivement français, les autres étaient contre, sauf l'Allemagne qui était plutôt ambiguë. Aujourd'hui, c'est un consensus relativement sérieux entre les Européens pour construire les éléments d'une défense commune. » Deux facteurs à cela : la menace russe et l'incertitude américaine sur l'avenir de l'OTAN. Cette double inquiétude a engendré des augmentations de budgets de défense jusqu'à 100 milliards rien que pour l'Allemagne, soit deux fois plus que pour la France. Autre évolution constatée, l'abandon de la neutralité de pays comme la Finlande et la Suède, entrés dans l'OTAN en seulement quelques mois après des décennies, voire des siècles pour la Suède, de neutralité sur la politique extérieure.

Mais tout cela est-il durable ? Nicole Gnesotto relève des difficultés majeures, notamment à propos d'un lien entre le renforcement de l'industrie européenne de défense et la création d'une politique commune de défense. Existe-t-il réellement, ce lien ? « Les Européens font semblant de penser que oui, mais je pense que c'est faux car il y a un plafond de verre entre une volonté industrielle commune et un désir politique de mourir ensemble. Ce ne sont pas les industriels qui vont décider de ça, mais les politiques. » Il est vrai que le consensus actuel en matière de défense vient d'une menace extérieure et non d'un désir de construire et de se renforcer profond. Car, si les deux menaces évoquées précédemment, à savoir la conquête de territoire par la Russie et le désengagement des États-Unis dans l'OTAN, devaient disparaître, est-ce que ce consensus perdurerait ? « Je n'ai pas la réponse », poursuit-elle.

D'autant que, ces augmentations de budget de défense ne sont-elles pas tournées vers la dépense nationale plutôt

« La géographie et l'Histoire, ça compte »

Katrin Aus Dem Siepen

qu'européenne ? Pour Bruno Tertrais, il y a un malaise français vis-à-vis de l'Allemagne qui jouerait pour elle-même, reconnaissant que c'était là probablement une perception de l'esprit. « Que l'Allemagne défende ses intérêts nationaux, c'est normal, mais il y a le sentiment d'un surcroît de nationalisme allemand, et je m'empresse de préciser que les Français font pareil » tempère-t-il. Katrin Aus Dem Siepen, directrice du service politique de l'Ambassade d'Allemagne en France, rappelle que l'Ukraine est plus proche des frontières allemandes que de celles de la France, et qu'1,2 millions de réfugiés ukrainiens ont été accueillis dans son pays, avec plus de 35 milliards de dépense en aide humanitaire, justifiant ainsi une inquiétude majeure face aux intentions de Vladimir Poutine, « qui ne se limitent pas à l'Ukraine, estime-t-elle, puisqu'il veut changer le statu quo et faire une Russie puissante qui contrôle une région sous influence. La Russie a sapé et violé les traités de désarmement, et mis en œuvre une économie de guerre avec une concentration extrême des pouvoirs. Pour l'Allemagne, il est clair que la Russie est la plus grande menace pour l'Europe. »

De plus, peut-on parler de nationalisation de l'armement en Allemagne alors que le pays achète beaucoup aux États-Unis, ce qui lui est d'ailleurs reproché par la France ? Sur ce point, l'Allemagne jouerait la carte



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

du pragmatisme, favorisant un mélange entre armement européen et américain. Mais rien ne dit que cela permette, à terme, d'imaginer une Europe plus active au sein de l'OTAN. Quand on parle d'ailleurs de « pilier européen de l'OTAN », Bruno Tertrais n'y croit pas. « C'est une lubie française. Des pays européens plus forts et des États-Unis qui pèsent moins, ça oui, mais l'idée d'un véritable pilier qui agirait comme une sous-organisation autonome dans l'OTAN, ça, c'est incompatible avec la manière dont cette organisation fonctionne. » À contrario, Nicole Gnesotto trouve cette idée d'un « pilier européen » séduisante, justement parce qu'elle n'est pas clairement définie. « Personne ne sait ce que veut dire ce concept, s'amuse-t-elle. Je pense que la seule formule valable serait qu'en cas de conflit où les États-Unis voudraient agir, alors c'est l'OTAN qui serait saisie. Si ce n'est que les Européens seuls, alors ce serait ce pilier dont on parle, au sein même de l'OTAN, et sans les États-Unis. Le problème, serait alors le cas où ces deux partenaires n'auraient pas la même analyse de la situation. C'est là-dessus qu'il faudrait se pencher » conclut-elle.

Une chose est sûre, les deux piliers historiques de la défense européenne, la France et l'Allemagne, qui ont porté tous les projets en matière de défense depuis la création de l'UE, sont aujourd'hui les plus affaiblis politiquement. D'une part l'Allemagne, au sortir de la guerre, avait fondé son identité sur le pacifisme et le commerce sans entrave avec la Russie et la Chine, ce qui ne peut plus fonctionner actuellement. Et d'autre part, la France, qui avait fondé son leadership sur l'idée d'une Europe politique capable de traiter d'égal à égal avec les États-Unis, n'en est plus capable après ses échecs en Afrique, au Liban, et une certaine « versatilité sur la Russie » ajoute Nicole Gnesotto. Alors qui pour prendre la relève ? La Pologne ? Comme elle le souligne, « un pays autant nationaliste peut-il construire une Europe de la défense ? ».

AMÉRIQUE LATINE : LES ÉTATS FACE AUX VIOLENCES

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, Auditorium



David Gamboa, Pascal Drouhaud, Elisabeth Beton-Delègue et Mario Otero

Continent de paradoxe et de contraste, l'Amérique latine est marquée par une extraordinaire diversité, forte de ses 23 millions de km² et ses 33 pays peuplés par 600 millions d'habitants. Mais les points de fracture sont nombreux et ont pour conséquence une violence extrême qui ne cesse de gangréner son essor.

Dans la lutte contre cette violence à multiples visages (démographique, sociale, politique et économique), tous les yeux sont tournés désormais vers le Salvador, pays dévasté par une guerre civile de 12 ans entre 1980 et 1992, mais qui, sous l'impulsion de son nouveau

président Nayib Bukele, élu en 2019, semble se dessiner un avenir plus prospère. Son vice-président, Félix Ulloa, s'est d'ailleurs vanté, via un message vidéo, du bilan positif de son gouvernement, faisant aujourd'hui du Salvador « le pays le plus sûr d'Amérique latine » alors que le taux d'homicides en 2015 y était le plus élevé du monde. Mais alors, comment ces résultats ont-ils été obtenus contre les Maras, ces gangs locaux dont les membres sont souvent originaires de communautés salvadoriennes en Californie ? Mario Otero, représentant spécial du vice-président de la République du Salvador, explique : « Il y a eu un narratif négatif au début de notre mandat en 2019, car il était sans doute difficile de comprendre qu'un petit pays comme le nôtre avait pris les rênes d'une nouvelle politique en matière d'insécurité et qui s'est révélée avec succès ». Il rappelle ainsi que son pays avait perdu 30 ans de gouvernance après la guerre civile. « Avec Bukele, la période post-guerre s'est achevée, mais nous avons un obstacle les deux premières années : un parlement hostile. Nous avons finalement réussi à engager une série de réformes législa-

ANIMATION

Pascal Drouhaud, Président fondateur de l'Association LATFRAN (Amérique latine-France)

INTERVENANTS

Elisabeth Beton-Delègue, Diplomate, ancienne Ambassadrice de France au Saint Siège, en Haïti, au Mexique et au Chili

David Gamboa, Politologue et consultant politique

Mario Otero, Représentant spécial du vice-président de la République du Salvador

tives. » Selon lui, deux conditions permettent la construction d'un État social : un leadership et une convergence de forces pour mener à bien la politique définie. Ayant réglé le problème de l'insécurité, le Salvador veut désormais se tourner vers l'économie. L'expansion de la ville El Tunco, aussi appelée Surf City, illustre à elle seule cette nouvelle attractivité touristique souhaitée par le gouvernement.

« L'Amérique latine compte les trois principaux producteurs de coca, avec un voisin consommateur frénétique, les États-Unis »

Élisabeth Beton-Delègue

Le cas du Salvador, malheureusement, est trop isolé pour imaginer une amélioration de la sécurité à l'échelle du continent, considéré comme le plus violent de la planète. Constituée de 9 % de la population mondiale, l'Amérique latine comptabilise 37 % du total des homicides commis à travers le monde. Les gangs ne sont pas les seuls facteurs de violence dans ce continent presque intégralement acquis à la démocratie, hormis le Nicaragua, Cuba et le Venezuela. Elisabeth Beton-Delègue, diplomate et ex-ambassadrice en poste au Chili et au Mexique, rappelle que le problème est aussi territorial. Car si la population d'Amérique latine est presque équivalente à celle de l'Europe (600 millions contre 500 millions), en termes de superficie, l'Union européenne ne compte que 4,2 millions de km², quand l'Amérique latine s'étend sur 19,2 millions de km². Une différence colossale à la conséquence suivante, selon elle : « La gestion de cet espace renvoie à tous les problèmes de contrôle du territoire ».



Elisabeth Beton-Delègue

Paradoxalement, l'Amérique latine fait rarement parler d'elle à l'échelle internationale. Elle n'est pas sous les feux d'une actualité incandescente, ni une menace pour la paix. La région est dénucléarisée depuis la ratification du traité de Tlatelolco en 1967. Elle est présente avant tout dans l'actualité parce qu'elle est la plaque tournante du trafic de drogue international. « C'est la malédiction de l'Amérique latine, qui compte les trois principaux producteurs de coca, avec un voisin consommateur frénétique, les États-Unis », explique Elisabeth Beton-Delègue, citant les mots de l'ancien président du Mexique, Porfirio Diaz : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si proche des États-Unis ». L'essor considérable de la consommation de drogue n'arrange pas les choses, avec 300 millions de consommateurs en 2023. Ses ports ouverts sur le Pacifique et l'Atlantique et l'étendue de ses territoires, où l'on voit des régions entièrement vides et abandonnées, favorisent cette économie souterraine. Mais alors que sévissaient autrefois de grands cartels avec à leur tête des noms célèbres comme Pablo Escobar ou El Chapo, de petits groupuscules ont aujourd'hui pris leur place et élargi leurs activités à l'extorsion de fonds, le trafic d'armes, les enlèvements et l'exploitation de routes d'immigration.



« L'économie de la drogue s'épanouit dans la mondialisation avec des revenus si importants qu'elle permet des moyens de corruption à grande échelle », ajoute Elisabeth Beton-Delègue.

« En Amérique latine, il y a des groupes criminels plus important que l'État »

David Gamboa

Cette corruption à grande échelle, l'Équateur en a fait les frais tout récemment. Los Lobos, gang spécialisé dans le trafic de drogue et l'assassinat, a été reconnu coupable du meurtre du candidat à l'élection présidentielle Fernando Villavicencio en août 2023, figure de la lutte contre la corruption. Selon David Gamboa, chercheur à Sciences Po Paris, ces paradoxes d'un continent sans conflits entre États, relèvent d'un « réalisme magique », selon la formule empruntée à l'écrivain Gabriel Garcia Marquez. « En Amérique latine, il y a des groupes criminels qui possèdent un poids plus important que l'État. Il est donc impossible de calquer des solutions qui fonctionnent ici en Europe. »

Mais cette réalité masque aussi tous les aspects positifs de ce continent et de son immense créativité artistique. À ce titre, Haïti, surnommé « pays des écrivains », fait figure d'exception tant la littérature et la poésie y occupent une place importante. Elisabeth Beton-Delègue y a été ambassadrice de France entre 2015 et 2018. Elle connaît bien ce pays, frappé à répétition par des catastrophes naturelles dévastatrices. Le séisme de 2010 a causé la mort de plus de 280 000 personnes. La résistance extraordinaire de sa population, « qui vit dans le dénuement total, totalement abandonnée par ses institutions » l'a marquée. En 2021, l'assassinat de son président en place, Jovenel Moïse, ouvre une crise politique qui s'aggrave en janvier 2024 avec la fin de mandat des élus. Incapable d'organiser des élections, le pays ne compte plus aucun représentant élu au niveau national. Cette absence provoque l'émergence de gangs. « Cela n'étant pas une conséquence de la narco criminalité, explique Elisabeth Beton-Delègue, mais d'une décomposition de l'intérieur. » En Haïti comme ailleurs en Amérique latine, la fragilité des institutions en place n'a pas résisté à la succession de crises. Cette situation pourrait se reproduire ailleurs où d'autres problèmes émergent.

Pour conclure, l'ère d'oppositions frontales entre gangs puissants et États, avec des mobilisations massives des armées nationales, est bien révolue. Désormais, les interlocuteurs sont nombreux et le pouvoir du narcotrafic

s'est divisé, sans leader affiché, profitant de réseaux invisibles. Les pays d'Amérique latine devront, outre un renforcement de leurs collaborations, trouver des solutions localisées et ciblées s'ils veulent lutter efficacement contre ce mal qui la ronge.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

L'ÉMERGENCE D'UN SUD GLOBAL CONDUIT-ELLE À REPENSER LA PAIX ?

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, salle Or



Kaush Arha, Evren Balta, Guy Sorman et Adekeye Adebajo

L'émergence d'un Sud global est perçue comme un exercice académique, en opposition à l'ancienne appellation du tiers-monde qui désignait autrefois de manière plutôt négative l'ensemble des pays pauvres en voie de développement. « Quand on travaille avec ces pays, aucun ne se présente comme appartenant au Sud global, c'est totalement informel, et utilisé dans un cadre d'analyse universitaire », explique Kaush Arha, Chercheur au Krach Institute for Tech Diplomacy. Si le concept de Sud global remonte aux années 1980 pour identifier les pays dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est parmi les plus faibles dans l'hémisphère sud, et ceux ne relevant pas de l'ancien bloc occidental formé pendant la Guerre Froide, ni de

ANIMATION

Guy Sorman, Président de la Maison française de l'Université de New-York

INTERVENANTS

Adekeye Adebajo, Professeur, Université de Pretoria

Kaush Arha, Chercheur au Krach Institute for Tech Diplomacy

Evren Balta, Professeur de relations internationales aux Universités d'Özyeğin et Harvard

« Il serait bon de s'écarter d'une vision trop "eurocentrée" du monde »

Evren Balta

l'Union européenne, il est très employé depuis le début de la guerre en Ukraine, en 2022. À cette période, les États-Unis et l'Union européenne pensaient que les pays du Sud soutiendraient d'une seule voix l'Ukraine dans son combat contre l'invasion russe. Mais la réalité a été bien plus contrastée. Comment expliquer une telle erreur de jugement des pays occidentaux ? « Peut-être que l'Ouest n'est pas toujours très bon dans son autocritique », avance Guy Sorman. Peut-être aussi que pour comprendre, il serait bon de s'écarter d'une vision trop « eurocentrée du monde », ajoute Evren Balta, professeure de relations internationales à l'Université Özyeğin d'Istanbul, en Turquie.



« Le Sud global n'est pas monolithique »

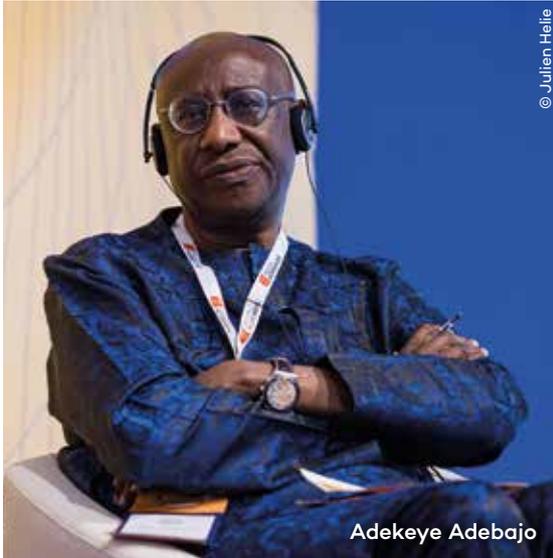
Adekeye Adebajo

La coopération entre les États-Unis et l'Europe, si elle est principalement économique, ne répond pas aux intérêts des pays qui constituent, par exemple, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « La coopération n'est pas juste économique mais aussi normative, beaucoup de pays du Sud global ne partagent pas les mêmes valeurs autour de la démocratie et ne souhaitent pas s'aligner sur les deux blocs des États-Unis et de l'Europe », explique-t-elle.

Des intérêts divergents avec l'Occident, mais aussi un manque de reconnaissance et de représentativité des institutions internationales, expliqueraient ce qui unit idéologiquement ces pays. En d'autres termes, ces pays que l'on appelait « en voie de développement », autrefois colonisés par l'Europe, tente-

raient de gagner davantage d'indépendance, comme ils l'avaient déjà souhaité après la conférence de Bandung, en 1955 donnant naissance au mouvement des non-alignés, opposé aux grandes puissances mondiales. D'après Adekeye Adebajo, professeur à l'Université de Pretoria, ces pays du Sud global auraient trois principes : ne pas signer d'accord militaire avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), soutenir des institutions et des gouvernements lorsque leurs droits sont bafoués, et lutter pour leur propre autonomie régionale sans intervention occidentale. Cela dit, Adekeye Adebajo ne reconnaît pas dans le Sud global d'alliance géographique : « Le Sud global n'est pas monolithique, c'est davantage une alliance politique. Certains pays de cet ensemble ne sont même pas dans l'hémisphère sud ».

Dans ce contexte de polarisation du monde, comment une paix globale pourrait-elle être envisageable ? Peut-être, comme l'avance Guy Sorman, en commençant par reconnaître l'impact néfaste de la colonisation sur ces pays du Sud global, dont les effets se font toujours ressentir. « Le président Macron a créé une onde de choc au Burkina Faso, en 2017, lorsqu'il a dit que la colonisation de l'Afrique par la France avait été un crime contre l'humanité. C'était une déclaration extraordinaire mais pas suffisamment commentée », regrette-t-il. Ce lent processus a aussi conduit un certain nombre de musées français à rendre des œuvres d'art, notamment au Bénin. La Belgique, l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont contribué également à cette mission de restitution. « L'Allemagne a aussi été obligée de reconnaître le génocide commis en Namibie entre 1904 et 1908 », complète Adekeye Adebajo. « On parle d'une répétition avant le génocide des juifs. Il y avait des camps de concentration, des massacres, des expériences sur les corps. Des crânes ont dû être renvoyés car ils avaient été exposés dans des musées allemands. » Mais cela est-il suffisant ?



Guy Sorman, lui, estime que la décolonisation n'est jamais allée assez loin. Une nouvelle génération, en Afrique, s'est érigée contre l'influence française. Pour exemple, au Sénégal, les étudiants privilégient aujourd'hui les États-Unis dans la poursuite de leurs études supérieures. « Ce désamour pour la France, tempère Adekeye Adebajo, est politique et non culturel. Beaucoup de Français ne sont même pas au courant de ce que leurs élites ont fait en Afrique. »

Des divergences politiques, non culturelles, mais peut-être aussi religieuses. D'après Adekeye Adebajo, c'est même là l'un des clivages les plus importants qui oppose le Sud global à l'Occident, rappelant qu'Al-Qaïda et l'État islamique se sont implantés dans le Sahel et le nord de l'Afrique jusqu'au Mozambique. De son côté, la Turquie, pays de tradition musulmane, a financé plus de 200 écoles en Afrique dans 25 pays, des écoles qui ne prodiguent pas une éducation musulmane mais qui, de fait, le sont. Concernant le christianisme, dont il constate un net recul en Europe, sa présence ne cesse au contraire de croître en Afrique par le biais notamment des églises pentecôtistes.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

« Mais ces églises font souvent blocage contre les actions qui visent les gouvernements. Elles sont très conservatrices et prêchent la prospérité plutôt que la liberté », estime-t-il. L'Afrique, qui accuse encore aujourd'hui une dépendance née du néocolonialisme, doit-elle pour autant se séparer totalement de l'Occident ? « Non, pense Adekeye Adebajo. Ce n'est pas réaliste dans la mondialisation de se détacher de la chaîne d'approvisionnement. » D'autant que le nouveau partenaire commercial de l'Afrique est la Chine, qui a construit « 33 % des nouvelles infrastructures africaines » ajoute-t-il. Grâce à cette nouvelle influence chinoise sur le Sud global, le pays pourrait même dépasser la puissance économique des États-Unis d'ici 20 ans.

**« 1 % de la population
contrôle 40 % des richesses
du monde, cela doit cesser »**

Adekeye Adebajo

Toutefois, peut-on imaginer que le Sud global puisse sortir le monde de son système de domination pour le porter vers plus d'universalisme ? Si un renversement total des rapports de force paraît peu probable, Adekeye Adebajo pense que ce combat vaut le coup d'être mené. « Quand on sait que 1 % de la population contrôle 40 % des richesses du monde, cela doit cesser. Ce n'est pas durable si l'on veut réellement la paix. » La création en 2009 des BRICS, groupe réunissant neuf pays à forte croissance, dont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, et qui contrôle 36 % du PIB mondial, ne va pas dans ce sens. « Je ne les vois pas comme une puissance révisionniste », analyse-t-il.

EUROPE DE L'EST : COMMENT VIVRE EN PAIX AUX PORTES DE LA GUERRE ?

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, Salle plénière



Arnoldas Pranckevicius, Mihaela Antoche, Émilie Aubry et Anna Kowalska

S'il y a bien une émission télévisuelle qui s'évertue depuis 34 ans à disséquer l'actualité géopolitique avec ingéniosité, c'est le Dessous des Cartes. Diffusée sur Arte, elle est présentée toutes les semaines par Émilie Aubry qui, sur la scène de la salle plénière, introduit ce débat en faisant l'éloge des lycéens présents ayant choisi l'option Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences politiques (HGGSP) au baccalauréat : « Je vous félicite d'avoir cette curiosité pour le vaste monde. Ça veut dire aussi que vous refusez d'une certaine manière le repli sur l'échelon national. Quand on travaille avec des géographes, ils disent qu'on n'est jamais aussi pertinent que quand on change d'échelle. »

ANIMATION

Émilie Aubry, Rédactrice en chef et présentatrice, Le Dessous des cartes (Arte)

INTERVENANTS

Mihaela Antoche, Journaliste pour la Televiziunea Romana

Anna Kowalska, Journaliste à Telewizja Polska

Arnoldas Pranckevicius, Ambassadeur de la République de Lituanie en France

C'est justement sur ce principe qu'un épisode de l'émission intitulé « Europe un penchant vers l'Est » est projeté. Il propose une immersion sur l'un des postes frontières entre la Pologne et l'Ukraine en novembre 2023, alors qu'un blocage est organisé par les routiers polonais pour empêcher leurs homologues ukrainiens de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne sans permis particulier comme les a autorisé Bruxelles. Une concurrence qu'ils jugent déloyale et qui démontre le nœud dans lequel l'Europe de l'Est se trouve actuellement, entre désir d'appartenance à l'Europe et appartenance historique à l'ancien bloc soviétique revendiquée par le Kremlin. Anna Kowalska, journaliste pour la télévision publique polonaise, connaît bien cette problématique. Son pays, qui vit avec la peur du « projet poutinien » comme l'indique Émilie Aubry, a depuis longtemps tenté d'alerter l'Union européenne sur les intentions du Kremlin. « On voyait des chefs d'État, notamment de la France, qui essayaient, à juste titre probablement, d'eupéaniser la Russie, mais on ne pensait pas que c'était la direction dans laquelle il fallait aller,

parce qu'on avait justement cette expérience de l'histoire » précise-t-elle. Pour preuve, les dépenses militaires de la Pologne, chiffrées à 2,4 % du PIB en 2022, vont passer à 4,7 % en 2025, un record au sein des pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui en fait la plus grande armée d'Europe. Une menace russe qu'elle juge réaliste : « Il y a vraiment des roquettes russes qui tombent en Pologne. Il y a eu des morts ». La Pologne a d'ailleurs accueilli plus d'un million de réfugiés ukrainiens, avec un impact économique qui porte l'inflation à presque 20 %, dû à l'augmentation du coût de l'énergie.

« En cas de victoire du Kremlin, que restera-t-il du droit international ? »

Arnoldas Pranckevicius

Face à ces menaces, est-il encore possible de vivre sans la possibilité de la guerre, notamment en Roumanie ? Selon la journaliste roumaine Mihaela Antoche, c'est une question d'habitude, son pays ayant régulièrement affronté la guerre à ses frontières dans l'histoire récente. La Roumanie, seul pays francophone de l'Europe de l'Est, a aussi été contraint de renforcer ses capacités de défense, tout en affirmant son soutien indéfectible à l'Ukraine. Mais la crise économique qui frappe son pays comme l'ensemble des pays européens a peut-être favorisé une lassitude vis-à-vis de la situation. « Comme en France et en Pologne, chez nous aussi il y a cette fatigue de la guerre. Il n'y a qu'une solution, c'est la paix. Mais comment peut-on l'obtenir s'il n'y a pas de négociations ? » interroge-t-elle.



Arnoldas Pranckevicius, ambassadeur de Lituanie en France, ex-conseiller diplomatique de l'homme politique allemand et président du Parlement européen de 2012 à 2017 Martin Schulz, est assez pessimiste sur la question. Selon lui, « on ne peut pas faire confiance à Vladimir Poutine » déjà à l'origine de nombreux conflits en Europe de l'Est. « Au début de la guerre, il y a 3 ans, beaucoup nous ont dit : vous aviez raison. » La Lituanie reçoit régulièrement des menaces du Kremlin. La dernière en date, d'ordre nucléaire, fait naître des craintes tangibles, sans compter les cyber-attaques qui se multiplient alors que le pays a accueilli de nombreux dissidents russes dont des proches d'Alexei Navalny. L'une des premières réponses évidentes a été, là aussi, l'augmentation du budget alloué à la défense, désormais à 3 % du PIB lituanien.

Qui veut la paix prépare la guerre, dit le dicton. C'est un peu l'avis d'Arnoldas Pranckevicius, favorable à ce que les alliés occidentaux autorisent l'Ukraine à utiliser des missiles longue portée pour frapper le sol russe. L'Occident serait-il trop préoccupé de savoir ce qu'il se passe dans la tête de Vladimir Pou-



Arnoldas Pranckevicius et Mihaela Antoche

tine plutôt qu'aider plus concrètement les Ukrainiens à remporter la guerre ? « Cette décision aurait dû être prise depuis longtemps, estime-t-il. Volodymyr Zelensky a vraiment besoin de ça pour

« Tous les dictateurs de ce monde regardent ce qui se passe parce que c'est vraiment le test. Si l'Ukraine perd, le monde occidental perdra sa place dans le monde »

Arnoldas Pranckevicius

détruire tous les stocks de munitions en Russie. Chaque jour, sans cette autorisation, on contribue à la possibilité pour la Russie de frapper l'Ukraine et toutes les cibles civiles. Une autre manière d'aider les Ukrainiens au maintien de leur souveraineté serait une adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN),

comme pour les trois pays Baltes en 2004 (Lituanie, Estonie, Lettonie), ce qui a grandement favorisé leur protection vis-à-vis de la Russie. Sur ces questions, les dirigeants européens se montrent très divisés. Si



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

certaines seraient favorables à l'envoi de soldats sur le sol ukrainien, d'autres sont plus réticents. Car qui peut prédire les conséquences que de telles décisions pourraient avoir ? D'autant plus que l'hiver frappe déjà, et que l'Ukraine a perdu 80 % de ses infrastructures énergétiques.

À cette inquiétude s'est ajoutée celle du conflit israélo-palestinien, où l'État d'Israël vient d'obtenir une aide de 8,7 milliards de dollars pour continuer sa guerre, reléguant la cause ukrainienne au second plan. Mais ces conflits ne sont pas à mettre en opposition. « Tout est lié » précise Arnoldas Pranckevicius, qui rappelle le rôle de l'Iran en faveur de la Russie et du Hamas, alors même que l'État d'Israël se croyait très proche de la Russie. Cela devrait ainsi éclaircir les choses et rendre plus lisible les intérêts de chacun. L'issue du conflit russo-ukrainien aura des conséquences énormes sur la géopolitique mondiale. Car en cas de victoire du Kremlin, que restera-t-il du droit international, qui se sera montré bafoué maintes fois ? « Tous les dictateurs de ce monde regardent ce qui se passe parce que c'est vraiment le test. Si l'Ukraine perd, le monde occidental perdra sa place dans le monde. »

À l'est, malgré ces menaces, on continue à vivre. La Lituanie, la Roumanie et la Pologne font preuve d'une résilience et d'un dynamisme à tout épreuve. Cette dernière, avec 38 millions d'habitants, s'est hissée à la 6^e place de l'économie européenne et pourrait, selon Anna Kowalska, devenir « plus riche que les Italiens et les Britanniques » d'ici 5 ans. La Roumanie, qui attire toujours autant d'étudiants, jouit aussi de son positionnement stratégique sur la mer Noire pour les échanges commerciaux. Cette quête de progrès envers et contre tout ne serait-elle pas, au fond, la réponse à cette question « comment vivre en paix aux portes de la guerre ? », comme une marche forcée pour construire un avenir optimiste ?

ASIE : LES ALLIANCES RÉGIONALES AU DÉFI DES TENSIONS INTERNATIONALES

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, salle Nacre



Eunjung Lim, Delia Albert et Bates Gill

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1947, la Chine dessine sur ses cartes une ligne en neuf traits pour délimiter une zone maritime de deux millions de kilomètres carrés en mer de Chine méridionale, soit plus du cinquième du territoire terrestre chinois. Elle s'approprie ainsi un espace revendiqué par l'ensemble des pays voisins : le Viêt-nam, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie et plus récemment le Brunei. En 2016, le président chinois Xi Jinping, en visite d'État aux États-Unis, s'était engagé

auprès de Barack Obama à respecter la liberté de navigation et de survols et à stopper la militarisation de cette zone. La même année, la Cour de Justice de La Haye, saisie par le gouvernement des Philippines, avait jugé que l'expansion de la Chine sur ces îles n'avait aucune base légale internationale.

« Il se pourrait que la Thaïlande dépasse le PIB par habitant de la Chine »

Delia Albert

ANIMATION

Philippe Le Corre, Chercheur au Centre d'analyse de la Chine de l'Asia Society Policy Institute et conseiller géopolitique d'Asia Society France

INTERVENANTS

Delia Albert, Ambassadrice, ancienne Ministre des Affaires étrangères des Philippines

Bates Gill, Chercheur au National Bureau of Asian Research et ancien directeur exécutif au centre d'analyse de la Chine d'Asia Society

Eunjung Lim, Professeure à la Division des études internationales de l'Université nationale de Kongju

Pourtant, aujourd'hui rien n'a changé. Les conflits commerciaux dans cette zone de pêche très prisée n'ont toujours pas cessé. « Nous ne sommes pas d'accord, déclare Delia Albert, ambassadrice et ancienne ministre des Affaires étrangères des Philippines. Nous pensons que c'est une mer qui doit être ouverte à tous. Cette ligne de neuf traits n'a aucune raison d'être, nous devrions être libres d'y circuler, tout comme les autres pays autour, en vertu des droits inter-



Eunjung Lim

« Nous avons vécu une guerre civile atroce qui a débouché sur un conflit international »

Eunjung Lim

pense qu'aucune autre région n'est aussi diverse que l'ASEAN. Il y a des chrétiens, des bouddhistes, des musulmans, et nous avons appris à nous connaître. »

Cette diversité culturelle et religieuse au sein de l'ASEAN est une chose. Pour autant, Eunjung Lim, professeure à la Division des études internationales de l'Université nationale de Kongju en Corée du Sud, s'inquiète elle aussi de l'escalade des tensions avec son pays voisin, la Corée du Nord. Ces deux pays, divisés après une guerre civile de trois ans entre 1950 et 1953, ont tout connu. « D'une colonie japonaise, nous avons vécu une guerre civile atroce qui a débouché sur un conflit international qui n'est toujours pas résolu à l'heure actuelle. » Mais si la Corée du Sud a pris le virage d'une société démocratique depuis 1987, elle connaît en son sein des divisions intenses entre un camp conservateur au pouvoir et un camp progressiste. Le premier manifeste une volonté d'opposition très forte avec le voisin du Nord. Il estime que les deux pays sont irréconciliables et qu'aucun compromis entre eux n'est envisageable. Le second estime la population de la Corée du Nord comme

nationaux. » La Chine, en ne respectant pas la décision du Tribunal de La Haye, s'est exposée à des sanctions majeures et une opposition forte des États-Unis, allié sur le sujet aux Philippines, ancienne colonie historique, avec laquelle subsiste un accord de coopération renforcé en matière de défense signé pendant la Guerre froide.

À cela s'ajoute le rapprochement de la Chine et de la Russie avec la Corée du Nord, pays dont son leader Kim Jong-un, alimente les tensions avec ses voisins du Sud en poursuivant son développement nucléaire. Ces alliances tentaculaires et polarisantes font craindre de futurs conflits, alors même que d'autres, comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), fondée en 1967, avec en son sein notamment les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, ont pour objet le maintien de la paix ainsi qu'une entente économique et culturelle en Asie. « C'est une région très progressiste avec une très forte croissance économique. Il se pourrait même que nous dépassions dans quelques années le PIB par habitant de la Chine, explique Delia Albert. Je

des « frères avec qui il faut restaurer le dialogue, explique Eunjung Lim. Ces oppositions sont parfois violentes, avec des atteintes à l'intégrité physique. Et la situation ne fait que s'envenimer au gré des provocations de la Corée du Nord qui ne cesse



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

d'agiter son programme d'armement nucléaire pour effrayer les populations. » D'autant plus que pour faire front à la nouvelle alliance entre la Corée du Nord, la Russie et la Chine, la Corée du Sud et le Japon semblent se rapprocher. Leur initiative suscite toutefois encore beaucoup d'interrogations. La récente élection de Shigeru Ishiba comme Premier ministre du gouvernement japonais devrait aller dans ce sens. Ce dernier œuvre notamment pour la création d'une version asiatique de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (l'OTAN). « Des initiatives durables ont été prises. La Chine a toujours été notre ennemie, même si nous avons maintenant des relations économiques très importantes. Nous devons lutter pour davantage de dialogues avec Beijing, Tokyo et Washington, car la menace de la Corée du Nord est très sérieuse. »

Mais Washington entend-il modifier sa politique en Asie ? « Rien ne l'indique », analyse Bates Gill, chercheur au National Bureau of Asian Research et ancien directeur exécutif au centre d'analyse de la Chine d'Asia Society. Les deux camps, démocrates et républicain, avec leurs candidats respectifs à la présidentielle américaine que sont Kamala Harris et Donald Trump, ont déjà dirigé la Maison Blanche. Or, « on a déjà une idée de la politique de ces deux camps et on peut supposer qu'elle ne changera pas, même si c'est plus incertain du côté de Donald Trump. Dans quelles mesures son camp acceptera de maintenir son rôle de sécurité et de défense au niveau international, notamment dans la zone Indopacifique, personne ne le sait. » Une chose est sûre, les États-Unis demanderont à leurs partenaires asiatiques de mieux assurer leur propre défense et d'être plus exigeants à l'égard de leurs relations avec la Chine et la Corée du Nord. S'ils ne sont pas formels, Bates Gill avance que de nouvelles formes de partenariats, bilatéraux et trilatéraux, sont en cours parallèlement à l'AUKUS, un accord militaire entre l'Australie, les États-Unis et

le Royaume-Uni dont l'objectif est, depuis sa création en 2021, de contrer l'expansion chinoise dans l'Indopacifique. « Les responsables américains aiment faire référence à ces trios, entremêlés de différents partenariats pour les rendre plus puissants et efficaces. » Le risque est que, si la Chine et la Corée du Nord continuent à se montrer proactives sur le champ de la défense et que l'AUKUS, sous l'impulsion politique que pourrait être l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, fait de même, un conflit militaire dans cette région n'est pas à exclure.

« La cybersécurité et l'espace sont des enjeux primordiaux »

Eunjung Lim

Eunjung Lim, justement, se dit favorable à l'intégration de son pays, la Corée du Sud, à l'AUKUS, notamment pour renforcer la coopération entre les pays dans les hautes technologies. « La cybersécurité et l'espace sont des enjeux primordiaux dans le maintien de notre souveraineté contre la Corée du Nord. Sans compter que la Chine équipe son armée d'une technologie de pointe et fait un usage de plus en plus important de l'intelligence artificielle. » Une autre évolution inquiète les plus hautes sphères de son pays : la diminution du taux de natalité, qui atteint désormais 0,7 enfant par femme, soit l'un des plus bas dans le monde, et pourrait avoir des conséquences dommageables sur la croissance économique de la Corée du Sud. Le gouvernement, qui a tenté d'investir 200 milliards d'euros depuis 2006, n'a pas réussi à freiner cette tendance.

L'OTAN, AVEC OU SANS L'AMÉRIQUE ?

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, salle Azur



Isabelle Lasserre, Rym Momtaz et Bruno Tertrais

C'est peu dire que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) est traversée par des courants contraires depuis quelques années. Elle a été affaiblie comme jamais auparavant depuis la présidence de Donald Trump, essentiellement à cause de sa remise en question de la viabilité de l'Article 5 qui indique qu'une attaque contre un membre sera considérée comme une attaque contre tous. Mais elle est aussi renforcée depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Vladimir Poutine, en prétendant vouloir « tuer l'OTAN », l'a ressuscité, provoquant l'intégration de la Finlande et de la Suède dans l'organisation, après plus de 70 ans d'une tradition de neutralité. « L'OTAN qui se cherchait une nouvelle mission depuis la fin de la Guerre froide, et errait un peu sans savoir comment se reformer, a retrouvé le cœur de son action contre la menace de l'Est » amorce Isabelle Lasserre.

La question du soutien historique et institutionnalisé des États-Unis est d'actualité, alors que l'issue de leur élection présidentielle est encore incertaine. Qui peut dire ce qui se passera avec une réélection de Donald Trump ? Rym Momtaz, ancienne correspondante de

« L'OTAN a retrouvé le cœur de son action contre la menace de l'Est »

Isabelle Lasserre

Politico, chercheuse à l'IISS, estime qu'il y a trois axes de politiques étrangères probables si le candidat républicain devait être réélu. D'abord, le courant traditionnel des néoconservateurs qui étaient à la manœuvre lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003. « Eux, ils estiment devoir continuer d'être l'acteur majeur de l'OTAN. » Ensuite, un deuxième camp opérerait pour prioriser la menace chinoise au dépend de tout, et se retirer du théâtre européen tout comme de

ANIMATION

Isabelle Lasserre, Correspondant diplomatique Le Figaro

INTERVENANTS

Rym Momtaz, Rédactrice en chef du blog «Strategic Europe» de Carnegie Europe

Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche stratégique, Senior Fellow à l'Institut Montaigne

celui du Moyen-Orient. Ensuite, un troisième camp estimerait en faire trop pour l'Europe et voudrait se concentrer sur leurs problèmes intérieurs, avec un biais chinois qui a un impact sur l'économie américaine. « Ceux-là croient davantage aux partenariats bilatéraux avec par exemple la Pologne et l'Allemagne, mais plus du tout avec l'OTAN dans sa globalité, ajoute Rym Momtaz. C'est là que les gouvernements européens doivent prendre le relais de leur propre sécurité. La France a intégré cela plus que ses partenaires européens, mais n'a pas les moyens d'agir seule. »

Outre les prises de position de Donald Trump, est-il réellement possible que les États-Unis quittent l'OTAN ? Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique, revient sur les fondamentaux de l'organisation, qui fonctionne historiquement avec un

« Les gouvernements européens doivent prendre le relais de leur propre sécurité. La France a intégré cela plus que ses partenaires européens, mais n'a pas les moyens d'agir seule »

Rym Momtaz

leader américain et où théoriquement tous les membres ont le même poids, les décisions étant prises par consensus et non par majorité : « Les États-Unis y ont un poids plus fort, c'est un leadership américain informel qui n'est écrit nulle part ». Malgré tout, l'OTAN ne pourrait plus fonctionner comme elle le fait depuis sa création en 1949, et un retrait des États-Unis devrait être acté juridiquement. Mais le Président américain ne pourrait pas prendre cette décision seul. Autre scénario avancé par Bruno Tertrais et plus probable serait, non pas un retrait officiel, mais un désengagement de



leurs forces aériennes et maritimes pour les rediriger plus à l'est du continent eurasiatique pour défendre le Japon, la Corée et Taïwan. « Jusqu'à présent, cette alliance transatlantique reposait sur un contrat de confiance. Il y a des attentes entre membres de l'OTAN à ce que les États-Unis les aident en cas de besoin. Cette notion est centrale. Si jamais Donald Trump en janvier 2025, une fois ré-élu, déclare sur Twitter que son pays ne se portera plus au secours de l'Europe si elle est attaquée, il y a aura une vraie rupture qui aura aussi des effets sur les adversaires de l'Europe dont Vladimir Poutine qui en tireront parti. »

Donald Trump, pourrait aussi jouer une partition plus subtile en annonçant, certes, un retrait des 100 000 soldats américains installés sur des bases européennes, mais en maintenant les forces nucléaires. Mais si ces dernières « peuvent se retirer en quelques jours, les forces militaires, elles, prendraient des mois » estime Bruno Tertrais. Pour Rym Momtaz, il y a un consensus sur le



Bruno Tertrais

parapluie nucléaire du côté de la diplomatie américaine. « Au Congrès, une loi a été votée pour que le président élu ne puisse pas se retirer de l'OTAN seul, mais avec une majorité. Donc un retrait total est très peu probable. Par contre, saper la confiance dans la dissuasion que l'OTAN représente pour la sécurité européenne, il peut le faire avec un tweet. Cet affaiblissement de l'alliance a déjà commencé. »

De plus, il y a un tournant générationnel aux États-Unis. L'actuel président Joe Biden étant le dernier à avoir vécu la Guerre froide « dans sa chair » estime Rym Momtaz, cela expliquant son engagement réel pour la sécurité européenne. Mais si la candidate de son camp, Kamala Harris, devait remporter les élections, il est plus pro-



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

bable qu'elle suive la ligne de Barack Obama, qui demandait lui aussi à l'Union européenne de s'engager de manière plus autonome dans sa propre défense. « Cette idée dépasse les clivages démocrates et républicains. Il y a un sentiment très répandu dans le peuple américain qui voit les superbes capitales européennes, un système de sécurité sociale supérieur au leur et pour eux, l'Europe est un lieu de vacances pour les riches, alors pourquoi devraient-ils payer autant pour l'OTAN ? Bien sûr, tout cela est faux, mais c'est une perception. »

« Il n'y a pas d'Amérique prospère sans Europe prospère »

Bruno Tertrais

Bruno Tertrais s'interroge sur cette menace d'un retrait américain de l'OTAN, brandie depuis 1952. « Finalement, on peut aussi se dire que s'ils sont toujours là, c'est qu'ils ont un vrai intérêt à vendre davantage d'armes et de matériel de défense aux européens. Je caricature un peu, mais quand même », ironise-t-il. Rym Momtaz est moins optimiste. Dans le camp trumpiste, il se dirait en privé qu'une partie de ses conseillers sont prêts à prendre le risque de voir des problèmes de sécurité majeurs en Europe sans intervenir. « C'est un discours qu'on entend vraiment, et qu'on n'entendait pas auparavant ». Parmi ses conseillers, d'autres n'auraient pas beaucoup de sympathie pour Donald Trump mais seraient prêts à travailler avec lui dans un sentiment patriotique, « pour l'empêcher de faire n'importe quoi raconte Bruno Tertrais, car ils savent qu'il n'y a pas d'Amérique prospère sans Europe prospère. » Les relations commerciales sont peut-être plus importantes que les stratégies de défense, côté américain. Mais l'un ne va pas sans l'autre.

COMMERCE MONDIAL : VECTEUR DE PAIX, OTAGE DES GUERRES RÉGIONALES ?

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, Auditorium



Philippe Trainar, Tsipora Fried, Isabelle Méjean et Serge Stroobants

Montesquieu parlait déjà au XVIII^e siècle des liens entre le commerce et la probabilité de conflit dans sa *Théorie du doux commerce*, une idée selon laquelle échanger avec d'autres pays créerait des interdépendances pacificatrices. Aujourd'hui, cette théorie est-elle toujours d'actualité ? Les faits semblent montrer le contraire, comme l'indique Isabelle Méjean, membre du Cercle des Économistes, professeur au département d'économie de Sciences Po Paris. « Le commerce international atteint des volumes inédits. En 2022, il représentait 60 % du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial. Et en même temps, on constate un niveau de tensions géopolitiques très important, aux portes de l'Europe comme au Proche-Orient. Les relations sont également très tendues entre les États-Unis et la Chine autour de la zone indopacifique. » Tsiporah Fried, conseillère Stratégie et Innovation à l'État-major des armées françaises, a une vision pessimiste en ce qui concerne la possibilité de reprendre la maîtrise du monde, estimant que nous sommes passés « d'un monde compliqué à un monde complexe » ; compliqué quand il était encore possible d'analyser les liens de causalités ; complexe dès

« Le commerce international atteint des volumes inédits »

Isabelle Méjean

lors qu'il y a une explosion de variables interdépendantes. « Il est désormais très difficile de savoir comment les choses vont évoluer du jour au lendemain » ajoute-t-elle. L'État-major des armées tient un rôle d'anticipation stratégique, sa mission est d'identifier les risques, les menaces, et la façon d'y répondre. Tsiporah Fried constate un retour de la dynamique des forces de la guerre, notant que le changement se traduit par une possibilité de conflit à l'intérieur même de l'Union européenne, depuis ce point de rupture le 24 février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'emploi des forces, qui s'opérait autrefois sur trois espaces, la mer, la terre et l'air, s'étend désormais à l'espace, le cyberspace, l'électromagnétique et l'espace informationnel, soit autant de champ des possibles pour l'expression de la violence.

ANIMATION

Isabelle Méjean, Membre du Cercle des Économistes, professeur au département d'économie de Sciences Po Paris

INTERVENANTS

Tsiporah Fried, Conseillère Stratégie et Innovation à l'État-major des armées françaises

Serge Stroobants, Directeur pour l'Europe et la région MENA et le directeur mondial de la sécurité, de la défense et du renseignement à l'Institute for Economics and Peace

Philippe Trainar, Directeur de la Fondation SCOR pour la Science, économiste

Tout cela, couplé à la perte d'influence de l'Occident, amorce la fin d'une mondialisation heureuse qui apportait bonheur et croissance aux pays développés. Le Covid a mis en lumière que nos interdépendances économiques, qui pouvaient favoriser jusqu'à présent la paix entre les peuples, étaient aussi des vulnérabilités en matière d'approvisionnement de ressources. Philippe Trainar, directeur de la Fondation SCOR pour la Science et économiste, rappelle ce que disait l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, à savoir que la société des hommes est faite de trois échanges : des biens, des personnes et des idées. Il revient également sur la théorie de Montesquieu du Doux commerce : « C'est un échange de nos différences qui va faire notre richesse. Mais qui dit différence dit donc qu'on n'est pas égaux. Apparaissent alors des phénomènes de domination à travers ces échanges. » Car si le commerce international enrichit ceux qui le pratiquent, il peut aussi accroître les inégalités. « Quand je fais la guerre, mon premier besoin c'est aussi de commercer. C'est illustré aujourd'hui par la Russie autant que par le récent conflit au Liban » explique-t-il.

Serge Stroobants, directeur pour l'Europe et la région MENA et directeur mondial de la sécurité, de la défense et du renseignement à l'Institute for Economics and Peace, estime que l'approche kantienne selon laquelle la paix est nécessaire pour organiser les dé-

pendances économiques entre les pays est révolue. « On vit désormais dans un monde réaliste offensif. C'est une mise en place machiavélique qui prévaut sur les interactions entre les États. Le problème, c'est qu'on rentre dans une transition d'un monde à l'autre avec une Union européenne qui s'accroche encore aux valeurs libérales des relations internationales. Cette approche

**« Ceux qui subissent
la guerre en subissent
aussi les conséquences
économiques »**

Serge Stroobants

économique qui générait la paix jusqu'à présent, se transforme en une interdépendance toxique. » Serge Stroobants estime qu'un pays en guerre perdrait entre 35 et 40 % de son Produit National Brut (PNB). Le cas de l'Ukraine est particulièrement alarmant puisque le PNB y aurait chuté de 61 %. « Ceux qui subissent la guerre en subissent aussi les conséquences économiques. » Il souligne également qu'aujourd'hui, bon



Tsipora Fried

nombre de conflits s'éternisent et ne trouvent pas de solutions dans le temps, alors qu'il y a environ un demi-siècle, 40 % se réglaient soit par un accord de paix soit par une victoire d'une des deux parties. Ainsi, les relations et le commerce international aujourd'hui génèrent des conflits qui ne sont plus résolubles et qui traînent dans la durée. De par son rôle au sein de l'Institute for Economics and Peace, Serge Strobants est amené à rencontrer beaucoup de membres de gouvernements dans le monde. La plupart sont d'abord sceptiques quant à son message. « Mais quand je leur dis qu'une augmentation de 1% de paix positive équivaut à 3% de gain de PNB, là ils commencent à m'écouter. Notre approche, c'est de dire qu'on peut aussi investir dans les piliers de paix positive pour réaliser un retour sur investissement économique. »

Mais Tsiporah Fried pense qu'il y a une différence entre la théorie et la pratique. Selon elle, les guerres actuelles ne sont pas nécessairement rationnelles ou liées à des calculs économiques. Au contraire, le monde serait devenu plus dangereux à partir du moment où les puissances occidentales ont laissé les leaders autoritaires croire qu'ils pouvaient aller jusqu'au bout de leurs



ambitions et de leurs conquêtes, citant par exemple la Russie, la Chine, la Turquie et l'Iran. « Lorsque dans les années 2010, on n'a pas pris au sérieux le discours de Vladimir Poutine à Munich en 2007, lorsqu'on n'a pas respecté les lignes rouges qu'on s'était fixé en Syrie et en Crimée, on a laissé la porte ouverte aux conflits » explique-t-elle.

« Il y a de plus en plus de stratégies d'accaparement, soit par alliance, soit par mainmise »

Tsiporah Fried

De plus, les logiques de conquête liées aux ressources stratégiques seraient de retour. Sur les céréales, des affrontements ou des tensions très fortes seraient à prévoir. Tsiporah Fried tempère ces craintes en rappelant que ce que l'on annonçait comme la guerre de l'eau à l'aube du XXI^e siècle s'est révélé si sensible que cela a finalement abouti à davantage d'accords que de guerres. Au sein du ministère des Armées, la question des minerais, indispensables pour les composants électroniques et digitaux, est observée de très près. « On s'aperçoit qu'il y a de plus en plus de stratégies d'accaparement, soit par alliance, soit par mainmise. »

« Mais nous n'en sommes pas encore là », rassure Philippe Trainar. Il n'empêche que le commerce, qui normalement joue dans le sens de la paix, est utilisé dans le sens de la guerre. « Nous pourrions retrouver des situations similaires à celles de 1914. Nous n'en sommes qu'au début » a-t-il conclu.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

QUI MAÎTRISE VRAIMENT L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, Salle plénière



Sébastien Imbert, Merav Griguer, François Mattens et Hubert Etienne

Quand on traite de l'intelligence artificielle, vaste sujet, ce sont souvent davantage de questions que de réponses qui émergent, tant les ramifications psychologiques, sociologiques et géopolitiques sont multiples. Mais l'IA, c'est quoi ? « Un ensemble de technologies qui permettent à des machines et à des outils informatiques de réaliser des tâches qu'on associe, en temps normal, à l'intelligence humaine », avance François Mattens. Une définition volontairement très large qui permet dès l'ouverture de ce débat, de poser le défi que cette technologie relève pour l'humanité de demain. Même si, en pratique, elle est déjà très présente dans nos vies : « Quand vous regardez Netflix et qu'on vous fait une proposition de films, ce n'est jamais un hasard. L'algorithme suppose que cela va vous plaire en fonction de ce que vous avez déjà consommé. Idem sur Google, Instagram ou Spotify ». Dans un monde où l'on réfléchit à remplacer les juges par une IA dans l'idée qu'elle serait plus juste, où les banques et les assurances l'utilisent déjà pour attribuer ou non des prêts et des taux, se

posent alors les questions de l'éthique et de la régulation.

Mais alors, face à un tel niveau de précisions dans la connaissance de nos habitudes, il est crucial de s'interroger sur la gouvernance de ces technologies à qui l'on cède nos données. Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, aussi nommés les GAFAM ? Oui, mais pas seulement : une partie de la technologie que ces entreprises produisent leur échappe, jusqu'à atteindre, peut-être dans un futur proche, la notion de singularité, hypothèse selon laquelle

ANIMATION

François Mattens, Directeur des affaires publiques et des partenariats stratégiques à XXII

INTERVENANTS

Hubert Etienne, Président fondateur de Quintessence AI

Merav Griguer, Avocate, co-responsable de l'enseignement Protection des données et cybersécurité à l'Université Paris-Panthéon-Assas

Sébastien Imbert, Chief Marketing Officer de Septeo

l'IA pourrait agir de manière autonome sans l'intervention humaine et provoquer des changements imprévisibles dans la société. « Des gens comme Elon Musk ou chez OpenAI y réfléchissent déjà », ajoute François Mattens. Pour Sébastien Imbert, directeur marketing de Septeo passé par Microsoft, citant en référence le dernier ouvrage de Ray Kurzweil (*The singularity is nearer*, 2024), il faut s'attendre à ce que d'ici 2029, le test de Turing qui faisait référence jusqu'à présent pour évaluer les performances d'une IA, soit dépassé. « D'ici là, on sera probablement en lien avec des IA qui se mettront à notre niveau parce qu'elles seront plus en capacité que nous de résoudre certains problèmes. Elles vont s'adapter à leurs interlocuteurs. On rentre dans de nouveaux modèles et c'est passionnant ».

« Nos capacités mémorielles ont été réduites parce qu'on se repose sur le Web »

Hubert Étienne

Pour lui, ce n'est pas tant de savoir qui contrôle l'IA, mais surtout qui en contrôle la puissance de calcul. Car les GAFAM dépendent aussi de leurs capacités de stockage, financées par des fonds d'investissement et des banques, à qui des experts éthiques travaillent à donner un cadre responsable et respectable à l'utilisation que nous faisons de l'IA. « Et donc, qui maîtrise l'IA ? C'est cet alignement de tous ces acteurs pour en faire un bon usage » conclut Sébastien Imbert. Pour l'heure, rien n'indique que l'usage d'une IA généralisée puisse être considéré comme une évolution positive tant les dangers sont nombreux, comme le démontre Hubert Étienne, éthicien en intelligence artificielle passé par Meta,



qui imagine deux voies possibles : une IA ayant atteint la singularité technologique, plus intelligente que les êtres humains et qui voudrait soit les exterminer, soit les aimer. « On peut considérer qu'aujourd'hui, on est déjà un peu asservi par les machines. Nos capacités mémorielles ont été réduites parce qu'on se repose sur le Web » estime-t-il. Jusqu'où cet asservissement pourrait aller ? À en croire OpenAI ou Deep Mind, les deux laboratoires les plus puissants dans ce domaine, l'objectif qui relève presque de la science-fiction serait de créer GenAI, une espèce de Dieu qui prendrait toutes les décisions stratégiques de l'humanité : investissement, décisions politiques... et même sur nos vies amoureuses. Mais le veut-on réellement ?

Sur un plan purement légal, Merav Griguer rappelle l'adoption en 2024 par le Parlement européen de l'IA Act, qui prévoit des amendes jusqu'à 35 millions d'euros et 7% du chiffre d'affaires annuel et qui suscite des inquiétudes au sein des grandes entreprises concernées. Ce texte suffira-t-il à insuffler une éthique ? « Personnellement, cela me paraît impossible. Il faut toujours tenter de réguler, mais c'est un vœu pieu » avance-t-elle. Hubert Étienne est lui, encore plus tranché sur la question. « Il y a plein de métiers que j'aimerais voir disparaître, liés à la bureaucratie, et qu'on n'ait plus de déclaration d'impôts à faire, que tout

soit automatisé. Mais je ne suis pas en train de dire qu'il faut virer tous les fonctionnaires » ajoute-t-il, supposant que certains métiers pourraient être réorientés vers d'autres tâches avec davantage de sens pour les êtres humains qui les exercent.

« Il faut débiaiser les hommes parce que ce sont eux qui communiquent leurs biais »

Hubert Étienne

Car c'est aussi là l'un des bénéfices de l'IA, qui pourrait remplacer les humains seulement dans les métiers sans épanouissement, répétitifs et laborieux. C'est l'argument qu'avance Sam Altman, directeur général d'OpenAI. Hubert Etienne prend pour exemple les modérateurs de contenu, employés pour un demi-dollar par heure dans des pays du tiers-monde pour trier les contenus publiés sur les réseaux sociaux et supprimer ceux où il y a de la violence, de la pornographie et de la haine, avec tous les traumatismes que ces métiers engendrent. « Ça, c'est tout le travail laborieux de l'IA » dénonce-t-il. En pratique, les États précurseurs en matière d'IA n'en ont pas tous la même utilité, ni la même vision. Du côté des États-Unis, on pense, comme le rappelle Sébastien Imbert, à « une innovation maximum pour des rentabilités économiques maximum avec une régulation minimum », alors qu'en Chine, l'IA est utilisée comme outil de « surveillance sociétale maximale ». D'où l'importance d'une instance de régulation qui fasse consensus. L'ONU ? Merav Griguer et Sébastien Imbert n'en sont pas convaincus. Une nouvelle organisation semblable



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube



à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble plus appropriée.

Reste que derrière ces intelligences artificielles, que l'on imagine atteindre très prochainement une singularité les rendant autonomes, il ne faut pas oublier à quel point elles sont biaisées car produites par une intelligence humaine et donc, par nature, subjective. Comme l'explique Hubert Etienne à propos du machine learning, technique utilisée pour apprendre aux IA à partir de données qu'on leur verse, comme des images, des vidéos, du texte : « Si j'entraîne mon IA à reconnaître des formes et que, dans ma base de données d'entraînement, j'ai 70% de chaises et 30% de tables, elle sera meilleure pour reconnaître les chaises parce qu'elle en aura vu beaucoup plus. Ça dépend de la diversité des éléments que je vais avoir, également, si tout est pareil, ça va être un peu compliqué de détecter des choses un peu novatrices, des chaises un peu design, par exemple. On est dans les biais d'observation, statistiques et algorithmiques. » Mais comment éviter que ces biais ne se produisent aussi sur des thématiques raciales et sexistes comme une classification par l'IA des personnes de couleurs, ou selon leur sexe, à des fins immorales et discriminantes ? Hubert Etienne conclut : « Il faut aussi débiaiser les hommes parce que ce sont les hommes qui communiquent leurs biais. » Preuve que l'IA n'a pas encore tout à fait gagné la partie.

LE QATAR : LES GRANDES AMBITIONS D'UN PETIT ÉTAT

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, Salle Or



Emmanuel Dupuy, Nidal Shoukeir et Kader Abderrahim

C'est un tout petit État par sa superficie (11 500 km²), par son nombre d'habitants (2 millions), mais grand par son Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 88 000 dollars, le plaçant parmi les 10 pays les plus riches du monde, et grand aussi par son influence considérable sur la scène internationale. Mais la réussite du Qatar irrite. D'abord ses voisins, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Fort de ses 1 000 milliards de dollars d'actifs dans les banques qataris, de ses 900 milliards de m³ de gaz qui lui assurent une sécurité énergétique pour les 150 prochaines années, le Qatar est aussi un pays avec un taux d'alphabétisation de 95%, bien supérieur au 68% des autres pays membres du Conseil de Coopération du Golfe. À ce titre, bon nombre de prestigieuses universités mondiales ont créé des campus à Doha, capitale du pays, dont Georgetown, Cornell, le King's College de Londres et HEC. Le Qatar s'est aussi imposé dans une forme nouvelle de prosélytisme religieux appelé l'Islam politique. Ensuite,

« On avait la sensation que ce petit trublion n'avait pas sa place dans la cour des grands »

Kader Abderrahim

il y a la puissance médiatique du pays dont la chaîne de télévision Al Jazeera résonne dans tout le monde arabe avec ses 25 millions de téléspectateurs par jour, sans oublier BeIn Sports, fleuron de la retransmission d'événements spor-

ANIMATION

Emmanuel Dupuy, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe

INTERVENANTS

Kader Abderrahim, Directeur de recherches, Institut Prospective et Sécurité en Europe et maître de conférences, Sciences Po

Lama Fakhri, Enseignante-chercheuse à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

Nidal Shoukeir, Journaliste, Consultant en communication gouvernementale



tifs dont ils sont, là encore, d'importants contributeurs financiers via la Qatar Fondation.

« Depuis leur insertion sur la scène internationale, on avait la sensation que ce petit trublion n'avait pas sa place dans la cour des grands » explique Kader Abderrahim, directeur de recherches à l'Institut Prospective et Sécurité en Europe et maître de conférences à Sciences Po. Il faut dire que tout s'est fait dans un coup d'État, le 27 juin 1995, lors de la prise de pouvoir forcée d'Hamad ben Khalifa Al Thani sur son père l'émir Khalifa ben Hamad Al Thani, alors en visite à Genève. Depuis, le Qatar a mis en place une stratégie diplomatique d'une puissance sans précédent qui porte ses fruits, et qui a abouti à l'organisation de la Coupe du monde de football de 2022 sur son territoire. En même temps que le Qatar met en œuvre sa diplomatie, il l'accompagne d'un processus très nouveau pour un pays du Sud, l'autonomie stratégique. « Il met en œuvre des idées nouvelles dans une région du monde où l'on se contentait jusqu'à présent de se placer sous le parapluie protecteur américain

et britannique, estime Kader Abderrahim. Le Qatar envisage une nouvelle manière de concevoir les relations internationales, on l'observe depuis le début de la guerre en Ukraine ». Le Qatar, avait, selon lui, anticipé ce que nous vivons aujourd'hui, à savoir une perte d'influence de la France et de l'Occident sur la scène internationale, et l'émergence d'un islam politique dans les sociétés arabes. Cette clairvoyance a fait de ce pays le médiateur dans de nombreux conflits dont la guerre entre Israël et le Hamas, alors même qu'il a abrité des dirigeants islamistes, allant jusqu'à donner un financement conséquent à des organisations terroristes. « Lorsque le Qatar fait médiation à propos de l'emprisonnement des infirmières bulgares en Lybie, c'est la France qui demande aux qataris s'ils peuvent intervenir, et ils obtiennent la libération des infirmières. Cela a marqué dans l'esprit français et européen l'entrée sur la scène internationale d'un Qatar médiateur. » Des médiations qui se sont ensuite multipliées notamment en Afghanistan, en Lybie et au Tchad. Son projet lui donne une influence qui dépasse ses capacités en

**« Le Qatar accueille
les islamistes, le Hamas,
et la base militaire
américaine extérieure
la plus grande au monde »**

Lama Fakhri

termes de ressources de gaz et de pétrole. Même en juin 2017, lorsque le Qatar est évincé du Conseil de Coopération du Golfe alors qu'il dépend à 95 % de ses pays voisins pour l'importation de denrées alimentaires, il finit par obtenir sa réintégration grâce à une médiation du Koweït.

Lama Fakhri, enseignante-chercheuse à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth dénombre trois stratégies diploma-



Nidal Shoukeir

tiques du Qatar depuis le coup d'État de 1995. D'abord des alliances avec les grandes puissances, dont les États-Unis, de bon augure pour un pays qui souffre de faiblesses structurelles qui sont autant de risque pour sa souveraineté. Ensuite, le hedging, terme emprunté au lexique de la finance mais qui, en relation internationale, désigne le fait d'entretenir de bonnes relations avec des acteurs opposés pour minimiser les risques. « Le pays accueille la base militaire américaine extérieure la plus grande au monde, mais en même temps accueille les islamistes, les talibans et le Hamas » indique Lama Fakih. Ensuite, le déploiement d'une diplomatie de niche qui consiste à privilégier des champs d'actions bien déterminés pour générer de gros rendements et obtenir une large reconnaissance internationale. « Ce qui pousse le Qatar à endosser ce rôle de médiateur, c'est l'obsession de se forger

une image de marque, d'apparaître comme un faiseur de paix pour obtenir un certain prestige, ajoute-t-elle. Le Qatar parle aussi de vertus religieuses en faisant référence à certains versets coraniques d'appel à la paix et à la réconciliation, on retrouve cela



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

jusqu'à dans sa Constitution : œuvrer pour la paix et la résolution pacifique des conflits. »

Nidal Shoukeir, journaliste, consultant en communication gouvernementale, a étudié pendant plusieurs années l'image du Qatar et les raisons pour lesquelles ce pays y était autant attaché. « Cela va bien au-delà d'un simple outil de communication, c'est un élément fondamental dans son Adn. Il y a deux raisons à cela, la première étant que le Qatar est enclavé entre deux rivaux, l'Arabie Saoudite et l'Iran, très puissants, et qui ont vu d'un mauvais œil le coup d'État de 1995 explique-t-il. Ce besoin de trouver des alliés au-delà du Moyen-Orient a aussi été décuplé après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990. Cela a marqué le pouvoir en place qui s'est senti menacé. »

« Le Qatar est enclavé entre deux rivaux, l'Arabie Saoudite et l'Iran, très puissants, et qui ont vu d'un mauvais œil le coup d'État de 1995 »

Nidal Shoukeir

Désormais, sa position centrale sur la scène internationale ne fait plus aucun doute, cela malgré les nombreuses contradictions que le pays ne parvient toujours pas à gommer sur son territoire, favorisées par un modèle de société archaïque fondé sur l'idéologie de l'origine. Un système qui classe les groupes ethniques et les familles selon des « qualités généalogiques » afin de les intégrer dans la hiérarchie sociale, supprimant ainsi toute perspective d'échelle sociale. Malgré cela, le Qatar a démontré que même des petits États pouvaient jouer un rôle dans le monde, et s'est assuré une place de premier ordre aux côtés des grandes puissances mondiales.

QUELS CHEMINS PREND L'AFRIQUE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, salle Nacre



Niagalé Bagayoko, Abdelhak Bassou, Medhane Tadesse Gebresilassie et Yvan Guichaoua

© Faïssal Zaoui

Quand on se penche sur l'Indice Normandie qui mesure la vulnérabilité de la paix dans le monde, les résultats sont sans appel. En étudiant le niveau de conflictualité dans 138 pays du monde selon onze niveaux de menace (dont le changement climatique, la cybersécurité, le processus démocratique, le terrorisme et les conflits violents), on s'aperçoit qu'un grand nombre de pays africains figurent parmi les pays les plus hostiles : le Mali, l'Irak, le Soudan du Sud, le Yémen, la Somalie, la République Démocratique du Congo, le Tchad, la République Centrafricaine...

Ces pays, en proie à des bouleversements radicaux, coups d'États, crises sanitaires et institutionnelles, ont récemment opté pour un rejet de leurs partenaires occidentaux traditionnels, au profit de nouvelles alliances avec la Russie et la Chine. Mais d'autres alliances au sein du continent africain sont aussi remises en question, à commencer par celles entre le Maghreb et l'Afrique sahélienne, comme l'explique

« Quand on sanctionne un régime, ce n'est pas le président de ce régime qui en souffre, mais la population »

Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou, chercheur au Policy Center for the New South. D'après lui, d'une part l'Union du Maghreb arabe, une organisation économique et politique créée en 1989 réunissant l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, est entrée dans un coma profond, et cela malgré la récente nomination d'un nouveau secrétaire général. D'autre part, le G5 Sahel regroupant la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad est totalement remis en question depuis la détérioration des relations entre ces pays. « Ces deux entités nous ont bercé dans l'espoir de voir se constituer cet espace géopoliti-

ANIMATION

Niagalé Bagayoko, Présidente de l'African Security Sector Network

INTERVENANTS

Abdelhak Bassou, Chercheur au Policy Center for the New South

Yvan Guichaoua, Chercheur indépendant en analyse des conflits, spécialiste du Sahel

Medhane Tadesse Gebresilassie, Chercheur invité à l'Institut des Mondes Africains (IMAF)

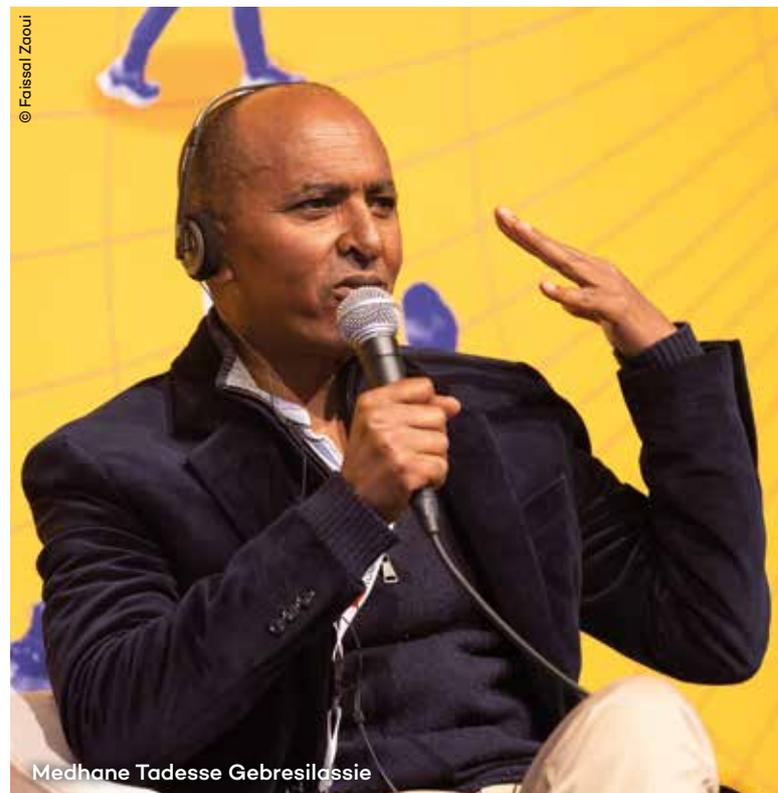
tique stratégique du Maghreb sahélien. Mais elles n'existent plus » regrette Abdelhak Bassou. Entre le Maroc et l'Algérie les liens diplomatiques sont totalement rompus, si bien qu'aucun de ces pays ne se voit un avenir au sein d'une alliance entre pays du Maghreb. Alors, les regards se tournent ailleurs : le Maroc s'intéresse désormais davantage à sa dimension atlantique que maghrébine. « Le Roi a lancé l'initiative d'une Afrique atlantique, une recherche de coopération entre 23 pays qui s'étend de l'Afrique du sud au Maroc. » Une autre initiative marocaine va dans ce sens dont l'objectif serait de désenclaver les pays du Sahel. Une ambition qui interroge sur les motivations du Maroc à s'intéresser à ces pays dirigés par des juntes militaires. Abdelhak Bassou précise cependant que ces coopérations envisagées par le Maroc visent davantage les populations que les régimes en place. « Quand on sanctionne un régime, ce n'est pas le président de ce régime qui en souffre, mais la population. Donc la philosophie du Maroc c'est d'avoir ces initiatives à l'égard de ces peuples quel que soit le régime. »

Si l'Algérie de son côté cherche à renouer des liens avec le Niger, dans l'ensemble, les pays du Maghreb regardent ailleurs. La Libye et la Tunisie ont été déstabilisées par le Printemps arabe. Reste la Mauritanie qui jongle entre le Maroc et l'Algérie, selon une tradition de « neutralité positive ».

Du côté du Sahel, s'est constituée la Confédération des États du Sahel

(CES), annonçant par la même occasion la sortie de ces pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). D'autres pays de l'ouest envisagent de rejoindre aussi la CES, comme le Bénin, la Guinée ou le Tchad. Depuis que des coups d'État ont eu lieu au Sahel, les liens avec la France se sont rompus, et on assiste à l'émergence d'une nouvelle influence russe. « Le Mali est soutenu par les Russes et combat les rebelles au nord, lesquels sont soutenus par l'Algérie. Cela devient très nébuleux » explique Abdelhak Bassou.

Du côté de la Corne de l'Afrique, la situation est très différente. La violence y est régionale, nationale, et internationale. Mais comment évaluer cette violence alors que des génocides dans cette région sont relativement passés sous silence en Occident. « Près d'un million de personnes qui ont été tuées en deux ans au nord de l'Éthiopie et au Soudan, et on n'en parle pas, alors que l'Ukraine et Gaza font la Une des journaux, constate Medhane Tadesse



Medhane Tadesse Gebresilassie



Niagalé Bagayoko, Abdelhak Bassou, et Yvan Guichaoua

Gebresilassie, chercheur invité à l'Institut des Mondes Africains (IMAF). Cela montre les relations de pouvoirs dans le monde, où quelques vies sont plus importantes que des millions d'autres. Les plus grandes crises humanitaires sont ici, en Afrique. » Medhane Tadesse Gebresilassie anticipe une future contestation des frontières dans cette

« L'État soudanais a eu des milices, maintenant ce sont les milices qui ont un État »

Medhane Tadesse Gebresilassie

région, où des nations pourraient probablement se construire. « Le Soudan n'a plus de gouvernement. L'État a eu des milices, maintenant ce sont les milices qui ont un État, et tout cela avec l'aide des européens. » Yvan Guichaoua, chercheur indépendant en analyse des



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

conflits, spécialiste du Sahel, parle lui d'une fatigue démocratique. Un recul des aspirations démocratiques sur le continent africain est constaté depuis longtemps à travers des sondages d'opinion. Mais cette remise en question ne suffit pas à

tout expliquer. « Il ne faut pas parler de recul démocratique mais de système démocratique qui n'ont jamais atteint un niveau de consolidation satisfaisant. Le problème n'est pas la démocratie, mais la démocratie incomplète qui a été acceptée aussi par les occidentaux. Au Sahel, se sont mis en place des démocraties molles, peu exigeantes et verrouillées. C'est l'échec d'une démocratie qui n'en a que le nom ».

De plus, la prise de pouvoir des militaires ne serait pas nécessairement une conséquence automatique de cette fatigue démocratique. Le continent africain a montré qu'il était possible de se réformer sans passer par le coup d'État, qui est un processus politique particulier né d'une combinaison de plusieurs facteurs dont « l'encodage du mécontentement social. Au Sahel, le mécontentement vis-à-vis des élites a aussi été monté en épingle de l'extérieur, par les Russes notamment » explique Yvan Guichaoua, qui évoque aussi le Kenya ou le Nigeria où la contestation a été menée par la jeunesse, opposée aux lois fiscales et aux violences policières. Pour le chercheur, une chose est sûre : ce ne sont pas les occidentaux qui apporteront une solution aux crises que traversent le Sahel, le Maghreb et la Corne de l'Afrique. « Cette démocratie molle et peu exigeante dont nous parlions est le produit des occidentaux. Ils sont devenus inaudibles du fait de leur passé dans la région. » Les seules possibilités devront venir de la société civile.

OÙ EN EST LA MENACE TERRORISTE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, salle Azur



Patrick Zimmermann, Marie-Christine Dupuis-Danon, Didier Le Bret, Christine Dugoin Clément et Alexandre Malafaye

Deux avions qui percutent le World Trade Center, un troisième sur le Pentagone, un quatrième qui rate son coup sur la Maison Blanche, 3000 morts en quelques heures... Le 11 septembre 2001 a marqué un vrai tournant dans l'histoire du terrorisme international, débouchant sur un conflit en Afghanistan et une intervention américaine en Irak. Ces événements ont favorisé la création de Daech, en réaction à ce que Ben Laden nommait déjà « l'impérialisme américain ».

S'il a plusieurs visages et motivations (islamique, anarchiste, ethnique, cyberterroriste et bioterroriste), le terrorisme, en revanche, vise systématiquement des civils et des innocents. Il représente 85% des victimes de conflits dans le monde. Mais, comme le rappelle Alexandre Malafaye, président fondateur de Synopia, selon le côté de l'Histoire où l'on se trouve, les terroristes peuvent être appelés des résistants. « N'oublions pas que les nazis, s'ils sont considérés comme malfaisants aujourd'hui, considéraient eux-mêmes les Résistants français comme des terro-

ristes pendant la guerre. Les mots ont toujours un sens. » Patrick Zimmermann, amiral, dirigeant de Westwind Strategies, ancien sous-directeur de la Direction du renseignement militaire, revient sur les origines du mot terrorisme, dérivé de la terreur. C'est aussi le nom donné à la période de la Révolution française s'étendant de 1793 à 1794 sous l'influence de Robespierre dont Patrick Zimmermann cite cette phrase : « La vertu, sans laquelle la terreur est funeste ; la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante », avant d'ajouter : « Cette citation de Robespierre mène à mélanger deux choses antinomiques, la vertu et la terreur, ce que l'on a retrouvé dans l'Histoire du communisme comme du salafisme. »

Quelques chiffres pour faire un état des lieux du terrorisme dans le monde. En 2023, il a fait 8300 victimes, soit une augmentation de 22% par rapport à 2022 mais une diminution du nombre d'attentats, devenus plus meurtriers. Ensuite, trente pays du monde ont été soumis à une attaque, et 90% d'entre eux sont des pays en crise situés dans

ANIMATION

Alexandre Malafaye, Président fondateur de Synopia

INTERVENANTS

Marie-Christine Dupuis-Danon, PDG du cabinet de conseil C3COM, spécialiste internationalement reconnue sur les questions de gouvernance financière et de finance criminelle

Christine Dugoin Clément, Chercheuse à la chaire «Risques» de l'IAE Paris-Sorbonne et à l'Observatoire de l'intelligence artificielle de Paris-Panthéon-Sorbonne

Didier Le Bret, Ambassadeur, Directeur de l'Académie diplomatique et consulaire du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Patrick Zimmermann, Amiral, Dirigeant de Westwind Strategies, ancien sous-directeur de la Direction du renseignement militaire

des zones de conflits. En Occident, 23 attentats ont été commis dont sept aux États-Unis, et cinq par l'extrême droite. Patrick Zimmermann insiste sur ce point : « Le terrorisme n'a pas de frontière idéologique, c'est toujours la haine de l'autre qui prévaut. »

« La technologie n'est pas mauvaise en soi, tout dépend de l'usage que l'on en fait »

Christine Dugoin Clément

Une haine de l'autre qui se nourrit des réseaux sociaux. Christine Dugoin Clément, chercheuse à la chaire « Risques » de l'IAE Paris-Sorbonne et à l'Observatoire de l'intelligence artificielle de Paris-Panthéon-Sorbonne connaît bien ce domaine, et tempère la méfiance que l'on pourrait avoir vis-à-vis de ces réseaux sociaux. « La technologie n'est pas mauvaise en soi. Tout comme un marteau que l'on peut utiliser pour taper sur quelqu'un ou pour monter une étagère, tout dépend de l'usage que l'on en



fait, mortifère ou humaniste. » Il est vrai que l'État islamique a favorisé une radicalisation très importante via les canaux numériques, aussi faut-il éviter de tomber dans cet écueil et ne pas prêter attention aux canaux traditionnels de recrutement. Cependant, la force des réseaux sociaux réside dans leur vitesse de propagation et leur capacité à diffuser un contenu émotionnel pour engendrer des réactions directes, sans réflexion. L'objectif est clair : « se renforcer, grossir ses rangs, affaiblir ses adversaires en nourrissant des débats clivants. » Christine Dugoin Clément note aussi l'habileté avec laquelle ces groupes terroristes ont pris en main ces nouvelles technologies en s'inspirant des codes des médias traditionnels et des grandes entreprises de la tech. L'arrivée de l'intelligence artificielle, dont les coûts de production ont considérablement diminué, va accroître dans les années à venir la création de textes sur mesure et d'images contrefaites.

Mais derrière l'idéologie se cache aussi un autre enjeu d'ordre financier.

Marie-Christine Dupuis-Danon, PDG du cabinet de conseil C3COM, a étudié la question : à quoi sert l'argent dans une organisation terroriste ? « L'argent achète deux choses : de la puissance pour s'ancre dans un



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

territoire, avoir une armée, l'entretenir et acheter des armes, et de l'influence pour disséminer son idéologie, recruter, et parvenir à planter dans les esprits une graine pour rallier des individus à sa cause. » Car, dans les faits, un attentat ne coûte pas cher. Le plus onéreux de l'Histoire contemporaine étant celui du 11 septembre, estimé à 500 000 dollars. Une petite somme à l'échelle des flux financiers internationaux. À titre de comparaison, les attentats de Charlie Hebdo ont coûté à l'État islamique 25 000 euros, ceux du 13 novembre au Bataclan environ 80 000 euros, et celui contre l'enseignant Samuel Paty... le prix d'un couteau de cuisine.

« Le Hezbollah est très impliqué dans le trafic de cocaïne avec des partenaires latino-américains »

Marie-Christine Dupuis-Danon

Ces groupes terroristes disposent de trois sources de revenus : l'investissement dans des entreprises légales comme des sociétés agricoles, ou en créant des bureaux de change. Ensuite, vient le commerce illégal de stupéfiants, « le Hezbollah est très impliqué dans le trafic de cocaïne avec des partenaires latino-américains », mais aussi par le blanchiment d'argent, la traite de personnes et le trafic d'organes et d'antiquités. En dernier recours, la captation des ressources disponibles sur les territoires contrôlés ainsi que les dons. « On sait que l'État islamique a un système d'aumône obligatoire qui impose à ses fidèles de reverser 2,5 % de leurs revenus pour la cause. » Mis bout à bout, les moyens financiers obtenus sont astronomiques. En face, quels moyens a-t-on pour lutter contre ces groupes ter-



roristes ? Didier Le Bret, ambassadeur, directeur de l'Académie diplomatique et consulaire du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a été coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme de juin 2015 à août 2016. Une période particulièrement difficile sur le territoire français. « On s'est efforcé de faire face à quelque chose qui était comme un tsunami » se remémore-t-il. Si le climat est moins tendu désormais, c'est aussi parce que des moyens supplémentaires ont été alloués aux services de lutte antiterroriste. En 2024, par exemple, plusieurs attentats ont été déjoués sans que cela ne soit évoqué dans la presse. Pour améliorer leur capacité d'action, les six services de renseignement français, composés autour de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) et la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE), ont appris à mutualiser leurs moyens. « Jusqu'à présent, chacun agissait dans son champ de compétence. Là il y avait un objectif commun, il a fallu que l'État donne plus de moyens, financiers, humains, mais aussi légaux. » Car c'est bien là que réside l'une des grandes problématiques de la lutte antiterroriste qui consiste à ne pas jouer avec les armes de l'ennemi pour ne pas renoncer à notre système démocratique. « Quand on cherche des moyens pour être plus efficace, on peut vite porter atteintes aux libertés individuelles. La lutte contre le terrorisme est toujours une question d'équilibre. »

COMMENT SAUVER LA DÉMOCRATIE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, Auditorium



Xavier Chemisseur, Laure Mandeville et Raphaël Culliford

Au milieu du XIX^e siècle, Alexis de Tocqueville, penseur de la démocratie, Normand, ancien ministre de l'Europe et des Affaires étrangères français, effectue un voyage aux États-Unis et publie un texte, *De la démocratie en Amérique*, en deux tomes (1835 et 1840). De ce texte va naître un héritage et la construction d'un modèle de démocratie libérale. Mais plus de 180 ans plus tard, que reste-t-il de ce modèle, essoufflé et menacé par les idées populistes ? L'invasion de l'Ukraine par la Russie l'a montré : tout peut s'effondrer très vite. Est-ce aux démocraties occidentales que Vladimir Poutine a souhaité s'attaquer ? Pour Ekaterina Kotrikadze, directrice des informations et présentatrice à TV Rain, cela ne fait aucun doute. « Nous sommes à un moment charnière où l'Occident doit se montrer fort et prouver son efficacité. »

Mais au-delà de l'exemple de la Russie, cette recrudescence d'idées populistes, ces crises politiques et les multiples ingérences ont profondément déstabilisé

les fondements démocratiques à travers le monde. Laure Mandeville, grand reporter au Figaro et co-fondatrice des « Conversations Tocqueville » évoque une conjonction ultra problématique d'un Occident aux prises avec des remous à l'intérieur de ses frontières mais aussi à l'extérieur, où « des ouragans géopolitiques lui foncent dessus nés d'alliances d'États néo totalitaires comme la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. » Ce malaise populiste dans nos sociétés est bien antérieur à l'élection – et la réélection – de Donald Trump aux États-Unis. D'après Laure Mandeville, il remonterait aux

ANIMATION

Xavier Chemisseur, Rédacteur en chef
FRANCE 24

INTERVENANTS

Raphaël Culliford, Délégué général
de l'association Parlons Démocratie

Laure Mandeville, Grand reporter au Figaro
et co-fondatrice des « Conversations
Tocqueville »

Ekaterina Kotrikadze, Directrice des
informations et présentatrice à TV Rain

années 60. « Nietzsche disait Dieu est mort ». Et en effet, depuis les années 60, la disparition de la transcendance religieuse comme socle d'équilibre des sociétés occidentales modelées par l'Antiquité greco-romaine et le siècle des Lumières, les ont considérablement désorientées. »

Ensuite, effectivement, l'élection de Donald Trump a marqué un tournant. Bon nombre d'observateurs, obnubilés par sa personnalité extravagante, en ont oublié la vague qu'il entraînait derrière lui de partisans révoltés et radicalisés. Le point culminant étant l'envahissement du Capitole le 6 janvier 2021 pour protester contre sa défaite aux élections face à Joe Biden. « Quand Joe Biden est arrivé, il a voulu apaiser ce brasier. Mais le trumpisme n'est pas le seul élément politique déstabilisateur, il y en a d'autres aussi sur le flanc gauche de l'échiquier politique qui aggravent la fracture de cette société. Il y a désormais deux camps qui ne se parlent plus, alors que la base de la démocratie, c'est l'art de la conversation contradictoire » explique Laure Mandeville.

De son côté, Vladimir Poutine se délecte de la situation, et en a même rajouté une couche en septembre 2024, annonçant soutenir la candidature de la démocrate Kamala Harris, brouillant les pistes et rendant d'autant plus illisible ces élections. « Quand on voit comment la propagande russe se propage en dehors du pays, on voit qu'elle n'est pas si efficace qu'elle n'y paraît, en tout cas, moins efficace qu'à l'intérieur du pays » explique Ekaterina Kotrikadze. Les audiences de son média, TV Rain, sont un motif d'espoir pour elle avec 65 % d'entre elles réalisées en Russie, alors même que le Kremlin tente d'éloigner la population des débats politiques et des actualités, en se plaçant au-dessus de la mêlée et en prenant une posture paradoxalement rassurante. À l'extérieur, si ce n'est une propagande efficace, c'est un sentiment de peur que le

Kremlin parvient à distiller, notamment en brandissant la menace nucléaire. « Et personne ne sait jusqu'où il est prêt à aller. Il faut considérer cela très sérieusement. »

Laure Mandeville partage cette inquiétude, mais tempère sur la puissance du pouvoir de Vladimir Poutine, beaucoup plus faible que ne le pense l'Occident. Au-delà des forces en présence, quelles sont les armes de l'Occident pour lutter et préserver cette démocratie libérale, socle de son identité ? Raphaël Culliford, délégué général de l'association Parlons Démocratie, n'a pas la prétention de sauver la démocratie, mais revient sur le problème moral posé par la démocratie et ses ingérences. Selon lui, la démocratie est une idée simple qui peut être fragilisée de plusieurs façons.

« La base de la démocratie, c'est l'art de la conversation contradictoire »

Laure Mandeville

D'abord, quand un pays non démocratique parvient à atteindre une prospérité, on peut s'interroger sur l'efficacité de la démocratie. Ensuite, l'un des critères fondamentaux d'une démocratie qui fonctionne est l'éducation publique et obligatoire. « Force est de constater que ces promesses sont imparfaites. Si on veut résister à l'ingérence sur la désinformation ou au clivage identitaire, la connaissance permet de le faire. Mais comment ? On dispose en France d'hommes et de femmes dont c'est le travail de faire vivre la démocratie, les juges, les parlementaires, etc. » Via son association Parlons Démocratie, une rencontre a par exemple été organi-

sée dans un quartier de Saint Denis (93) avec le procureur de la République François Molins. « La première question qui lui a été posée, c'est : « La justice est-elle raciste ? ». C'était aussi direct que ça. Là, quand on affronte les choses aussi brutalement, on crée une rencontre. On a en France des gens près à ça. C'est comme cela que vit la démocratie » explique-t-il.

Car s'il y a bien un sentiment qui écorche cette démocratie, c'est celui de l'inégalité. Ainsi, ne faut-il pas s'attaquer à l'économie, à la société en profondeur, avant de penser à la démocratie ? Laure Mandeville rappelle les préoccupations d'Alexis de Tocqueville à propos de la création, par le système

**« Ce que signifie
l'autocratie, moi je le sais,
j'ai perdu mes droits,
ma maison, mon métier
et j'ai dû fuir mon pays »**

Ekaterina Kotrikadze

démocratique, d'une classe, une élite, qui déposséderait petit à petit, même inconsciemment, le peuple du pouvoir en l'en éloignant. « Il faut que les démocraties se réforment reprend Ekaterina Kotrikadze. Les autocraties sont un peu comme ces mauvais garçons au lycée dont les filles s'éprennent car ils sont plus attirants, alors qu'en face, les bons élèves, comme les démocraties, semblent ennuyeuses. J'ai la conviction que la démocratie doit devenir plus attirante. Parce que



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube



pour ceux qui ne savent pas ce que signifie l'autocratie, moi je le sais, j'ai perdu mes droits, ma maison, mon métier et j'ai dû fuir mon pays » a-t-elle conclu, ajoutant que l'une des solutions pour promouvoir la démocratie serait d'après elle, de travailler avec la jeunesse sur ces sujets via Instagram ou Tik Tok.

La démocratie participative serait peut-être une solution pour restreindre ce sentiment d'impuissance et de défiance des populations vis-à-vis des élections. « Mais la démocratie est une valeur qu'on s'efforce d'atteindre mais qu'on n'atteint jamais totalement, rappelle Raphaël Culliford. Pierre Ronsavallon, le sociologue, parle de deux légitimités : celle du mandat électoral, et celle sociologique qui consiste à dire « est-ce qu'on est pas mieux placé pour représenter les bouchers quand on est bouchers ? ». Mais ces deux légitimités sont-elles compatibles ? « Si on veut traiter ces problèmes, il faut s'interroger sur cette machine démocratique et ses rouages, et la manière dont elle pourrait se rapprocher de l'intérêt général. »



SÉQUENCES JEUNESSE

IDENTIFIER ET LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION

Page 83

QUELLE PLACE POUR LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX ?

Page 85

DAD'S LULLABY L'ILLUSION DE L'ABONDANCE PROJECTIONS

Page 87

DÉCRYPTER LE MONDE AVEC PASCAL BONIFACE ET MR GEOPOLITIX

Page 88

RÉCONCILIER ET COMMÉMORER : LA JEUNESSE FACE AU DEVOIR DE MÉMOIRE

Page 90



SÉQUENCES JEUNESSE (SUITE)

**LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE
FACE À L'INTERDÉPENDANCE DES DROITS : DÉFI GLOBAL**
Page 92

LES SOCIÉTÉS FACE AUX NOUVELLES VIOLENCES
Page 94

**RECONNAÎTRE SES RESPONSABILITÉS POUR
CONSTRUIRE LA PAIX**
Page 96

**LE GÉNOCIDÉ, PROCÈS SIMULÉ DEVANT LA COUR
PÉNALE INTERNATIONALE**
Page 98

IDENTIFIER ET LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION

Jeudi 26 septembre, 10h30-12h, salle Or



Anna Beitane, Cécile Dolbeau-Bandin, Virginie Bagneux, Stefano Braghioli et Maili Vilson

Depuis quelques décennies, nous sommes quotidiennement impactés par les technologies numériques, les réseaux sociaux, et plus récemment, l'intelligence artificielle. Si ces nouveaux outils ont considérablement changé nos vies et amélioré nos moyens de communiquer, ils sont aussi à l'origine de *fake news*, ces fausses informations qui polluent l'espace public. Pour exemple, Anna Beitane, cheffe de projets d'apprentissage en ligne et de formation continue au Johan Skytte Institute of Political Studies de l'Université de Tartu, rappelle cette page internet clonée sur celle du journal belge *Le Soir*, titrant « Macron, candidat préféré de l'Arabie Saoudite à la présidentielle » en 2017. Ce site, qui présente esthétiquement toutes les caractéristiques pour être crédible, avait notamment été partagé sur les réseaux sociaux par Marion Maréchal-Le Pen, femme politique encartée à l'époque au Front National.

Ces *fake news* « impactent la façon dont nous interagissons entre êtres humains, explique Cécile Dolbeau-Bandin, enseignante-chercheuse à l'IUT Grand Ouest Normandie et chercheuse au CERREV (Centre de Recherche Risques & Vulnérabilités) à l'université de Caen. Nous sommes victimes d'infobésité, une surcharge informationnelle qui rend difficile de faire le tri ». L'enseignante distingue deux types de *fake news*, à savoir la

ANIMATION

Anna Beitane, Cheffe de projets d'apprentissage en ligne et de formation continue au Johan Skytte Institute of Political Studies de l'Université de Tartu

INTERVENANTS

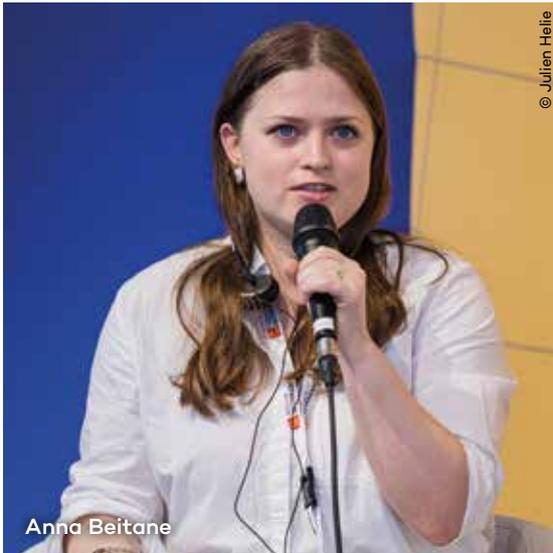
Virginie Bagneux, Enseignant-chercheur en Psychologie Sociale à l'Université de Caen en psychologie sociale à l'Université de Caen-Normandie

Stefano Braghioli, Professeur d'études européennes au Johan Skytte Institute of Political Studies de l'Université de Tartu

Cécile Dolbeau-Bandin, Enseignant-chercheur à l'IUT Grand Ouest Normandie et chercheuse au CERREV (Centre de Recherche Risques & Vulnérabilités) à l'Université de Caen

Maili Vilson, Directrice adjointe des affaires académiques à l'Institut d'études politiques Johan Skytte de l'Université de Tartu

mésinformation, soit une fausse information sans une volonté de nuire, et la désinformation, soit une information fallacieuse ou tronquée dans le but de manipuler autrui. « L'objectif principal est de diviser les sociétés démocratiques dans des moments à fort enjeu comme lors de la guerre en Ukraine ou pour l'élection de Donald Trump aux États-Unis. » Avec, en prime, l'apport de l'intelligence artificielle ces dernières années qui a décuplé le réalisme avec lequel certaines images peuvent nous tromper, dont notamment les *deepfakes*, ces vidéos et photos truquées qui circulent sur les réseaux sociaux. La photo du pape François en



parka blanche façon rappeur, qui a fait le buzz début 2023 en est l'exemple parfait. « Si elles peuvent parfois faire rire, il ne faut pas négliger l'enjeu démocratique qui en découle. Cela nécessite une formation, très tôt, pour forger son esprit critique, et savoir ce que sont qu'une source et une information vérifiée. »

Virginie Bagneux, enseignante-chercheuse en psychologie sociale à l'université de Caen-Normandie, évoque la zététique comme outil permettant de distinguer une vraie information d'une fausse, inventée dans les années 1980 par Henri Broch et qu'il défend dans son livre *L'art du doute*. « L'objectif de la pensée critique telle qu'il la conçoit est de déterminer si je peux faire confiance à une information ou pas, mais en gardant à l'esprit qu'entre les deux, le doute est permis ». Deux outils de zététique sont alors présentés : l'un est un curseur de vraisemblance face à une information précise, qui part « d'absolument probable » à « pas du tout probable ». C'est à « l'informé » de faire varier ce curseur après un temps de réflexion et de recherche. « Il y a cette phrase de Carl Sagan, scientifique américain, qui est très intéressante : « Des af-



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

firmations extraordinaires nécessitent des preuves extraordinaires. » L'autre outil présenté est une échelle de niveau de preuve qui classe par degré de certitude si une information peut être considérée comme fiable ou pas. « Un témoignage n'est pas une preuve. Il n'est pas forcément faux, mais par prudence, ce n'est pas suffisant » explique-t-elle.

Loin d'être un nouveau phénomène, Stefano Braghioli, professeur d'études européennes à l'Institut d'études politiques Johan Skytte de l'Université de Tartu rappelle que la désinformation est aussi ancienne que le sont nos civilisations. Il cite l'exemple d'un hiéroglyphe égyptien qui relate les exploits guerriers du pharaon Ramsès il y a 3000 ans, la bataille de Qadesh. « Nous savons qu'il a échappé de peu à la mort. Mais de retour chez lui, il a fait réaliser cette gravure magnifique qui donne une tout autre version de l'histoire. » Cette désinformation a pour objectif minimum de créer un doute pour que le public ne soit plus capable de distinguer le vrai du faux. Sa dangerosité tient au fait qu'elle puisse circuler librement dans un environnement démocratique. Maili Vilson, directrice adjointe des affaires académiques à l'Institut d'études politiques Johan Skytte de l'Université de Tartu, note que les minorités étrangères y sont encore plus vulnérables. La barrière de la langue, une méfiance envers les médias grand public, des réseaux sociaux centrés sur leur communauté, un manque d'initiative de vérification des faits, la méconnaissance des médias du pays... Tout cela provoque une marginalisation politique.

Récemment, une photo de la chanteuse Taylor Swift avec une glace à la main, tout sourire, à côté d'un enfant africain affamé, illustre bien ce problème. Ce montage, malgré sa faible qualité d'exécution, a pour but d'augmenter la défiance de ces populations envers la société. « On voit très bien ce que cela cherche à véhiculer comme information » conclut Maili Vilson.

QUELLE PLACE POUR LES VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX ?

Jeudi 26 septembre, 10h30-12h, salle Nacre



Mikayil Tokdemir, Mélanie Lepoutier, Éric Pestel, Céleste Rouyer et Bénédicte Feuger

Dans un monde de plus en plus divisé, avec des conflits sur plusieurs pôles régionaux, s'impose un besoin de réaffirmer les valeurs de l'Union européenne comme rempart pour garantir la paix de ses États membres. Mais ces valeurs, quelles sont-elles ? Dans la salle émerge quelques notions chères aux participants : le respect, le partage, l'écoute, la liberté, la charité, l'entraide, l'excellence, la réussite et la solidarité. « Des valeurs dans lesquelles on retrouve tout

à fait l'action de l'Union européenne », indique Bénédicte Feuger, responsable du Centre EUROPE DIRECT Normandie Vire (CREAN).

Mais deux valeurs n'ont toutefois pas été citées : la démocratie et l'État de droit. « Elles sont fondamentales, car l'Union européenne, intransigeante sur ces questions, repose sur des traités qui doivent être respectés par les États membres. En cas de litige, la Cour de justice de l'Union européenne permet de statuer » ajoute-elle. Mais d'autres valeurs sont tout aussi cruciales, rappelle Céleste Rouyer, chargée de mission Europe chez Info Jeunes Normandie, comme « la liberté d'expression, ou les principes d'égalité et de dignité. L'Union européenne s'efforce de respecter ces principes sur la base des droits fondamentaux ». Mikayil Tokdemir, directeur de la Maison de l'Europe de l'Eure, mentionne une valeur supplémentaire chère à l'Union européenne, les droits de l'Homme.

ANIMATION

Mikayil Tokdemir, Directeur de la Maison de l'Europe de l'Eure

INTERVENANTS

Éric Pestel, Analyste des questions européennes, expert team Europe Direct, administrateur Association Jean Monnet et Président du Hub Culturel Européen

Céleste Rouyer, Chargée de mission Europe chez Info Jeunes Normandie

Mélanie Lepoutier, Présidente de la délégation France au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Conseillère départementale du Calvados

Bénédicte Feuger, Responsable du Centre EUROPE DIRECT Normandie Vire (CREAN)

Mais toutes ces valeurs européennes ne sont pas toujours perçues par les citoyens, qui peuvent penser que leur voix est noyée dans la masse. Pourtant, rappelle Éric Pestel, analyste des questions européennes, expert team Europe Direct, administrateur Association Jean Monnet et président du Hub Culturel Européen, la démocratie et l'État de droit sont vraiment les points fondamentaux de la création de l'idée européenne, née après la Seconde Guerre mondiale. Jean Monnet, homme politique français considéré comme l'un des pères de l'Europe, a dit que, « pour qu'il n'y ait plus de guerre, il faut amener les pays à coopé-

« Pour un intérêt général commun, il faut des positions communes »

Éric Pestel

rer entre eux », dans un souci d'égalité entre tous les pays. C'est pour cela que la voix des États membres, de Malte ou du Luxembourg par exemple, vaut autant que l'Allemagne et la France. « C'est ce qui est très important à comprendre, ajoute Éric Pestel, car dans cette notion de démocratie, il y a aussi la notion de compromis. Parfois on a l'impression que parce que les idées de la France ne sont pas reprises à 100 % on serait lésés. Mais, aussi bien au Parlement qu'au Conseil européen ou qu'au Conseil des ministres, la France s'exprime et participe, et quand tout le monde n'est pas totalement d'accord il faut avancer. Pour un intérêt général commun, il faut des positions communes. »



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

De plus, l'Union européenne a défini en 1993 les critères de Copenhague, soit l'ensemble des conditions essen-



Éric Pestel, Céleste Rouyer et Bénédicte Feuger

tielles à son intégration en tant que pays membre. Dernièrement, l'Ukraine a été accepté comme candidat, et doit donc s'engager à réformer si nécessaire son système juridique, judiciaire, etc., pour répondre à ces critères d'État de droit. Dans le cas contraire, des sanctions peuvent être prises. La Cour de justice de l'UE est déjà intervenue pour stopper des lois en Pologne qui ne respectaient pas cet État de droit. « Ces valeurs sont le ciment de la maison dans laquelle on cohabite, l'Europe. Il faut les incarner, et les porter », estime Mélanie Lepoutier, présidente de la délégation France au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, et conseillère départementale du Calvados.

Éric Pestel, rappelle cette expérience unique au monde de la Conférence pour l'avenir de l'Europe, qui s'est tenue de 2021 à 2022, et où les citoyens européens ont été appelés à se réunir via une plateforme digitale pour émettre des propositions de loi à intégrer au programme de la Commission européenne. « Ce sont pas moins de 700 000 personnes qui ont participé. Nulle part ailleurs dans le monde, il n'y a eu une consultation de la sorte. C'est aussi la force de l'Union européenne de savoir faire appel à la démocratie participative pour définir un socle de valeurs communes aux différents peuples européens ».

DAD'S LULLABY

Jeudi 26 septembre, 10h30-12h30, Auditorium

RÉALISATION **LESIA DIAK**

Serhiv, ukrainien père de trois enfants, a passé plusieurs années sur le front contre les Russes lors de la guerre du Donbass. En 2017, il rentre chez lui, sans savoir qu'il devra reprendre les armes cinq ans plus tard contre ce même ennemi. En attendant, Serhiv tente de se réinsérer, de reprendre sa vie quotidienne, non sans difficulté. C'est ce que la réalisatrice Lesia Diak a choisi de montrer dans ce documentaire poignant. Elle aussi connaît les souffrances de la guerre. Son ex-compagnon était engagé sur ce même front du Donbass. Leur histoire a pris fin à son retour, sur des incompréhensions. C'est pour tenter de comprendre ce qu'il se passe dans la tête d'un ancien combattant que Lesia Diak a suivi Serhiv pendant trois ans, fil-

mant les contours de son visage meurtri dans son appartement de Kiev. Lorsque son quatrième enfant arrive, une fille, il quitte le domicile. Les ravages du syndrome post-traumatique l'isole. Le tournage prend fin soudainement en 2019 lors de la pandémie, et Serhiv est renvoyé sur le front en 2022.



Nadiia Zinchuk, Lesia Diak et Serge Gordey

L'ILLUSION DE L'ABONDANCE

Vendredi 27 septembre, 10h30-12h30, Auditorium

RÉALISATION **ERIKA GONZÁLEZ RAMIREZ ET MATTHIEU LIETAERT**

C'est une région du monde qui suscite bon nombre de fantasme, faite de vastes étendues, de forêts verdoyantes, d'une vie sauvage à couper le souffle. Mais c'est aussi un environnement menacé, impacté par la présence de l'homme qui a tant convoité l'or, le café, le pétrole, la canne à sucre. Erika González Ramírez, spécialiste des relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine et coréalisatrice du documentaire, s'est rendue sur place pour enquêter et faire le portrait de ces femmes qui résistent, comme Maxima Acuna, une paysanne engagée contre l'entreprise d'extraction d'or Yanacocha, au Pérou. Il y a aussi Berta Cáceres, assassinée au Honduras pour avoir milité contre les projets

de mines et de barrages qui menaçaient les communautés indigènes. Au Brésil, Erika González retrouve Carolina de Moura Campos qui lutte elle aussi contre l'exploitation minière, dont l'activité a causé la mort d'environ 300 personnes et pollué la nature. Le courage et l'abnégation de ces militantes justifiait bien qu'un documentaire leur soit consacré.



Matthieu Lietaert et Erika González Ramirez

DÉCRYPTER LE MONDE AVEC PASCAL BONIFACE ET MR GEOPOLITIX

Jeudi 26 septembre, 14h-15h30, salle Or



Gildas Leprince et Pascal Boniface

Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) s'est intéressé à la géopolitique un peu par hasard. Ce n'était pas sa vocation première, lui qui s'était d'abord orienté vers des études de droit avant de se tourner vers les sciences politiques. « Aujourd'hui, on me reconnaît un sens de la pédagogie. Quand j'écris des livres, j'essaie d'alterner entre de la pédagogie pure avec des atlas, sans prétention intellectuelle mais seulement pour expliquer le monde, et des essais où je peux prendre position. Il est bien important de distinguer les deux » amorce-t-il en préambule de ce débat où les élèves étaient immédiatement invités à interroger les deux intervenants sur la façon dont ils pouvaient décrypter le monde en gardant leur libre arbitre.

Cette nouvelle génération a pris à bras-le-corps les réseaux sociaux, devenus leur premier réflexe pour s'informer via TikTok, Instagram et Youtube. Mais ces nouveaux outils sont-ils soumis aux mêmes règles que la presse traditionnelle, la télévision et la radio ? « Oui, explique Pascal Boniface. On a une liberté d'expression totale et d'opinion, sauf

INTERVENANTS

Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS

Gildas Leprince, Youtuber, alias Mister Geopolitix

s'il s'agit de tenir des propos racistes, des insultes ou de la diffamation qui ne constituent pas une opinion, mais un délit condamnable. » Gildas Leprince, Youtuber plus connu sous le nom de Mister Geopolitix, reconnaît avoir déjà commis des erreurs dans ses vidéos de vulgarisation géopolitique. « Mais ce n'est pas grave, on peut se tromper et rectifier le tir en ajoutant un commentaire pour l'expliquer. C'est aussi à vous d'accepter qu'il peut y avoir des erreurs et à apprendre à bien vous informer en multipliant vos sources ». Mais alors que les chaînes d'opinion tournent en boucle et se multiplient, est-il encore possible d'être totalement neutre sur des sujets aussi clivants que le conflit israélo-palestinien ? Pour le Youtuber, qui a pour habitude d'aller sur le terrain dans le monde entier pour recueillir des témoignages et réaliser des reportages, « la neutralité n'existe pas. Ce qui compte, c'est la recherche d'impartialité ». Pascal Boniface ajoute : « Nous avons tous



Gildas Leprince et Pascal Boniface

un vécu qui nous empêche d'être vraiment neutre. En revanche, l'impartialité oui c'est important, et l'intégrité surtout. Il y a des militants qui ignorent les arguments des autres. Les journalistes sont tenus de respecter la Charte de déontologie de Munich, signée en 1971, qui stipule qu'il est interdit d'affirmer quelque chose dont ils ont la preuve que c'est faux. C'est une question d'éthique. » Revenant sur la place qu'ont pris les réseaux sociaux dans la diffusion d'informations, Pascal Boniface ne les oppose pas avec les médias traditionnels, avec d'un côté une désinformation massive, et de l'autre une information forcément vraie et sourcée. « Il y a autant de faux et de vrai dans les deux. Chacun est récepteur et aussi émetteur d'information. »

Mais alors, comment savoir si une source est réelle, ou pas ? Gildas Leprince estime qu'une seule source citée n'est pas suffisante. Il faut toujours en recouper plusieurs, alors qu'un seul point de vue peut être biaisé, orienté, partisan ou fallacieux. Le danger des réseaux sociaux tient dans le fait qu'ils nous enferment dans une bulle, un « biais de confirmation » comme l'explique Pascal Boniface, dont les algorithmes nous entraînent vers des contenus avec lesquels nous sommes d'accord. « Il faut toujours essayer de penser contre soi-même »



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

ajoute-t-il. À ce titre, les chaînes d'information souffrent aussi des mêmes biais. Un exemple est cité : à Sciences Po Paris juste avant les élections américaines de 2016, un sondage avait été réalisé et les étudiants avaient majoritairement voté en faveur d'Hillary Clinton. « Pourtant, c'est Trump qui a été élu. Ils ne comprenaient pas car, écoutant les spécialistes sur les chaînes de télévision qui s'avançaient sur une victoire d'Hillary Clinton, ils pensaient que les électeurs iraient dans ce sens. Essayer de comprendre l'autre, ce n'est pas pour autant être d'accord avec lui, mais c'est être mobile intellectuellement ».

« Chacun est récepteur et aussi émetteur d'information »

Pascal Boniface

Gildas Leprince note toutefois que depuis quelque temps, il voit émerger des biais d'opinion avec un point de vue partisan sur les réseaux sociaux, qu'il estime plus présent qu'il y a quelques années. « Moi, je cherche à faire un travail plus journalistique, car mon objectif n'est pas de convaincre mais de donner une meilleure compréhension du monde ». Mais cette multiplication des chaînes d'information et de relais sur les réseaux sociaux a aussi du bon. Pascal Boniface se souvient d'un temps où, en France, il n'y avait qu'une chaîne de télévision, l'ORTF, contrôlée par l'État. « Aujourd'hui, vous allez trouver un discours occidental sur les chaînes d'opinion qui est à peu près le même partout, mais vous avez toujours la possibilité d'aller voir ce qui se dit sur des médias alternatifs de très grande qualité comme Arrêt sur Images, Blast, ou Le Media, et c'est souvent très drôle » conclut-il.

RÉCONCILIER ET COMMÉMORER : LA JEUNESSE FACE AU DEVOIR DE MÉMOIRE

Jeudi 26 septembre, 14h-15h30, salle Azur



Salomé Hénon-Cohin, Théo Burgevin, Léandra Vièl, Hervé Moritz et Nathanaël Tinard

Hervé Moritz, président du Mouvement Européen France, relève en préambule deux anecdotes qui ont nourri son engagement européen. D'abord, l'histoire particulière de sa région natale, l'Alsace, pas toujours en résonance avec le récit national né à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, la proximité avec la frontière allemande, située à deux kilomètres de son domicile, qui lui a donné l'envie de suivre le cursus Erasmus pendant ses études un peu plus loin à l'est du pays. « Je me suis rendu compte qu'on ne partageait pas la même mémoire. À Leipzig, pour beaucoup de gens, l'Europe ne commence pas avant la chute du mur de Berlin, en 1989 » explique-t-il. Une différence mémorielle qui pousse à s'interroger sur la construction européenne. Mais alors que l'année 2024 était celle de la commémoration des 80 ans du Débarquement de Normandie, la jeunesse se passionne-t-elle pour cette mémoire commune, mais dans laquelle s'entrechoquent des histoires personnelles à contre-courant ?

Nathanaël Tinard, élève avocat, est lauréat du Concours national de la ré-

ANIMATION

Théo Burgevin, Directeur exécutif aux affaires franco-allemandes de La DenkFabrik

Léandra Vièl, Présidente de la DenkFabrik

INTERVENANTS

Salomé Hénon-Cohin, Journaliste pour des médias allemands et francophones

Hervé Moritz, Président du Mouvement Européen France

Nathanaël Tinard, Lauréat du Concours national de la résistance et de la déportation, élève avocat

sistance et de la déportation. « Avant ce concours, mon seul lien avec l'Allemagne était un lien traumatique » reconnaît-il, lui dont l'arrière-grand-père fut envoyé dans un Stalag, un camp de prisonniers en Allemagne. Selon lui, quand on évoque le couple franco-allemand dans les médias, c'est principalement pour des questions économiques comme la vente des avions militaires F35. Des sujets qu'il estime « lointains ». « Le meilleur moyen de s'intéresser à ce lien, c'est peut-être l'apprentissage de



l'allemand, mais aussi le jumelage. Car se rendre chez l'autre, c'est comprendre qu'il n'est pas si différent. » Ainsi, la manière dont nous pratiquons ce devoir de mémoire pourrait être corrigée pour amener la jeunesse à y prendre part. Salomé Hénon-Cohin, journaliste pour des médias allemands et francophones raconte que c'est d'abord une professeure d'allemand qui lui a donné le goût de ce pays, ainsi que la variété des programmes d'études franco-allemands. Si ce devoir de mémoire sert à « comprendre nos ancêtres, il est aussi utile pour trouver des réponses pour nous-mêmes » déclare-t-elle. À ce titre, l'interdépendance des relations entre la France et l'Allemagne, née à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, est un cas unique. Arte, seul média binational au monde, en est l'exemple parfait, où les conférences de rédaction sont tenues dans les deux langues. C'est aussi grâce à ces liens-là, nés d'une volonté politique forte, que l'on peut s'intéresser à cette mémoire collective de nos voisins, dont les récits sont forcément différents des nôtres. La journaliste, qui connaît bien ce pays, note la volonté d'objectivité totale qui est faite côté allemand sur le nazisme. « Il y a une forme de responsabilité chez eux, on le sent

dans le quotidien. Il y a eu par exemple un argent monumental dépensé par la télévision allemande pour couvrir les commémorations des 80 ans du Débarquement. C'est aussi pour l'Allemagne un moyen d'avoir accès à une mémoire commune européenne ».

Ces liens qui unissent aujourd'hui ces deux pays permettent-ils d'éviter pour autant les ressentiments ? Hervé Moritz fait la différence entre le récit de l'Histoire, fruit d'un travail académique, et le devoir de mémoire, qui est plus sentimental et propre à chacun. Et cela passe aussi par l'enseignement. Nathanaël Tinard s'est penché sur un extrait de manuel scolaire français d'une classe de troisième datant de 1922. On y parle de l'Allemagne en des termes éloquentes. Il cite : « Grisée par ses succès militaires et économiques, l'Allemagne avait en effet plus qu'aucun autre peuple, une mentalité impérialiste et belliqueuse, cette mentalité allemande faite de convoitise, d'orgueil, et d'un immense appétit de domination. » Comment, lorsque l'enseignement scolaire prend part au ressentiment, éviter la répétition de l'Histoire ? « C'est pour ça que les guerres se sont répétées, cette idée de l'ennemi héréditaire, explique-t-il. Le couple franco-allemand aujourd'hui a su dépasser ça. Hervé Moritz prend aussi l'exemple de la manière dont l'Espagne, et d'autres pays voisins, étudient les conquêtes napoléoniennes : « Ils voient Napoléon comme un dictateur sanguinaire, et un despote. Il faut accepter ce regard critique quand il nous concerne. Cela permet

de se questionner sur notre propre mémoire » conclut-il. Le devoir de mémoire est avant tout l'étude des différents points de vue sur une histoire commune. Comprendre l'Histoire, c'est valoriser la mémoire de l'autre autant que la sienne.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE FACE À L'INTERDÉPENDANCE DES DROITS: UN DÉFI GLOBAL

Jeudi 26 septembre, 14h-15h30, salle Nacre



Juliette Joyeux, Angela Pinna, Taha Hannachi et Fiona Schnell

Dès lors que l'on aborde la question du changement climatique, les premières réflexions qui s'imposent portent sur l'inégalité que cela crée. Car il y a une réalité indéniable : « les gens ne sont pas tous touchés de la même façon », explique Fiona Schnell, directrice générale de l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix. La Déclaration universelle des Droits de l'homme et du citoyen mentionne déjà ces problématiques, stipulant que chaque être humain a un droit à la vie et à une subsistance minimum, droits qui sont forcément bafoués en cas d'inondations, de sécheresse ou de tempêtes. Ces changements climatiques ont aussi des conséquences sur l'insécurité et la montée de conflits dans le monde. « Il faut bien avoir cela en tête pour penser de façon plus globale la gestion de la crise climatique, qui s'accompagne d'une recherche de la paix et de son maintien ». Par conséquent, ces inégalités favorisées par le réchauffement climatique doivent être abordées sous l'angle de l'interdépendance des droits ; un droit étant toujours lié à un autre. « On ne peut pas penser la liberté d'expression

ANIMATION

Juliette Joyeux, Chargée des projets internationaux

INTERVENANTS

Lolita Couchene, Stagiaire au Programme des Nations Unies pour l'Environnement à New York et chargée de campagne pour World's Youth for Climate Justice

Taha Hannachi, Chercheur en psychologie sociale

Fiona Schnell, Directrice générale de l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix

Angela Pinna, Coordinatrice du projet EcoAlity en Italie chez OXFAM

si on ne réfléchit pas en même temps au droit à la vie privée. »

Ces inégalités, en France métropolitaine, sont principalement économiques. La sécheresse, par exemple, impacte les réserves d'eau et donc des entreprises dans l'agriculture ou l'industrie. Les inondations,

également, vont toucher des infrastructures. Comme l'explique Fiona Schnell, les conséquences du changement climatique n'ont pas la même portée sur les populations des pays du nord que sur celles des pays du sud, plus fragiles. « Demain, vous faites face à une inondation, on est dans un pays où on a la chance d'avoir des assurances qui remboursent des frais d'assainissement de la maison, les services publics proposent des relogements et des lieux d'accueil d'urgence. Je suis très terre à terre mais c'est une réalité. »

« Si on attend un résultat à long terme, ça ne marche pas sur le cerveau humain »

Taha Hannachi

À partir de ces constats, Taha Hannachi, chercheur en psychologie sociale préfère lui parler de changement climatique anthropogénique, c'est-à-dire causé par les actions humaines. « Si on regarde les choses sous cet angle, on peut se dire qu'en étant le problème, on peut aussi être la solution. » Un phénomène lié à la cause climatique l'intéresse particulièrement dans ses recherches, l'éco-anxiété. « Un phénomène à degrés variables, une détresse psychologique parfois physique de l'appréhension de l'ampleur de la crise environnementale. » Dans les niveaux les plus élevés, cette éco-anxiété peut engendrer de la paralysie, de l'apathie



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



ou un désespoir profond. Mais l'éco-anxiété peut aussi être un moteur pour l'action environnementale. « On peut s'inquiéter, mais on peut aussi agir, rassure-t-il. Ce qui peut favoriser l'éco-anxiété, c'est le sentiment de taux d'inefficacité personnel. Mais sentir qu'on a les moyens d'agir permet de baisser cette éco-anxiété et de créer une boucle de rétroaction positive. »

Mais l'humain est-il réellement capable d'agir et d'apporter des solutions ?

Pour Fiona Schnell, l'action passe par le consensus, l'engagement, la collaboration et la discussion. Taha Hannachi prend l'exemple des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, et Microsoft) qui utilisent les neurosciences pour pérenniser une habitude chez les utilisateurs : le système de récompense instantanée inhérent à tous les êtres humains qui provoque des clics compulsifs et du scrolling infini sur les réseaux sociaux. « Mais avec la création d'une habitude vertueuse, on peut inverser ça. Il y a quelques ingrédients. Déjà il y a une motivation à changer, une étincelle, un déclic, une dissonance cognitive et donc un nouveau système de récompense. Comme pour ses devoirs scolaires, il faut diviser les tâches pour imaginer un système de récompense et créer une boucle de rétroaction positive. Notre système émotionnel fonctionne comme ça. Si on attend un résultat à long terme, ça ne marche pas sur le cerveau humain. »

LES SOCIÉTÉS FACE AUX NOUVELLES VIOLENCES

Jeudi 26 septembre, 14h-15h30, salle Auditorium



Bertrand Badie, Tanguy Gaudeul et Grégory Rayko

© Faïssal Zaoui

Tanguy Gaudeul est président fondateur de La Boîte à Bac, une entreprise qui crée du contenu pédagogique innovant à destination des lycéens. Il est venu présenter une websérie de cinq épisodes en partenariat avec le Forum Normandie pour la Paix, qui explore les nouvelles formes de violences que traversent nos sociétés, qu'elles soient identitaires, environnementales, technologiques ou sanitaires. Des violences, oui, mais dont il préfère tempérer l'ampleur. « Il y a moins de victimes dans les conflits armés aujourd'hui qu'il y a 20 ou 30 ans. Par contre, cette violence perdure. » Il explique également la difficulté de trouver des images pour illustrer les conflits récents, comme ceux en Éthiopie dans la région du Tigré, une guerre civile qui a démarré en novembre 2020 et qui oppose le gouvernement fédéral éthiopien au Front de libération du peuple du Tigré.

Plus qu'une augmentation des violences, ce qui a changé, c'est d'abord notre exposition à cette violence, plus visible qu'avant grâce aux réseaux sociaux. « Notre monde change profondément, on a presque aboli l'espace et le temps » explique Bertrand Badie, professeur des Universités émérite à Sciences Po Paris, qui se souvient d'un temps où la violence était invisible, ce

ANIMATION

Grégory Rayko, Chef de rubrique International à The Conversation France

INTERVENANTS

Bertrand Badie, Professeur des Universités émérite à Sciences Po Paris

Tanguy Gaudeul, Président fondateur de La Boîte à Bac

qui pourrait donner le sentiment qu'il y en avait moins. « On a tendance à s'identifier à ce que l'on voit, et quand on parle de 42 000 morts à Gaza dont 15 000 enfants, on ne peut pas être insensible, malgré le fait que le gouvernement Israélien empêche les journalistes de se rendre sur le terrain pour que ces morts restent anonymes. » Car si, comme le rappelle Grégory Rayko, chef de rubrique International à The Conversation France, la manière dont nous percevons les violences dépend beaucoup de la sphère virtuelle dans laquelle nous évoluons - en d'autres mots, notre bulle sociale - il ne faut pas tomber dans l'excès. « Il y a quand même une objectivation de l'information, estime Bertrand Badie. Il est de plus en plus difficile aujourd'hui d'occulter les violences. À l'époque coloniale, la France et d'autres pays ne se gênaient pas pour cacher ce qu'il se passait. Il y a eu

des actes atroces qu'on n'a découverts que bien plus tard grâce aux historiens. Cette violence invisible est devenue très rare. »

L'un des paradoxes contemporains est cette capacité de destruction qui n'a jamais été aussi grande. C'est le pari de l'arme atomique, qui, lorsqu'il y a une escalade des tensions, devient dissuasive. « Depuis 1949, le jour où l'URSS a obtenu l'arme atomique après quatre ans de monopole des États-Unis, personne n'a fait l'usage de cette arme, soit depuis 75 ans. » Tanguy Gaudeul, lui, note le développement des nouvelles technologies par les pays riches, cela rendant plus accessible, par ricochet, une violence high-tech. « Les drones en sont le parfait exemple. S'ils sont très sophistiqués dans l'armée américaine, ils sont produits à des tarifs très raisonnables désormais par d'autres pays comme l'Iran et sont utilisés par des acteurs non étatiques. » C'est donc là aussi un paradoxe contemporain : les puissances économiques dépensent sans compter pour se munir de nouvelles technologies contre leurs ennemis qui, eux, finissent par s'approprier ces nouveaux outils et les retourner contre elles.

En ligne, la violence n'est pas en reste. On le sent sur les réseaux sociaux, qui favorisent une polarisation des débats afin de générer du flux. Certains pays comme la Russie l'ont bien compris par l'usage de fermes à trolls, où du personnel est rémunéré pour diffuser une propagande pro-russe et des fausses informations afin de déstabiliser les démocraties occidentales. Lutter contre cette violence n'est pas impossible, et des outils juridiques existent. Encore faut-il un courage politique pour les utiliser. « La responsabilité de Facebook ou Twitter est très difficile à engager,



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

alors qu'on pourrait le faire » rappelle Tanguy Gaudeul.

À propos du changement climatique, lui aussi vecteur d'inégalités et de violences, la Chine semble, contre toute attente, prendre conscience des enjeux. À ce titre, Bertrand Badie cite Jacques Chirac, l'ancien président de la République Française qui apparaît dans la websérie où il prononce cette phrase devenue culte : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs », estimant que si quelqu'un avait regardé ailleurs, « c'était bien lui, pendant toute sa présidence », ironise-t-il. Lors de ces premiers voyages en Chine, Bertrand Badie se souvient des nuages de pollution. Il a vu un changement s'opérer dans les discours depuis quelques années. Mais après les discours, il y a les actes. Et c'est là que le bât blesse : « En Chine comme ailleurs, quand on demande de payer pour obtenir un bénéfice immédiat, tout le monde comprend ça très bien. Mais si on demande de payer maintenant pour un résultat dans 60 ans, comme c'est le cas avec la cause environnementale, les gens sont moins d'accord. L'ambiguïté du politique c'est qu'il joue de cette carte rhétorique pour se dédouaner. » De plus, le professeur souligne une hypocrisie occidentale qui consiste à pointer du doigt la Chine sur la pollution qu'engendre son industrie, alors qu'elle produit des biens « que nous ne produisons pas à cause de nos normes, mais que nous consommons quand même. »

Ces paradoxes, contre-sens et hypocrisies favorisent les conflits dans le monde et les violences qui en découlent. Mais chercher une cause à un conflit pour endiguer ces nouvelles violences peut être une erreur, conclut Bertrand Badie. « Les causes ça n'existe pas, en physique oui, mais en science sociale, le mot cause ne veut rien dire. C'est le cerveau humain qui interprète, qui reformule et décide de prendre en compte une donnée ou pas. »

RECONNAITRE SES RESPONSABILITÉS POUR CONSTRUIRE LA PAIX

Vendredi 27 septembre, 10h30-12h30, Salle Or



Richard Werly, Wadiaa Khoury, Assaad Chaftari et Peter Shambrook

Rares sont les anciens combattants d'une guerre civile à témoigner aussi ouvertement de leurs erreurs, et à reconnaître que leurs jugements vis-à-vis de l'autre, l'étranger, étaient fondés sur des préjugés. Assaad Chaftari fait partie de ceux-là. « J'ai du sang sur les mains, a-t-il déclaré, debout devant la salle. Vous ne le voyez pas, mais moi je le vois. » Il n'avait pas encore 20 ans quand la guerre civile a éclaté dans son pays, le Liban. Autour de lui, dans la communauté chrétienne, « l'autre », l'ennemi, c'est le musulman. « On ne m'a jamais parlé de ses qualités, mais seulement de ses défauts. Je n'entendais qu'une chose : les musulmans étaient mauvais et méchants. » Alors le jeune Assaad s'engage en faveur de son pays, un Liban chrétien, et devient responsable du renseignement de la milice chrétienne libanaise des forces libanaises pendant la guerre civile

ANIMATION

Richard Werly, Journaliste et correspondant pour la France et l'Europe du quotidien Blick

INTERVENANTS

Assaad Chaftari, Co-fondateur des Combattants pour la paix au Liban

Wadiaa Khoury, Fondatrice de l'ONG libanaise Enseignants, acteurs du changement social

Peter Shambrook, Historien, spécialiste du Moyen-Orient, consultant auprès du Balfour Project

qui fait entre 150 000 et 250 000 victimes de 1975 à 1990. « J'accomplissais une tâche que je considérais comme sacrée, je croyais être le dernier protecteur du christianisme en Orient. »

S'il s'empêche de tuer directement des civils, il prend des décisions importantes, quitte à ordonner la mort de combattants adverses. Mais à la fin de la guerre, alors qu'un accord de paix est refusé par une partie des chrétiens, Assaad est chassé de sa communauté et contraint de vivre en zone musulmane. « Je croyais que je n'y survivrai pas », se souvient-il. Pourtant, il fait des rencontres décisives au sein du mouvement Initiatives et Changement, une organisation non gouvernementale (ONG) dont l'objectif est de fédérer et former tous ceux qui souhaitent œuvrer à la promotion de la paix. Sa vie prend alors un tournant inattendu. Dix ans après la fin de la guerre, il publie dans un journal national une lettre d'excuse pour ses actions de guerre. « Dans le miroir, j'ai vu un monstre. Il est dur de se réveiller. C'est là que j'ai rencontré « l'autre » et que j'ai compris qu'il me ressemblait. »

Ces préjugés fortement ancrés dans les populations existent-ils toujours ? Assaad Chaftari estime que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les moyens

de communication favorisés par Internet n'ont pas tant rapproché les peuples, chacun évoluant dans une bulle d'information qui ne fait que confirmer ses croyances. Wadiaa Khoury, fondatrice de l'ONG libanaise Enseignants acteurs du changement social n'était qu'une enfant au moment où Assaad Chaftari était soldat, noyée dans une atmosphère de bombardements, trimbalée de refuge en refuge. « Mais qui avait raison ? Et d'où ce conflit vient-il ? » s'interroge-t-elle aujourd'hui. Une visite du pape Jean Paul II, demandant une concertation du peuple libanais à Beyrouth en mai 1997, va complètement modifier son regard sur les événements. « Il nous a fait comprendre que le Liban n'était pas un pays comme les autres mais un

« Je croyais être le dernier protecteur du christianisme en Orient »

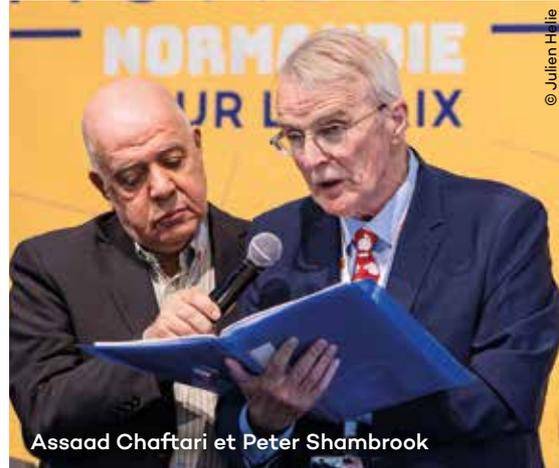
Assaad Chaftari

pays de message, de convivialité. Cela a été un choc » se souvient-elle. C'est le début d'un long combat intérieur. Comment faire pour collaborer avec une communauté longtemps considérée comme ennemie, les musulmans, et dont les fondements religieux sont autant de préjugés sur sa religion à elle ? « Je m'enfermais dans ce raisonnement, mais il fallait m'ouvrir. » Une rencontre avec un imam chiite va tout changer. Ce dernier lui explique que lorsqu'il passe plus de deux semaines dans son village, il commence à développer des scénarios de peur, à se dire que les chrétiens et les sunnites veulent éradiquer sa communauté. « Je lui ai dit, « moi aussi ». On a compris qu'on était condamnés à se mélanger pour démanteler ces jugements, car nous sommes un peuple blessé. »

C'est aussi en éprouvant ce que l'autre ressent que l'on peut mieux appréhender ses peurs et ses souffrances. Avec Initiative et



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube



Changement, Wadiaa Khoury, qui n'a alors que 20 ans, intègre un programme de leadership et passe une année en Inde et en Asie de l'est au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. « Ces attentats tragiques ont changé le regard des occidentaux sur les peuples arabes, et j'ai été victime d'amalgame puisqu'on me prenait pour une musulmane, on me traitait de terroriste, alors que je suis chrétienne. J'ai fait l'expérience de ce que vivaient les musulmans du Liban » raconte-t-elle.

Ce processus de reconnaissance des responsabilités de chacun ne peut pas se faire non plus sans le travail des historiens, comme Peter Shambrook, spécialiste du Moyen-Orient et consultant auprès du Balfour Project. Dans son dernier livre, *Political of Deceit* (2023), cet historien d'origine britannique a enquêté sur les origines du conflit israélo-palestinien, et révélé la responsabilité de la Grande Bretagne en Palestine. Pendant sept ans, il va tout disséquer, pour arriver à deux conclusions. « La guerre pour le contrôle de la Palestine a commencé chez notre ministère des Affaires étrangères pendant la Première Guerre mondiale. Le gouvernement britannique a promis cette région, qui était sous son protectorat, aux Arabes en 1915. Mais deux ans plus tard, il le promet aussi aux Juifs. La même terre a été promise à deux peuples. Aucun gouvernement britannique ne l'a jamais reconnu, ils ont proclamé le contraire. Mon livre suggère qu'il est temps de reconnaître en tant que nation nos erreurs passées » conclut-il.

LE GÉNOCIDE, PROCÈS SIMULÉ DEVANT LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Vendredi 27 septembre, 10h30-12h, salle Nacre



Maxime Sauvé, Jean Michel Guieu, Fiona Schnell, Florence Hartmann, et Asmaa Atif

Quand on évoque un génocide, ce sont des images d'effroi qui nous viennent en premier lieu. Si l'Histoire en répertorie depuis des siècles, le terme n'est apparu juridiquement qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais connaît-on réellement le sens que lui donne la Cour pénale internationale, seule juridiction

capable de prononcer les condamnations qui en découlent, selon le Statut de Rome entré en vigueur en 2002 ?

Pour en comprendre les rouages, l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix a organisé un procès fictif où le public, composé d'étudiants et lycéens, tenait le rôle de jurés d'assises, jusqu'à donner un verdict final. Le contexte était le suivant : lors d'un conflit opposant la R publicka Ordo et la République de Nyaya, le Général Draganov est accusé d'avoir organisé l'extermination systémique d'une minorité ethnique, les Korvans, soit plus de 150 000 victimes civiles. Le script interroge donc la justice pénale internationale et la mémoire des crimes de masse tout en s'appuyant sur des articles de la convention internationale pertinente. Un juge principal, président de la Cour pénale internationale (CPI), est garant de l'impartialité du procès. Il est accompagné des procureurs, de

ANIMATION

Institut international des droits de l'Homme et de la paix

INTERVENANTS

Asmaa Atif, Chargée de mission pédagogique Prix Liberté

Florence Hartmann, Journaliste et essayiste

Maxime Sauvé, Chargée des partenariats de l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix

Fiona Schnell, Directrice générale de l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix

Jean-Michel Guieu, Maître de conférences en histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris Panthéon-Sorbonne

l'avocat de la défense du Général Viktor Draganov, ancien chef militaire de la République de Nyara. En face, le docteur Amira Kael, survivante, fait office de témoin direct.

« Il aurait pu envisager une autre solution que la riposte, la défense n'était pas du tout proportionnelle »

Un juré dans la salle

Devant la salle, le Général Draganov se lève pour plaider non coupable. « Les Korvans soutenaient des rebelles armés. Mes actions étaient légitimes et nécessaires pour protéger notre nation. Il n'y a jamais eu d'intention d'extermination » a-t-il déclaré pour sa défense. Mais le docteur Amira Kael a une autre version des faits. Elle décrit, avec un léger tremblement dans la voix, la manière dont les soldats de son armée sont entrés dans les villages pour rassembler les hommes, les femmes et les enfants, afin de les assassiner. « Ce n'était pas des combattants mais des civils. Ils n'avaient aucun lien avec les groupes rebelles, ils étaient sans défense, sans arme, c'était un massacre. »

À ce moment-là, une question est posée : l'intention de tuer des civils peut-elle être considérée comme un génocide ? La réponse est non. En effet, l'intention doit s'inscrire dans une volonté beaucoup plus large de détruire un groupe national, ethnique, racial ou religieux.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

Le Général Draganov explique les circonstances de ses attaques : « Les Korvans abritaient des rebelles, chaque opération était conçue pour neutraliser leurs menaces, mais nous n'avons jamais ci-

blé des civils délibérément, jamais. » Pourtant, une preuve est apportée que les soldats détenaient des listes de civils Korvans à éliminer. Mais pour le Général, ces listes ne servaient qu'à identifier des rebelles cachés. « Il y a eu des erreurs, c'est navrant, mais ces pertes civiles n'ont jamais été notre objectif. »

La journaliste et essayiste Florence Hartmann, qui tient le rôle de la procureure, intervient : « Selon l'article 3 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, vous êtes accusé d'avoir organisé une campagne systématique d'assassinat visant des populations civiles, que répondez vous à cela ? » « Ces accusations sont fausses, répond le Général Draganov, je n'ai jamais donné l'ordre d'extermination, mon objectif était de protéger la République de Nyara. »

Après un procès tenu en trois actes, le verdict des jurés est sans appel : le Général Draganov est reconnu coupable de crime de génocide tel que défini par l'article 6 du Statut de Rome à 83 % des voix. Dans la salle, l'un des jurés justifie son choix : « Dans l'acte 2, lorsque le Général Draganov s'est exprimé, il a parlé d'attaque des rebelles envers les forces militaires, disant que ces gens représentaient une menace. On peut s'interroger sur la notion de menace sachant qu'il y avait parmi ces gens des enfants qui ont été tués dans l'attaque. Même la notion de légitime défense n'est pas recevable, car on voit bien qu'il aurait pu essayer d'envisager une autre solution que la riposte, la défense n'était pas du tout proportionnelle. »

En conclusion, Fiona Schnell, directrice générale de l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix, a salué la qualité de l'interprétation et d'écoute des jurés, qui se sont concentrés dans les détails sur chaque mot pour apporter leur verdict. « Merci pour votre analyse tout à fait pertinente » a-t-elle terminé.

UN VILLAGE POUR LA PAIX

Le village où bat le cœur du Forum !

Tout au long du Forum, les visiteurs ont pu profiter des nombreuses animations organisées au sein du Village pour la Paix. Rencontres, échanges et partages étaient au rendez-vous !

Exposants

Engagés pour la Paix

Au sein de l'espace des Engagés pour la Paix, les nombreux visiteurs, dont une grande partie de lycéens, ont échangé avec différentes associations et ONG qui agissent pour la paix, les droits humains, et luttent pour défendre les populations en situation de vulnérabilité dans le monde entier. ACTED, la Croix Rouge Française de Normandie, Amnesty International, Plan International, Ensemble contre la Peine de mort et Initiatives et Changement ont ainsi présenté leurs actions et témoigné de leur engagement en faveur de la Paix.



La web-série de la Boîte à Bac

Dans une web-série de cinq épisodes autour du thème *Les sociétés face aux nouvelles violences*, la Boîte à Bac proposait une exploration des différentes typologies de violences auxquelles le monde fait face. Ces cinq épisodes abordaient ainsi les thématiques de violence environnementale, violence de genre, violence identitaire, et l'étude de cas d'Haïti qui est à l'intersectionnalité de toutes ces violences.



4 expositions très visitées sur le Village



« Tapachula, ville transit »

de la photographe Mahé Elipse

en partenariat avec le festival Les Femmes S'exposent

« Tapachula, ville du Chiapas (l'État le plus pauvre du Mexique) adossée à la frontière guatémaltèque, est devenue une étape obligatoire pour les milliers de migrants qui remontent d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale dans l'espoir de rejoindre les États-Unis. En raison des politiques restrictives du gouvernement américain, qui ont transformé le territoire mexicain en une immense zone tampon, les migrants doivent y demander un statut de réfugié ou un visa humanitaire pour leur permettre de poursuivre leur périple sans se faire arrêter par les militaires. Le nombre de demandes d'asile reçues par les services de migration mexicains explose. La ville de 300 000 habitants s'est presque transformée en refuge géant à ciel ouvert. Cette série nous révèle ce carrefour de la crise migratoire globale, surnommé « la petite Babylone du Chiapas ».

« Ces conflits qui durent »

en partenariat avec le Prix
Bayeux Calvados-Normandie
des correspondants de guerre.

Cette exposition met en lumière le travail de reporters de guerre récompensés lors des dernières éditions du Prix Bayeux. Douze photos, au cœur de douze zones de conflits à travers le monde, qui ne cessent de faire l'actualité internationale depuis des décennies.

« Je me souviens, l'émotion en sept lettres »

lettres extraites du livre *Paroles du Jour J* de Jean-Pierre Guéno, été 1944.

« À travers la lecture de sept lettres par de jeunes lycéens normands, cette expérience immersive permet d'écouter les récits de civils et de soldats lors de l'été 1944. »

« D-Day : l'émotion du dernier grand hommage »

en partenariat avec Paris Match

À travers 20 tirages, Paris Match revient sur les commémorations du 80^e anniversaire qui se sont tenues en Normandie en juin dernier.

Un dernier grand hommage à ces héros venus libérer la Normandie, la France et l'Europe il y a 80 ans.



© Julien Helle

Librairie et dédicaces

Animée par l'association « Au brouillon de culture », une librairie éphémère proposait les ouvrages de nombreux intervenants, des romans ou encore des bandes dessinées. Les séances de dédicace organisées en présence de certains intervenants à la suite des débats et des conférences ont rencontré un franc succès. Les participantes et participants pouvaient ainsi échanger et avoir une dédicace de personnalités telles que Valérie Masson-Delmotte, Emilie Aubry ou encore Lilian Thuram et Pascal Boniface.



© Faissal Zaoui

Émilie Aubry



© Pierre Galliot

Studio Agora

Au travers d'une riche programmation dédiée à la jeunesse et au grand public, le Studio Agora, en partenariat avec la rédaction du groupe SIPA Ouest-France, offrait la possibilité de prolonger les échanges avec les intervenants du Forum. Ces discussions au cœur de l'actualité internationale ont permis de décrypter de grands sujets comme l'éducation aux médias, un état des lieux des conséquences géopolitiques et sociales du réchauffement climatique et la relation entre intelligence artificielle et les médias. Le public a aussi pu assister à de grands témoignages comme celui de Ndume Olatushani qui a raconté les vingt années qu'il a passées dans le couloir de la mort aux USA, et la manière dont il porte aujourd'hui le plaidoyer pour une abolition de la peine de mort et sensibilise des jeunes à cette cause en intervenant dans des écoles et des universités avec l'organisation Ensemble Contre la Peine de Mort.



© Faissal Zaoui

Ndume Olatushani



© Pierre Galliot

Remerciements

Cette septième édition, organisée une nouvelle fois dans un contexte international complexe, a été à nouveau une belle réussite grâce à celles et ceux qui se sont mobilisés pour qu'elle puisse se tenir dans les meilleures conditions possibles. Je tiens à les remercier vivement pour leur implication, avec une pensée particulière pour :

- ▶ **Le public, notamment les jeunes**, présent à l'Abbaye aux Dames en nombre ou qui a suivi le Forum à distance
- ▶ **Les intervenants et partenaires** du réseau Normandie pour la Paix, qui ont offert de nombreuses pistes d'actions et de réflexion pour réconcilier les peuples avec la paix
- ▶ **Les mécènes, parrains et partenaires médias**, qui soutiennent et participent au rayonnement de cette initiative régionale
- ▶ **Les services de l'Etat et de la Ville de Caen**, grâce à qui il a été possible d'assurer la tenue de cet événement
- ▶ **Les élus de la Région Normandie et les équipes mobilisées chaque année autour du Forum** : agents de la collectivité régionale, prestataires et volontaires, qui ont pleinement contribué au succès de cet événement
- ▶ **Le Parlement européen pour son soutien continu.**

Hervé Morin

Président de la Région Normandie,
ancien ministre de la Défense

 **FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



© PoolPhoto-Npp



RÉGION
NORMANDIE

La Région Normandie
vous donne rendez-vous en 2026
pour la prochaine édition !

